

Le suicide, quel travail ! / *Libération*, 17 mai 2013 / par **Marcela Iacub**

Depuis quelques années, les conditions de travail provoqueraient des suicides. Les médias (*Libération* du 29 avril) ne cessent de souligner ce «phénomène nouveau» comme si les rapports de causalité entre le mal au travail et le suicide étaient évidents. Comme si ce geste ultime était une réaction aussi banale face à l'adversité au travail qu'une crise de nerfs ou une dépression nerveuse. Les travailleurs qui souffrent ont pourtant d'autres issues que de se suicider. Ils peuvent changer d'emploi, même si l'on sait que le chômage bat des records actuellement, et ils peuvent aussi envisager des combats collectifs pour améliorer leurs conditions.

Car leur situation est tout de même moins désespérée que celle des chômeurs qui, eux, selon les médias, se suicident moins que les travailleurs malheureux. La vie au travail n'est pas la seule qu'ils possèdent, ce qui n'est pas le cas des prisonniers, par exemple. Ces travailleurs vivent généralement dans des cadres familiaux, ils ont d'autres attaches qui peuvent les aider à faire face à des circonstances difficiles. Si l'on songe aux conditions atroces d'exploitation de jadis ou à celles qui existent encore dans les pays pauvres, on se demande pourquoi et comment le suicide n'était pas ou n'est pas la réponse normale de ces victimes du travail.

On peut envisager deux réponses à cette énigme. La première est l'apparition d'une conception psychologique du travailleur, laquelle serait en train de se substituer à une autre, de type politique. Comme si le rapport de force entre le capital et le travail était devenu psychique. Le travailleur ne serait pas exploité parce qu'il n'a que sa force de travail à vendre, mais parce que cette situation le mettrait dans un état de faiblesse psychique. L'employeur devrait veiller sur lui comme s'il était un enfant ou un adolescent. Il n'est pas difficile de comprendre comment une telle conception paternaliste pourrait se retourner contre les travailleurs et leurs luttes politiques à venir. Car si aujourd'hui, dénoncer le suicide au travail paraît conforter leurs intérêts, demain une flopée d'experts en psychisme pourrait décider à la place des travailleurs ce qui est le mieux pour eux. Ce qui impliquerait qu'ils ne sont plus considérés comme des sujets politiques à part entière.

La deuxième hypothèse est plus grave encore. Ceux qui ne cessent de claironner que les gens se suicident à cause de leurs conditions de travail sont en train de valider cet acte terrible comme forme de protestation politique. Si certains manifestent, font des grèves, d'autres se suicident pour dire qu'ils sont contre une certaine organisation du travail. Cette manière de protester pourrait d'ailleurs se répandre à d'autres luttes citoyennes. On pourra affirmer qu'on se suicide parce qu'on a été délogé de son domicile, parce qu'il y a trop de pollution dans la ville ou pas assez de crèches. Les personnes malheureuses et enragées pourraient se servir du suicide comme arme d'expression politique pour dire leur colère.

C'est bien cela qui est à l'œuvre en ce moment : le suicide devient un moyen aussi légitime de contestation que la parole individuelle et collective. Et si tel est le cas, le journalisme devrait se battre contre l'institution d'une telle sauvagerie dans un régime démocratique. Pour qu'un peuple soit en mesure de changer la réalité politique, il doit pouvoir penser, discuter, s'exprimer, manifester, proposer des alternatives sans qu'il soit nécessaire que les gens se tuent. Alors qu'en prétendant qu'il y a un rapport de causalité indiscutable entre le mal au travail et le suicide, les médias prennent une part dans ce qu'ils se plaisent à dénoncer par la suite. Si le droit actuel interdit la provocation au suicide,

les médias devraient être sanctionnés chaque fois qu'ils annoncent que ces actes terribles sont la réponse au désespoir au travail. Alors qu'ils devraient s'évertuer à dénoncer les politiques de censure dans l'expression des citoyens, qui sont de véritables entraves démocratiques. Seul le débat public libre de tout obstacle peut donner au régime démocratique les moyens d'accomplir ses promesses : faire en sorte que le peuple, conscient de sa puissance, construise la société à laquelle il aspire.

On devrait donc déconsidérer le suicide comme moyen d'expression politique démocratique de la même manière que l'on traite les actes de terrorisme. Quand une bombe explose et fait des victimes, on ne dit pas que les terroristes ont voulu s'exprimer, même si tel est leur but. On les traite d'assassins. On pourrait dire la même chose des suicidés au travail. Ils sont des manières de terroristes du point de vue politique, car ils se servent du meurtre d'eux-mêmes comme arme au lieu de faire appel à la parole. Quant aux journalistes qui valident ces procédés, on pourrait les considérer comme des complices, voire des commanditaires. Un journalisme responsable devrait en effet affirmer : «Nous, on refuse de discuter avec des terroristes.» Et donc considérer les causes du suicide des personnes en bonne santé - qui ont des milliers de jours, de joies et de peines devant elles - comme un mystère. En s'interdisant le moindre commentaire.

Un normal pour un bien / *Libération*, 10 mai 2013 / par **Marcela Iacub**

On dit de la démocratie qu'elle est un régime politique des peuples adultes, parce que ce sont eux, et non pas des autorités de droit divin ou des despotes invoquant des vérités politiques indiscutables, qui se donnent leurs propres lois. Mais à l'origine de l'idée démocratique, il y a un idéal encore plus ambitieux, jadis formulé par Rousseau. Chaque individu, en obéissant aux lois, ne fait rien d'autre qu'obéir à lui-même. La puissance de la démocratie est précisément cet idéal inatteignable d'un consensus absolu. Tant qu'il y a aura des individus insatisfaits, la démocratie ne sera pas achevée. Tout en étant impossible, cet idéal fonctionne comme moteur des transformations incessantes : cet idéal modifie les formes d'exercice du pouvoir, depuis le vote universel, l'apparition des cours constitutionnelles qui surveillent le législateur lui-même, jusqu'à la crise actuelle de la démocratie représentative au profit d'une autre, dite réelle.

Ce modèle explique aussi que le gouvernement démocratique, qui est l'exécuteur de la volonté du peuple, ne puisse agir qu'en faisant des compromis et en cherchant les plus larges consensus. L'espérance, l'utopie, les changements spectaculaires ne sauraient venir du gouvernement mais de la société qui le désigne. C'est à elle qu'incombe la tâche de produire des idées et des orientations politiques nouvelles. A elle aussi de se donner des moyens pour créer des rapports de force susceptibles de les mettre en marche. Attendre l'homme providentiel qui viendra changer la réalité politique est un espoir des peuples immatures. Et il n'y a rien de plus dangereux qu'un peuple d'enfants qui espère qu'un gouvernement, tel un papa, agisse en super-héros. Cela a produit les pires crimes et continue de hanter les populismes actuels, de Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon sans oublier l'affreux Nicolas Sarkozy.

Le mécontentement que suscite Hollande tient au fait qu'il démystifie le pouvoir présidentiel. Ce qui enrage, c'est qu'il soit le président le plus

démocratique de la Ve République. On interprète sa passivité, son impassibilité, comme si cet homme manquait de quelque chose pour gouverner. Et si c'était le contraire ? Peut-être ses attitudes à la Kung Fu Panda sont-elles chez lui une passion, comme l'hystérie autoritaire et paternaliste l'était pour Sarkozy. En agissant de la sorte, Hollande désigne au peuple ce dont celui-ci est capable. Il lui montre sa propre mollesse, son absence d'imagination et de courage, son indifférence et son obéissance au regard d'un ordre politique injuste pour le plus grand nombre. Comme si sa prétendue absence de charisme nous tendait un miroir horrifiant. Comme s'il disait aux Français : «Voyez ce que vous êtes, voyez ce que vous voulez.»

La colère qu'il suscite vient précisément de cela. Car le peuple refuse de voir à quel point il est passif, obéissant, conservateur. Les critiques adressées à Hollande sont une manière de refuser cette image qu'il nous renvoie de nous-mêmes. On aimerait qu'il crie, qu'il s'énerve, qu'il gesticule, qu'il insulte, qu'il menace. On aimerait que Hollande nous trompe pour qu'il nous libère de la charge de penser, d'agir, d'inventer, de nous révolter. On aimerait que le Président nous fasse peur et qu'il nous fasse jouir pour nous distraire, pour que nous oublions tout ce que nous devrions faire pour vivre dans une société moins injuste et plus joyeuse.

C'est pourquoi, au lieu de nous agacer contre lui, il faudrait que nous profitions de ce quinquennat comme d'un moment de la plus haute spiritualité démocratique. Il faudrait le considérer comme ce temps sublime où le peuple a pu, grâce à son président, contempler sa propre petitesse, sa passivité et son endormissement.

Après tant de décennies de culte à l'autorité, de toutes les autorités - familiales, scolaires, policières, gouvernementales -, Hollande incarne une véritable rupture qui n'a rien d'accidentel ni de banal. Peut-être les Français utiliseront-ils cette période pour se rebeller, pour opérer le passage tant espéré d'une démocratie représentative à une autre, réelle, comme le souhaitent aujourd'hui les peuples opprimés de la terre. Peut-être cette nouvelle pratique de l'autorité présidentielle les aidera-t-elle non seulement à agir au lieu d'espérer, mais aussi à mettre en question toutes les autorités ridicules et antidémocratiques qu'on les a habitués à chérir depuis trois décennies. Cette mise en cause semble indispensable pour qu'apparaisse en France un nouvel esprit de révolte des masses. Pour que de jeunes pensées jaillissent et qu'elles se substituent à la mélancolie des paradis infernaux du passé.

Car à quoi ce culte de l'autorité a-t-il servi, sinon à créer un peuple obéissant qui met son intelligence et son imagination de côté pour s'asservir à un ordre de plus en plus injuste pour les majorités ? Peut-être François Hollande sera-t-il l'homme providentiel dont la fonction dans l'histoire de la France sera de la débarrasser une fois pour toutes de l'idée de providence.

Gare aux familles / Libération, 3 mai 2013 / par Marcela Iacub

Aux yeux des partisans du mariage pour tous, la loi qui vient d'être votée va dans le sens de l'égalité. Dorénavant, tout un chacun pourra dire

«oui» devant le maire même si son partenaire n'est pas du sexe opposé. Bientôt, ce sera aussi la filiation pour tous. On aura le droit de faire des enfants qui seront rattachés à deux pères ou à deux mères. En bref, ce sera la famille pour tous. Chaque individu aura le droit de fonder une vraie famille égale à celle des autres.

Pourtant, cette manière de voir les choses prend le mot égalité au sens très étriqué, mesquin, voire fourbe. On sait en effet à quel point la famille est source d'inégalités sociales. D'abord entre les hommes et les femmes. Celles-ci portent encore la plus grande part du poids de la reproduction, pratique mais aussi culturelle et psychique. La subjectivité féminine est construite en fonction de cette charge, de cette position au regard des hommes et des enfants, depuis qu'elles sont des petites filles et jusqu'à leur mort. Les enfants non plus ne naissent pas égaux. On sait sans être devin que notre destin aura la marque de la famille où nous sommes nés.

C'est le thème du film *The Place Beyond the Pines*, de Derek Cianfrance. Il nous montre comment deux individus du même âge et d'un tempérament similaire ont des parcours de vie diamétralement opposés du fait de leurs origines familiales. L'un, le pauvre, meurt pendant un braquage. L'autre, le policier qui l'a tué, dont le père est un magistrat très renommé, devient procureur d'un grand Etat américain. Le périple des deux personnages est beau et tragique non pas comme une vie, mais comme un destin.

Ainsi, au nom de l'égalité de fonder des familles par le mariage et la filiation, on valide indirectement toutes les inégalités dont ces institutions sont la source. Or, si l'on prenait le mot égalité au sérieux, on pourrait faire des réformes d'une tout autre envergure. On envisagerait des formes de vie communes pour les adultes et d'éducation des enfants conçues comme de véritables moteurs d'égalité sociale. Les enfants ne seraient plus élevés dans des familles (ce qui libérerait les femmes). Ils grandiraient dans des structures collectives dont l'un des buts serait la mixité sociale. Ce faisant, le niveau économique et social des enfants serait différent de la classe sociale de leurs parents. En bref, jusqu'à leur majorité, les enfants auraient une classe propre, à part, qui ne tiendrait pas compte de celle d'où ils viennent. Pour financer un tel projet, on créerait une contribution spécifique selon les revenus de chacun. Et pour parfaire l'égalité, on ferait en sorte de cacher aux enfants la situation de classe et de fortune de leurs parents. Les jeunes n'auraient accès à cette information qu'à leur majorité.

On rétorquera que les inégalités surgiraient quand même dans cette sorte de république méritocratique. Sans doute. Mais elles n'auraient pas les familles comme origine. En tout état de cause, cette influence familiale serait beaucoup moins importante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Qui plus est, les inégalités auxquelles les enfants devront se confronter à l'âge adulte seront plus difficiles à tolérer et à justifier car ces individus auront connu l'égalité jusqu'à leur majorité. Alors que le type de famille que nous connaissons aujourd'hui secrète une idéologie qui fait apparaître les inégalités de classe comme une sorte d'évidence. Cela explique sûrement le fait que les sociétés insurrectionnelles et révoltées des années 70 haïssaient les familles alors que la nôtre la vénère, la chérit, la prend pour le nec plus ultra de l'accomplissement humain.

Or, plus les inégalités augmentent, plus les richesses se concentrent chez une minorité et plus la misère s'accroît dans la majorité, plus nous trouvons que la famille est un bonheur dont tout un chacun devrait profiter - même ceux que l'on tenait jadis pour des anormaux.

Peut-être un jour - le jour où la famille que nous connaissons disparaîtra dans son sens actuel - se souviendra-t-on de cette période du

mariage pour tous avec un sourire amer. On dira que c'était la période où le capitalisme de caste, héréditaire, anti-individualiste, anti-femmes, anti-enfants et furieusement inégalitaire avait cherché son dernier subterfuge pour continuer d'exister. Une période tellement sombre que même les groupes dits de gauche, voire d'extrême gauche, qui dénonçaient les inégalités sociales n'osaient pas s'en prendre à la famille. Bien au contraire. On chuchotera dans les dîners : en ce temps-là, on pensait que la famille était aussi naturelle que le soleil, la mer, les saisons, la pluie et la nuit. Le fanatisme était si puissant que la psychologie de bazar, cette chienne de garde de la famille, avait réussi à faire triompher ses divinations, ses prédictions, ses menaces et ses dictats sur la politique. C'était une époque où l'on avait déclaré la guerre aux violences envers les enfants alors que la société dans son ensemble s'acharnait à ruiner leurs chances d'avoir une vraie vie au lieu de n'avoir qu'un destin.

Little brother demande des comptes / *Libération*, 26 avril 2013 / par **Marcela Iacub**

La publication du patrimoine des élus a suscité des réactions de colère à droite et à gauche. On a dit qu'une telle mesure, voyeuriste, n'éviterait pas des scandales à la Cahuzac. On a accusé le gouvernement d'avoir cédé à une démagogie dont la logique serait proche de Voici et de la télé-réalité pour contenter un peuple intoxiqué par une curiosité malsaine. Un peuple composé, non pas de citoyens, mais de spectateurs avides de potins prêts à tout pour savoir ce qui ne doit pas être su.

Il suffit d'examiner ces réactions avec un peu de recul pour comprendre qu'il ne s'agit pas d'une critique politique réfléchie, mais d'une pensée beauf. Laquelle, appelons là la beaufologie, n'est ni de droite ni de gauche, mais mériterait d'intéresser un jour les spécialistes de la science politique. Cette pensée consiste à faire l'éloge de ce qui est, afin qu'il continue d'être. Une pensée qui réagit violemment et par principe dès que quelque chose menace de transformer la réalité politique. Si l'on réfléchit à la signification de cette mesure, on comprend immédiatement qu'elle n'est pas choquante. Au contraire, elle va incontestablement dans le sens d'un renforcement démocratique.

Pourquoi, en effet, les électeurs auraient-ils le droit de connaître l'âge, les diplômes, le CV des élus et pas leur patrimoine ? On pourrait tout autant penser que l'âge, les diplômes et le parcours professionnel sont des informations qui devraient rester secrètes pour ne pas tomber dans le voyeurisme. On rétorquera que, contrairement à la valeur de son patrimoine, ces renseignements sont très importants pour connaître la manière dont une personne va gouverner. Si elle est trop vieille, ou trop jeune, compétente ou incompétente. En quoi l'argent qu'on possède n'aurait-il, lui, aucune influence ? Avoir un patrimoine gigantesque ou modeste n'affecterait donc pas la manière de diriger. De même, si des conflits d'intérêts ponctuels sont possibles dans l'exercice d'une fonction politique et celui d'un métier ou la participation dans une entreprise, il ne pourrait y avoir de conflits de classe.

Tout se passe comme si le conflit de classe était impensable lorsqu'on est un élu de la République. Les individus qui exercent ces charges politiques représenteraient les électeurs d'une manière abstraite. Leurs fonctions les rendraient aveugles et sourds au milieu auquel ils

appartiennent dans la société civile. Arpenter les villes perdues de l'Hexagone, serrer les mains oubliées du peuple, siroter son vin et écouter ses souffrances permettraient à un élu d'oublier les intérêts de son propre milieu. Il s'agit là en fait d'une théorie de la représentation politique. Qui devrait donner droit aux électeurs d'en avoir d'autres, plus réalistes, sans pour autant être traités de voyeurs. Cet argument seul est suffisant pour rendre louable la publication du patrimoine des élus.

Car la transparence des élus répond à celle des actes de gouvernement. Ce n'est pas le peuple qui est surveillé, comme dans le roman de George Orwell, mais les gouvernants. Autrement dit, c'est Big Brother qui est contrôlé par le peuple, ce Little Brother qui en a assez d'être traité comme tel, considéré comme un enfant qui ne doit pas poser trop de questions à la classe politique qui prend les décisions à sa place. En effet, la transparence des élus est très importante pour la démocratisation de nos régimes politiques, parce qu'elle constitue une étape vers la disparition de la classe politique comme classe en soi, dotée de tous les privilèges qu'on lui connaît.

On dit de quelqu'un qu'il est transparent quand il n'existe pas, quand on ne le voit même pas. Paradoxalement, s'agissant de la classe politique, il faut qu'elle soit la plus transparente possible pour exister moins comme classe en soi, pour devenir une exécutante de la volonté du peuple. C'est en transperçant ses secrets, ses intérêts privés, ses manières de vivre qu'elle peut mieux remplir sa fonction d'exécution, qu'elle peut se mettre au service du peuple qu'elle représente. Etre transparent est donc la meilleure manière de disparaître comme sujet en soi, de devenir invisible, tout au moins le temps que durent les fonctions électives de quelqu'un.

Certes, personne n'est obligé d'assumer ce type de responsabilités. On peut se consacrer à d'autres activités où l'opacité de la vie de chacun est mieux préservée. Mais ceux qui choisiront de rester en politique constitueront une classe nouvelle, sans doute moins fortunée que celle qui l'a précédée, et dont la plus grande fierté sera de ne presque pas exister.

À l'amie à la mort / *Libération*, 19 avril 2013 / par **Marcela Iacub**

La révolution des mœurs qui avait commencé par dénoncer les chaînes familiales les a, en fin de compte, renforcées. Pire, elle les a rendues «authentiques», «sincères», «psychiques», plus désirables et plus normales encore. La souplesse des codes conjugaux et des cadres institutionnels dans lesquels naissent aujourd'hui les enfants ont créé l'illusion d'une liberté et d'une naturalité enfin atteintes. Comme si nos lois avaient fini par trouver la manière de donner une chance à l'amour sans que ce beau miracle ne soit étouffé par les absurdes préjugés d'autrefois.

C'est de ces illusions qu'a germé le familialisme actuel, dont la principale conséquence est d'emprisonner la puissance anarchique de l'amour dans deux institutions censées naturellement l'épuiser, la monopoliser : le couple et la filiation. Au nom de la protection des enfants ou des femmes, ces liens sont étroitement encadrés non seulement par les lois, les juges, les assistants sociaux, mais aussi par les médias, les

psychologues, les médecins et tous les autres trafiquants de félicité et de normalité.

Le plus beau sentiment que nous sacrifions sur l'autel du familialisme est l'amitié, transformée en un lien secondaire et léger. Ainsi dit-on des personnes entourées d'amis mais qui ne vivent pas en famille qu'elles sont seules, alors que d'autres, qui connaissent le «foyer familial» mais n'ont pas d'amis, sont censées avoir tout ce qu'il leur faut.

Le film *Perfect Mothers* d'Anne Fontaine, adapté du roman de Doris Lessing *les Grand-Mères*, est une parfaite illustration de ce triste constat. Non pas parce qu'il nous révèle un monde familialiste comme le nôtre dont il mettrait à jour l'étroitesse et la misère. Au contraire, si ce film nous permet de mieux nous regarder, c'est parce qu'il montre une amitié entre deux femmes qu'elles-mêmes placent au-dessus de tout autre lien. Non seulement de celui du couple, mais aussi et surtout de celui du sang.

Voici que deux amies qui s'aiment depuis leur enfance échangent leurs fils de 18 ans, non pas pour s'en occuper comme des mères mais pour coucher avec eux. Et l'on pourrait dire la même chose des deux jeunes hommes. Eux aussi amis intimes, ils échangent leurs mères, accessoirement très belles. Grâce à ce double don, les deux paires d'amis fondent une sorte de communauté secrète. Loin de se sentir coupables ou tourmentées, les deux mères sont heureuses et accomplies. Sans doute moins pour le plaisir sexuel que les jeunes hommes leur procurent - même si cet aspect des choses n'est pas anodin - que parce que l'une et l'autre ont trouvé ainsi un moyen de se rendre mutuellement heureuses. Elles savent que cette existence de rêve sur une plage d'Australie, avec ces deux jeunes hommes beaux comme des dieux, ne pourra pas durer. Les garçons devront partir un jour et elles sont prêtes à sacrifier leur bonheur au leur et à devenir des grands-mères épanouies. Une fois que l'on a goûté à ces paradis construits dans la liberté de l'amitié, les autres formes de vie semblent des ombres, de tristes pastiches du vrai bonheur.

La narration de cette histoire est si réussie qu'elle renvoie l'image d'un amour heureux, doux et naturel, alors que la vie de cette petite communauté pourrait sembler transgressive lorsque l'on tente de la résumer en quelques mots. C'est précisément le message que suggère ce film convaincant, en dépit de nos préjugés de spectateurs familialistes : «Et ils vécurent heureux.»

Comme si ce paradis n'allait jamais connaître de fin, comme si les alliances insolites étaient un cadeau offert «jusqu'à ce que la mort les sépare». Mais surtout pour signifier de manière ironique que ce bonheur inconcevable ne connaîtra aucune forme de punition. Qu'il peut y avoir des paradis immoraux et scandaleux sur terre.

En ces tristes temps du mariage pour tous, *Perfect Mothers* projette un autre rêve, autrement plus joyeux, dont le slogan pourrait être «l'amitié surtout». Il montre que nous aurions peut-être intérêt à ce que l'amitié, par la liberté qui lui est propre, devienne le lien social le plus important, le plus précieux. Qu'elle soit hissée au rang de lien primaire. Que les aléas du désir sexuel ou des enfants qui en résultent et déterminent nos lieux de vie, nos fréquentations, ceux à qui nous réservons notre attention, notre temps et notre argent disparaissent au profit de la puissance des affinités choisies.

Ce jour-là, ni les lois, ni les juges, ni les experts ne gouverneront plus nos cœurs et nos mœurs comme si nous étions des poules dans leur poulailler. Même si nous finissons tous comme des pauvres poules dans l'estomac insatiable de l'horrible faucheuse, il faut qu'en attendant nous puissions choisir les consœurs avec lesquelles nous avons vraiment envie de caqueter et de nous frotter le bec.

Tissus de mensonge / *Libération*, 12 avril 2013 / par **Marcela Iacub**

Il est fort probable que d'ici quelques années le voile islamique disparaîtra de l'espace public en dépit des protestations des minorités religieuses et politiques (*Libération* du 30 mars). Et si injuste cela soit-il du point de vue des libertés individuelles en France, les femmes musulmanes devront se contenter de se voiler chez elles, précisément là où elles ne sont pas censées s'habiller de cette manière. Peu importe que le gouvernement en place soit de droite ou de gauche.

La condamnation de cette tenue est majoritaire et sa disparition semble inéluctable. Ni le principe de laïcité ni la protection du droit des femmes ne sauraient expliquer le triste avenir de ce tissu innocent comme l'ont montré à tant de reprises les minorités qui cherchent à ce que l'Etat respecte le choix de celles qui le portent. Pourtant, on ne saurait non plus mettre sur le compte du seul racisme ou de l'islamophobie l'obsession anti-voile des élites françaises.

Dans une ère de protection des identités et de lutte contre les discriminations, ces accusations dont on affuble l'ensemble des ennemis du voile paraissent trop générales et trop vagues pour être convaincantes. Sans doute certains pourfendeurs du voile sont-ils ouvertement racistes, mais l'on ne peut pas en dire autant des autres détracteurs, même s'ils n'hésitent pas à profiter honteusement des mêmes basses passions.

Et si l'explication de cette hantise française se trouvait ailleurs que là où les débatteurs la placent ? Faisons l'hypothèse que le problème posé par le voile est moins celui de la visibilité des signes religieux que celui de la visibilité tout court. La visibilité de l'appartenance des individus à un groupe quelconque de la société qui permettrait de les identifier, et donc de les distinguer du restant de la population à partir d'un signe vestimentaire précis.

Cette obsession nationale serait liée à un processus historique long, né à la Révolution française, dont la rationalité est la disparition du signalement du statut, de l'origine, de la classe des individus par leurs habits. La Révolution a en effet mis fin à une tradition juridico-politique qui avait cherché à distinguer les personnes par leurs tenues pour les rendre identifiables au premier coup d'œil. Les nobles, les roturiers et les ecclésiastiques n'avaient pas le droit de porter les mêmes habits. Il en allait de même des maîtres et des domestiques, des hommes et des femmes, des nobles qui vivaient à la Cour et de ceux qui n'y vivaient pas.

Jusqu'au début du XVIIIe siècle, des lois somptuaires énonçaient notamment l'opulence vestimentaire que l'on avait le droit d'afficher selon

son groupe d'appartenance. Il y a eu un temps où ces lois réglaient même la longueur des chaussures, signe, elle aussi, de la puissance sociale, et donc de l'appartenance des individus à certains groupes. En bref, dans les sociétés de l'Ancien Régime, l'identification politique et sociale de chacun s'opérait par un simple regard.

La Révolution a fait cesser ce système en proclamant la liberté vestimentaire. Seuls les hommes et les femmes devaient porter des habits différents. Dorénavant, les distinctions vestimentaires seraient fonction de la richesse de chacun, et non plus de son statut politique.

A la fin du XIXe siècle, les habits ne serviront plus comme moyen d'identification de l'appartenance de classe des individus. Plus tard, ce sont les différences d'habillement entre les hommes et les femmes qui s'estompent. Petit à petit, les vêtements loin de distinguer les personnes, se mettent à refléter l'égalité politique de chaque citoyen. Comme si l'histoire des tenues avait suivi la distinction de Marx devenue classique entre l'égalité juridique formelle et l'inégalité sociale réelle. Comme si le pouvoir social de chacun ou son impuissance devaient être invisibles aux yeux. Et plus les inégalités se creusent, plus augmente cette hantise de la non-identification sociale des individus en fonction de leur apparence. On pourrait même penser que l'ensemble des politiques «républicaines» de l'invisibilité des différences obéit à ce masquage des inégalités sociales afin d'entretenir l'illusion d'une égalité qui n'est qu'apparente. Ce n'est pas par hasard si la gauche caviar figure parmi les plus grands pourfendeurs du voile.

Pour révolutionner nos sociétés inégalitaires, peut-être les plus démunis devraient-ils prendre ces hypothèses au sérieux et se vêtir comme des misérables, sortir en haillons, déchaussés, sales, voire nus. Ils devraient se promener couverts de ces horribles tenues dans les magasins ou les restaurants de luxe et hanter leurs vitrines. Ils devraient inventer des signes vestimentaires pour s'identifier comme chômeur, comme moins que smicard, comme travailleur précaire, comme vivant dans un domicile de moins de 20 mètres carrés, comme n'ayant pas de quoi payer l'électricité, comme expulsable de son logement et ainsi de suite.

En bref, contre l'effacement républicain des apparences, les pauvres devraient inventer un langage vestimentaire révolutionnaire pour que personne ne marche dans les rues en se voilant la face.

Super Lana / Libération, 5 avril 2013 / par Marcela Iacub

De toutes les histoires scabreuses que Kenneth Anger raconte dans *Hollywood Babylone*, enfin publié en français dans sa version intégrale par les éditions Tristram, la plus curieuse est celle de Lana Turner. Le 4 avril 1958, la police découvre chez l'actrice, à Beverly Hills, le cadavre poignardé de son amant, Johnny Stompanato, un mafieux qui la brutalisait, la menaçait et la rackettait. Ces mauvaises manières plaisaient beaucoup à l'ex-épouse de Tarzan (Lex Barker) qui en demandait chaque fois davantage. Pour la contenter, Johnny était de plus en plus brutal. Il lui disait : «Je vais te mutiler, je vais t'abîmer pour que tu sois si repoussante que tu devras te cacher jusqu'à la fin de tes jours.»

Mais rien ne semblait amoindrir l'enthousiasme de Lana Turner, qui écrivit à son gangster que leur amour était «si beau et si terrible à la fois... MON HOMME».

La nuit du meurtre, Cheryl, la fille de 14 ans de Lana Turner et de Tarzan, eut la mauvaise idée d'écouter derrière la porte. Après avoir compris que sa mère refusait de payer les dettes de jeu de son amant, Cheryl entendit Stompanato dire ceci : «Je vais te couper en morceaux, ta mère et ta fille aussi... J'en fais mon affaire.» Prenant ces jeux amoureux comme une vraie menace pour sa vie et celle de sa mère, Cheryl courut à la cuisine, prit un couteau de boucher de 22 centimètres et poignarda Stompanato. Le jury délibérera une vingtaine de minutes avant de prononcer : «Homicide par légitime défense.»

Ce verdict n'a pas effacé les détails les plus scabreux de la vie privée de Lana Turner, rendus publics pendant le procès. La presse, les sociologues, les psychanalystes, les curés, les chroniqueurs clouèrent l'actrice au pilori. On l'accusa d'être une mère dissolue, une perverse, une anormale. Pour se venger de l'actrice et payer les obsèques de Stompanato, un de ses amis mafieux vendit à un journal les douze lettres masochistes adressées par Lana à son amant, découvertes au domicile de ce dernier. Elles firent la une de la presse pendant plusieurs jours. Sans conséquence : le public, indifférent à tous les trafiquants de morale, trouva Lana Turner formidable. Lorsque les spectateurs allaient au cinéma voir les films dans lesquels l'actrice avait tourné auparavant, ils criaient : «On est avec toi, Lana !» Et c'est avec *Imitation of Life*, réalisé après le procès, que l'actrice connut le plus grand succès au box-office de toute sa carrière.

Aux yeux de Kenneth Anger, le public a réagi ainsi parce que, loin de voir dans ces lettres une femme de petite vertu, il a jugé Lana Turner immature et victime d'un besoin d'amour irrésistible. Cette explication semble pourtant courte. Elle pourrait convenir pour juger n'importe quelle mère incapable d'élever ses enfants, n'importe quelle meurtrière.

Peut-être le public a-t-il aimé le fait que Cheryl ait tué l'amant de sa mère pour la sauver d'un méchant homme, d'un gangster horrible. L'opinion a voulu voir chez Lana Turner, en dépit de sa faiblesse, la capacité d'élever une fille qui la libérera des griffes d'un homme comme Johnny. Grâce à sa fille, et donc une partie d'elle-même, Lana Turner avait pu dépasser son masochisme. En bref, le public aurait approuvé un meurtre comme moyen de guérison d'une perversion sexuelle qu'il jugeait incompréhensible. Certes, cette manière de considérer les choses n'est pas légale, ni morale. Mais si l'on raconte l'histoire de cette façon dans un film, le public est prêt à jeter tous les interdits légaux et moraux à la poubelle pour donner raison à l'héroïne libérée de son bourreau. Cette histoire a de quoi faire méditer. La révélation de la vie privée des stars ou des personnes publiques, si immorale, scandaleuse, vicieuse soit-elle, ne leur est pas nuisible comme une analyse superficielle pourrait le laisser penser. Si le public n'aime pas le rôle d'un individu dans l'histoire qui lui est dévoilée, c'est de manière indépendante aux transgressions légales ou morales qu'il a pu commettre.

En France, jusqu'aux années 40, cette émancipation du public vis-à-vis du droit et de la morale a hanté les prétoires. Les jurys populaires se positionnaient plus comme spectateurs des histoires qu'ils avaient à examiner que comme des juges des faits. Ils éprouaient un plaisir inouï à sauver leurs héros et leurs héroïnes de la guillotine, comme s'ils avaient cherché à montrer que l'art pouvait être parfois plus important que la

loi, que la morale, et même que la valeur sacrée de la vie. Si important qu'ils voulaient eux aussi intervenir dans les récits poignants qu'ils entendaient dans les prétoires en acquittant des assassins charmants pour avoir le privilège de dire le dernier mot de leur histoire.

Lana Turner doit l'avoir bien compris après le succès retentissant d'Imitation of Life de Douglas Sirk : ce qui compte pour être aimé de ses contemporains n'est pas tant d'être bon, honnête, moral, responsable, pur, normal, talentueux, voire intelligent, mais c'est d'être «émouvant».

L'histoire avec paroles / *Libération*, 29 mars 2013 / par **Marcela Iacub**

On se plaint du langage ordurier et sans tenue de la classe politique. Il s'agit, nous explique-t-on, d'un symptôme de la crise profonde qui oppose le «personnel» politique aux véritables détenteurs du pouvoir. Impuissante face aux «puissants», la classe politique exprimerait là sa faiblesse en hurlant «salaud» par-ci, « salope » par-là et bien d'autres amabilités tout aussi déplaisantes. On ajoute que si l'on continue à employer tant d'obscénités en public, à s'insulter, à dire des phrases inconvenantes, on fera le lit de l'extrême droite, championne des invectives et des outrances.

Domage que les médias et autres esprits alertes soient peinés par quelque chose qui devrait plutôt être un motif d'enthousiasme. Domage qu'ils crient à la décadence, à la fin du politique alors que cette effervescence devrait être perçue comme un signe du renforcement du régime démocratique.

Plusieurs arguments étayent ce diagnostic. Dans les Parlements, la violence verbale est la norme. Pourquoi donc s'en offusquer puisque, dans ces lieux cruciaux de la démocratie, toutes les outrances sont autorisées ? N'en déplaise à certains, la violence verbale n'est que de la parole et rien d'autre. Considérer qu'une insulte est analogue à un coup-de-poing ou de revolver est au contraire antidémocratique. Car, dans l'Histoire, l'immunité de la parole des parlementaires a été une conquête démocratique de premier ordre. Non par caprice, mais parce que si l'on impose des règles trop strictes pour policer l'expression d'une pensée, le débat politique n'est pas libre.

On n'est pas dans le même registre lorsqu'on traite untel de «salaud», plutôt que de lui dire qu'«il se trompe», ou que ses «positions sont inacceptables». Le mot «salaud» exprime d'autres choses qui ne sauraient être traduites dans un langage policé sans perdre une bonne partie de leur signification. Les émotions qui passent par les injures sont des pensées, des opinions qui méritent leur place dans une discussion démocratique. Imaginer que l'on peut dire la même chose dans un langage poli, rationnel ou non émotionnel a toujours été le stratagème des censeurs. Le fait que les insultes et les invectives sortent du Parlement pour envahir l'espace public est un signe que notre société devient un espace de débat démocratique et que les enceintes officielles ne sont plus les seuls lieux de la libre expression.

Un autre aspect dans ce changement de ton mérite d'être salué : il montre la crise de la démocratie représentative. En effet, dans celle-ci, l'on conçoit la classe politique comme une caste seule habilitée à parler au nom du peuple. Elle est censée se présenter au public dans une sorte de mise en scène : les formes privées et émotionnelles doivent être occultées. La classe politique doit donner une image rationnelle et sobre de ce peuple en évacuant toute sa dimension personnelle.

Au temps de la splendeur des démocraties représentatives, les hommes politiques étaient entourés d'un halo de respectabilité héroïque. Ils n'avaient pas vocation à être faits de la même chair et du même sang que le peuple qu'ils représentaient. Le peuple auquel ils extorquaient la puissance d'agir et de parler.

Aujourd'hui, ce peuple aime de moins en moins qu'on le traite de cette manière et que l'on décide à sa place. Il réclame que ses représentants soient plus proches de lui, qu'ils vivent et ressentent les choses de la même manière. Il ne veut plus de représentants mais des exécutants de la volonté populaire. Car nous, le peuple, nous insultons, nous jurons, nous nous exprimons non seulement avec notre raison mais aussi avec nos émotions. La politique est une passion plus ou moins forte pour chacun d'entre nous et il serait triste qu'elle ne suscite en nous que des idées rationnelles et exprimées avec politesse.

Certes, chacun peut trouver répugnante la manière de parler de telle ou telle personne censée «représenter» les autres. Pour moi, le langage emprunté par Jean-Luc Mélenchon à propos du «penser en français» fait de cet individu un homme politique inacceptable. Mais dans le même temps, je me réjouis de l'entendre dire ce qu'il est et ce qu'il pense au lieu de le cacher. Et ceux qui croient que ses expressions malpropres nourrissent l'extrême droite et pourraient annoncer des événements atroces, à l'image de ceux qui ont eu lieu dans l'Histoire, devraient se dire que si les despotes s'étaient contentés d'insulter au lieu d'exterminer des millions de victimes, l'Europe aurait eu un XXe siècle bien plus civilisé. Ils devraient se rappeler que les dictatures d'extrême droite avaient empêché la moindre critique, la moindre blague, la moindre insulte au régime. Les gouvernants criminels étaient seuls à avoir le droit d'insulter leurs victimes.

Dans une démocratie, nous possédons ce beau privilège qui change entièrement la nature de l'insulte fasciste : nous pouvons y répondre en trouvant des formules encore plus méchantes, encore plus vulgaires ou plus spirituelles, sans qu'on nous fasse taire au fond d'un cimetière.

Il était capable de vous offrir son propre courage / *Libération*, 25 mars 2013 / par Marcela Iacub

Je connaissais à peine Jean-Marc Roberts. Pourtant, de toutes les personnes que j'ai rencontrées dans ma vie aucune ne m'a autant donné que lui. Aucune. Ni ma mère, ni mon père, ni mes professeurs, ni mes amours, ni mes succès, ni mes échecs. Non seulement parce qu'il était l'éditeur le plus tendre, le plus chaleureux, le plus attentionné, le plus intelligent, le plus disponible qui soit pour ses auteurs. Cet homme avait un pouvoir que peu de gens possèdent : il était capable de vous offrir votre propre courage. Et de ce pouvoir et de cette générosité si rare,

j'en ai bénéficié comme d'un miracle. Non qu'auparavant je n'en aie pas eu du tout, du courage. J'en avais un peu. Mais lui qui était le plus courageux parmi tous, lui qui aimait avoir peur, lui qui palpait en prenant des risques, lui qui préférait la ferveur à la sécurité m'a montré que je pouvais traverser les chemins les plus dangereux et arriver au bout saine et vivante. Plus encore. Que je pouvais les traverser et me transformer en une autre personne bien plus puissante que je ne l'étais, avant d'entreprendre cette marche. Quelques jours avant que Jean-Marc Roberts ne rentre dans son dernier hôpital, je lui ai dit, presque sans me rendre compte, que j'étais en train de restituer le cadeau qu'il m'avait fait : «Toi et moi Jean-Marc, on est faits du même bois. Nous n'avons peur de rien.» Je me dis maintenant qu'il a dû penser qu'un jour, aujourd'hui, le jour de sa mort, j'allais me souvenir de ma propre phrase. Une phrase que je n'aurais jamais pu prononcer avant de le rencontrer et d'entreprendre avec lui cette extraordinaire aventure qui a été Belle et Bête.

Chacun sait à quel point on nous a critiqués, lui et moi. On a même parlé d'un complot, d'une manipulation, d'un horrible traquenard que nous aurions tendu à des pauvres milliardaires innocents afin de nous enrichir grâce à leur célébrité planétaire. On a dit et redit que nous étions deux horribles salauds, que j'étais la prostituée et que lui était le proxénète. Parce que tous ces misérables esclaves qui nous ont condamnés considèrent le courage comme le plus vilain des défauts. Parce que le courage des autres leur renvoie l'image de leur propre esclavage, eux qui adorent entretenir l'illusion de leur liberté, eux qui osent même parfois se prendre pour des incroyables rebelles. Ne leur arrive-t-il pas parfois de critiquer un peu des gens qui ont du pouvoir ou du succès en risquant leurs grimaces ou d'autres petites phrases tout aussi polissonnes en retour ? Ne leur arrive-t-il pas de parler de cul, de bites et des chattes, comme s'ils parlaient de choses tout à fait quelconques, sans éprouver, tout au moins en apparence, aucune honte ?

Ne font-ils pas preuve d'un culot inouï en dénonçant avec des détails accablants des crimes que tout un chacun condamne, mais en criant plus fort et mieux que les autres ? Je pourrais dire aujourd'hui : vous les esclaves nerveux, vous êtes des salauds qui avez perturbé les dernières semaines de la vie de Jean-Marc Roberts qui aurait préféré les vivre plus tranquillement. Vous qui auriez aimé que ce roman soit interdit, vous qui avez applaudi à la condamnation, vous lui avez tous fait du tort. Mais je ne peux pas vous dire cela, parce que ce serait faux. Au contraire, je devrais vous en remercier au nom de Jean-Marc Roberts. Car en prenant les allures de la pauvre fille possédée par le démon du film *l'Exorciste* vous l'avez amusé, vous lui avez montré à quel point ce qu'il avait fait avec moi compte, vous lui avez permis de comprendre à quel point il était le plus grand des éditeurs.

Pinochet, triste «si» / *Libération*, 22 mars 2012 / par **Marcela Iacub**

En 1988, sous la pression internationale, le général Pinochet est contraint d'organiser un référendum pour légitimer son pouvoir au Chili après quinze ans de dictature militaire. On invite le peuple aux urnes pour dire oui ou non à l'auguste assassin. L'opposition aura chaque jour, pendant trois semaines, quinze minutes à la télévision pour promouvoir le non.

Elle embauche le jeune publicitaire René Saavedra pour organiser la campagne. Ce dernier n'hésite pas à y transposer les méthodes de la

publicité commerciale, ce qui, au début, suscite bien des réserves. Pour chasser Pinochet, le jeune homme ne veut pas faire appel à la peur ni au drame mais à la joie et à l'humour. Il ne cherche pas tant à faire valoir l'ignominie des crimes passés que les promesses d'un avenir démocratique. Il est persuadé que, pour vaincre la peur et l'indifférence du peuple, pour le pousser à aller voter non, le rire, cette arme sanglante contre la solennité de tous les despotes de la terre, est nécessaire.

Le film *No* du Chilien Pablo Larraín raconte cette campagne et plus précisément la guerre publicitaire que se sont livrée les partisans du non et ceux du oui pendant ces trois semaines cruciales. Certains critiques y ont vu une dénonciation de la démocratie, celle-ci n'étant qu'un avatar de l'économie de marché. Avec et sans Pinochet, les méthodes publicitaires pour amener le peuple à travailler, à consommer, et à s'assoupir afin d'enrichir les grandes entreprises seraient plus importantes que les gouvernements. Ces critiques supposent aussi que, si le non l'a emporté sur le oui, c'est pour donner au capitalisme davantage d'oxygène et l'aider à se développer et à se répandre. Après tout, les Américains eux-mêmes ne sont-ils pas ceux qui ont voulu démocratiser l'Amérique du Sud après l'avoir surpeuplée d'horribles dictateurs ?

Pourtant, il suffit de regarder ce film avec un peu d'attention pour comprendre que Pablo Larraín y a posé des problèmes politiques bien plus intéressants et subtils. Au fond, on ne sait pas si le non a gagné grâce aux méthodes publicitaires imparables de René Saavedra. En revanche, on apprend grâce à ce film que le camp du oui a perdu la guerre publicitaire. En montrant Augusto Pinochet en père sévère mais doux d'un peuple égaré, ses partisans ont abordé leur campagne via une esthétique de dictature désuète, qu'ils ont ensuite entièrement transformée en cours de route. Conscient du ridicule de leur discours, les partisans du oui ont commis une erreur encore plus grande, qui les a tout de suite ringardisés. Dans leurs spots publicitaires, ils se sont mis à imiter les méthodes des partisans du non, faisant de leur campagne une réponse à celle de leurs rivaux. Ils n'avaient ni langage propre, ni projet spécifique, ni message positif à tirer. Ils étaient seulement capables de critiquer, copier, afin de parasiter le message adverse.

Pablo Larraín montre qu'en agissant ainsi, ils se sont présentés comme des vaincus. De dominateurs, ils sont devenus dominés du point de vue culturel, esthétique, communicationnel, publicitaire. L'opposition a montré qu'elle avait une musique, des vers, des visages, des danses, des personnalités, des textes, des scènes théâtrales, des rythmes et des rires que le gouvernement n'avait guère. Elle a surtout montré qu'elle était porteuse d'un monde culturel qui ne pouvait se décliner qu'avec une nouvelle ère de la politique.

Lorsque les partisans de Pinochet se sont mis à le mimer, ils ont, à leur insu, contribué à la campagne pour le non. Le dernier spot publicitaire est une apothéose de cette erreur. L'opposition montrait un couple au lit, la femme disant à l'homme d'une manière très drôle : «Non.» Pour y répondre les partisans du oui ont mis le même couple dans la même position, mais cette fois, la femme criait : «Oui.» Or, pour une dictature catholique et puritaine comme celle de Pinochet, cette scène était une sorte de trahison à tous ses principes. Comme si l'on ne pouvait imiter culturellement les partisans du non sans adhérer au monde alternatif dont ils rêvaient.

Voilà pourquoi ceux et celles qui s'intéressent à la politique devraient prendre au sérieux les nouveautés culturelles si isolées, si singulières, si choquantes soient-elles au regard de leurs émotions esthétiques et de leurs valeurs morales. Si Pablo Larraín a raison, ce sont moins les politiques de profession, les militants associatifs ou les citoyens engagés qui sont en train d'élaborer les règles du jeu démocratique que les artistes non reconnus, les humoristes ignorés, les internautes méprisés, les publicitaires alternatifs.

Ces obscures masses productrices de culture auront demain le privilège et l'énorme responsabilité de nous mener à désirer des nouveaux mondes et à rire des absurdités de celui d'aujourd'hui. Parce qu'aucune société démocratique ne peut se passer, à intervalles plus ou moins réguliers, de la charge mais aussi du plaisir de dire non et encore non à Pinochet.

Tout dévorer / Libération, 15 mars 2012 / par Marcela Iacub

Dans *Nous sommes tous cannibales*, le texte qui donne le titre au recueil d'articles de Lévi-Strauss (Seuil), le grand anthropologue, propose une nouvelle définition de cette pratique «barbare». «*Sous des modalités et à des fins extraordinairement diverses selon les temps et les lieux, écrit-il, il s'agit toujours d'introduire volontairement, dans le corps d'êtres humains, des parties ou des substances provenant du corps d'autres humains. Ainsi exorcisée, la notion de cannibalisme apparaîtra désormais assez banale.*» Il ajoute : «*Jean-Jacques Rousseau voyait l'origine de la vie sociale dans le sentiment qui nous pousse à nous identifier à autrui. Après tout, le moyen le plus simple d'identifier autrui à soi-même, c'est encore de le manger.*» En guise d'exemple de notre cannibalisme à nous les civilisés, Lévi-Strauss évoque la greffe d'organes et d'autres substances à des fins thérapeutiques.

Il aurait pu commencer par le plus simple au lieu de mettre l'accent sur des pratiques aussi récentes et marginales. Si l'on suit sa définition du cannibalisme, on peut affirmer que notre vie commence par une pratique de cette nature : l'introduction dans le corps d'une femme du sperme d'un homme. Elle continue lorsque, de cette rencontre, résulte un embryon, puis un fœtus qui se nourrit des liquides de la femme qui le porte en elle. Notre vie prénatale est d'un cannibalisme absolu. Le futur enfant mange sa mère, et c'est grâce à cela qu'il peut se développer et naître.

Or, la mère peut dire aussi qu'elle cannibalise le fœtus, car il est à l'intérieur de son corps, comme si elle l'avait mangé. Celles qui allaitent leurs enfants sont aussi l'objet d'une autre pratique cannibale. Le bébé mange les substances qu'il extrait du sein de sa mère. Et l'ensemble des activités dites sexuelles sont marquées par le sceau du cannibalisme. Cela commence par l'échange de salive du baiser, sans avoir besoin de décrire d'autres pratiques bien plus flagrantes.

Mais pourquoi n'acceptons-nous pas que, ce faisant, nous mangions les autres et soyons mangés par eux ? Pourquoi continuons-nous d'opposer l'amour et le cannibalisme comme si ces deux pratiques étaient antinomiques ? On pourrait donner une réponse politique à cette question.

Au fond, ce que nous, les civilisés, désignons comme le cannibalisme des barbares est très proche de ce que nous faisons aux animaux que nous tuons pour manger. Nous condamnons chez eux le fait de ne pas respecter la frontière politique qui sépare l'être humain de l'animal. Comme si, au fond, nous mangions des animaux moins pour nous nourrir que pour marquer la frontière politique qui nous sépare d'eux.

Dans un célèbre arrêt de 2007, la Cour de cassation a pris une importante décision dans ce domaine. Elle a considéré que le fait de sodomiser un poney sans que la bête ait souffert constituait des sévices méritant des lourdes sanctions, alors que le propriétaire de l'animal n'aurait encouru aucune peine s'il avait choisi de transformer sa victime en steak.

Cette décision a été interprétée à juste titre comme une condamnation des perversions sexuelles sans victime, en montrant ainsi les travers de notre droit pénal actuel, qui cherche plus à policer les consciences vicieuses qu'à punir les actes dommageables.

Or, le texte de Lévi-Strauss permet d'éclaircir cette affaire d'une autre manière. En sodomisant sa bête au lieu de la manger, le propriétaire du poney pratiquait une forme de cannibalisme des substances qui aurait intégré cette dernière à l'humanité. Alors que la transformer en viande comestible l'excluait et servait ainsi à distinguer les animaux des hommes.

Il est fort possible que la lutte actuelle contre la zoophilie soit due à la croissance de l'intérêt pour la sensibilité des animaux domestiques. Non

pas parce que les bêtes seraient traumatisées, comme les victimes des abus sexuels, mais pour marquer une limite dans notre commune nature. Comme si le fait de leur reconnaître tant de choses en commun avec nous avait fait naître une sorte de «*ressentiment humaniste*» qui voudrait que des deux cannibalismes, celui des substances, de l'identification, de l'amour, soit désormais exclu avec elles.

Comme si l'humanité craignait que le sexe avec les bêtes domestiques ne nous rapproche pas trop et que demain, qui sait, l'on exige le droit de les épouser, voire d'adopter des enfants avec elles. Alors qu'au temps où les animaux étaient tenus pour des choses sans sensibilité, ce risque n'était nullement perçu. Sodomiser un poney ressemblait davantage à coucher avec une chaise, avec une idée, qu'à avoir une expérience érotique avec quelqu'un.

En bref, grâce à Lévi-Strauss, on peut comprendre non seulement que nous sommes tous cannibales, mais que nous ne le sommes pas encore assez. Car le cannibalisme des substances a cette merveilleuse particularité de nous permettre de nous dévorer d'une manière réciproque, alors que celui de la chair, de la viande, implique que ce sont toujours les uns qui mangent les autres.

La plénitude du vide / *Libération*, 9 mars 2012 / par **Marcela Iacub**

La beauté de Greta Garbo avait tracé un pont miraculeux entre le ciel et l'enfer. Comme si ce visage d'une perfection surhumaine avait permis que Dieu embrasse le Diable sur la bouche sans éprouver la moindre culpabilité. Oui, la grâce de Greta Garbo avait jeté le bien et le mal dans un misérable bûcher. Aucun prêtre de ce monde n'aurait osé condamner le désir trouble qu'elle suscitait.

Pendant ces années qui ont sourdement préparé la libération sexuelle, ce visage a eu une force politique insoupçonnable. Il a scellé une alliance inédite entre le péché et la sainteté, entre les mœurs du passé et celles de l'avenir. Or, à partir de 1941, après vingt années de movies, Greta Garbo en a passé cinquante à ne rien faire. Non seulement elle a cessé de tourner des films, mais elle n'a plus rien ressenti. Même son passé de superstar, elle s'est acharnée à l'oublier, à le rendre aussi flou qu'un vieux rêve. La fuite est la seule activité qu'elle a pratiquée avec méthode et d'une manière quasiment obsessionnelle. Elle a tenté d'échapper aux photographes et, pour ce faire, elle ne sortait de chez elle que le visage entièrement couvert, comme une lépreuse. Elle a aussi fui l'amour, le désir, la passion, les engagements politiques, et même les lieux qu'elle a habités. Elle ne décorait guère ses maisons et ses appartements pour éviter que rien de ce qu'elle était n'y transparaisse.

Dans une sorte de biographie intitulée *Un renoncement* (Flammarion), René de Ceccatty fait, entre autres, le pont entre les deux Greta Garbo, entre ce fantôme ravagé par le temps et la somptueuse créature qu'elle avait été lorsqu'elle avait joué Mata Hari. On y apprend qu'au temps de sa splendeur, la diva avait été aussi dépourvue de substance que pendant son interminable retrait du monde. Cet inexplicable vide, doublé d'une beauté de déesse, lui aurait permis non seulement d'incarner, mais de devenir les personnages qu'elle a joués à l'écran. Comme si le fait d'avoir fait du cinéma n'avait pas été un choix arbitraire pour Greta Garbo, mais une sorte de nécessité vitale. C'est ainsi qu'elle a pu avoir le privilège, sinon d'être une personne à part entière, tout au moins d'avoir l'air de l'être.

Car Greta Garbo était si peu concernée par sa propre existence qu'elle se trouvait ridicule dans ses rôles et se moquait des conventions sociales - mais jamais en public. Elle ne savait pas très bien si elle était homme ou femme, lesbienne ou hétérosexuelle, si elle était née en 1906, en 1895 ou en l'an 1000. Elle avait l'air d'ignorer tout autant si elle désirait, si elle aimait ou si elle méprisait les gens qui l'entouraient. Mais, surtout, elle semblait ne pas croire à tous ces grands mots qui tentent de rendre explicites nos rapports à nous-mêmes et aux autres. Elle trouvait même grotesque qu'on la prenne pour une sorte de déesse du sexe, elle qui se percevait comme un garçon manqué ou presque. Elle était si peu convaincue d'être Greta Garbo que la seule chose qu'elle semblait prendre au sérieux était l'argent, cet équivalent universel qui ne dit ni ne sait rien de l'âme de celui ou celle qui le possède.

En bref, selon Ceccatty, cette femme n'aurait jamais cessé d'être un effroyable abîme. Pourtant, l'intérêt du livre n'est pas la description qu'il donne de la psychologie de Garbo. Sa force réside dans les interrogations qu'il fait naître à propos de la plénitude de la personnalité de chacun de nous. Notre organisation sociale nous contraint à être non seulement la même personne de la naissance à la mort, mais aussi une seule. Peu importe que nous changions, que nous oublions, que nous regrettions. Peu importe que nous soyons parfois des anges, parfois des brutes, que dans la même journée nous soyons capables de raisonner comme un grand penseur ou un misérable imbécile. Nous sommes astreints à imputer toutes ces manifestations contradictoires de notre être à une seule et même personne. Notre identité est le produit de cette terrible contrainte qui vise à nous rendre responsables de chacun de nos actes, et à mener une vie qui s'accorde à cette harmonie inexistante. Plus encore. Nous devenons des fanatiques de cette contrainte à être nous-mêmes, à nous ramasser, à nous appauvrir.

Savoir qui nous sommes en vérité, quel est l'être qui se cache derrière des faux-semblants et des apparences trompeuses, est devenu une sorte d'obsession, de sport collectif dans des sociétés ultrapsychologiques comme les nôtres. Des sociétés qui préfèrent l'être au désir, la chair à la volonté, l'unité au multiple, la fixité des origines à l'anarchie festive de l'avenir.

Si le visage resplendissant de Garbo n'a plus de nos jours aucune fonction politique à remplir, il n'en va pas de même du vide de sa personnalité, qu'elle n'a pas cessé de jouer jusqu'à la fin de sa vie, telle une performeuse, une artiste absolue. Car ce n'est pas Greta Garbo qui était malade de son néant, de son renoncement à être quoi que ce soit. C'est nous qui sommes malades de l'affreuse assurance avec laquelle nous croyons dans notre plénitude.

Déchaîner les passions / 1 mars 2013 à 19:46 / par **Marcela Iacub**

Les sociétés démocratiques contemporaines ne se sont pas encore donné un régime de passions à leur mesure. Alors que nous ne cessons de cultiver notre individualité et notre singularité, que nous exigeons les mêmes droits et libertés dans tous les domaines de la vie, nous nous possédons, nous nous dégradons, nous nous rendons esclaves les uns des autres en matière amoureuse. Et, plus l'objet de notre passion est idéalisé, adoré, hissé au statut d'idole, plus nous avons tendance à le considérer comme une sorte d'animal domestique et à nous laisser construit par lui comme tel. Certes, nos lois tentent d'amoindrir ce processus en pénalisant très sévèrement les violences conjugales. Or, cette question dépasse le problème des agressions caractérisées. Elle concerne des processus psychiques fondamentaux liés à la manière dont nos sociétés conçoivent le phénomène amoureux, notamment comme un rapport fusionnel et donc inégalitaire.

En effet, lorsqu'on ne sait plus distinguer le soi de l'autre, lorsqu'on pense que sa main, son cerveau sont peut-être les nôtres et inversement, peut-on imaginer une quelconque forme d'égalité dans une relation d'amour ? Lorsque nous pensons que nous sommes à lui et lui à nous, que pouvons-nous attendre d'autre qu'une espèce de despotisme, esclavage, servitude, d'autant plus atroces qu'ils sont désirés et consentis ? On pourrait penser que notre idéologie amoureuse est héritière des normes qui organisaient la conjugalité légale d'autrefois, alors que cette dernière a été vidée depuis quelques décennies de toute sa substance. On sait que le XIX^e siècle avait engendré un couple légal fusionnel, organique et hiérarchique pour aménager le régime des libertés personnelles. Or, les individus qui se trouvaient mariés de cette manière - de nombreuses œuvres littéraires de Balzac à Mauriac, en passant par Maupassant l'attestent - concevaient ces constructions normatives comme une hypocrisie, une contrainte, non pas interne mais purement externe. Tandis que nous, sincères et authentiques, loin de nous être débarrassés de ces carcans institutionnels, les avons internalisés, comme s'ils étaient des nécessités nées de nos cœurs et de nos âmes.

Depuis quelque temps, le cinéma s'emploie à privilégier cette version, faute d'autres réflexions dans le domaine de la philosophie et des sciences humaines. Comme si, après avoir critiqué les anciens interdits d'aimer, le cinéma s'attachait à montrer désormais la monstruosité du phénomène amoureux lui-même. Le film *Passion* de Brian de Palma, remake de *Crime d'amour* d'Alain Corneau, en est une merveilleuse illustration. Isabelle est une jeune et ravissante cadre ambitieuse dont le malheur n'est pas d'aimer un homme qui ne l'aime guère - de ceci elle peut se remettre -, mais d'être l'objet de la folle passion de deux femmes. Cela l'outrage à un point tel qu'elle se sent contrainte de se venger d'elles. Non parce qu'Isabelle n'aime pas les femmes. Ce n'est nullement la question. L'offense qu'elle ressent est liée à l'image dégradée d'elle-même que lui renvoie le fait d'être aux prises avec tant de désirs.

Qu'un tel génie de la communication, si autonome, si ambitieuse, dont l'avenir professionnel promet d'être brillant, soit traitée par ces femmes qui l'aiment comme une petite chose passive, un être de peu, un petit chien que l'on voudrait garder pour soi, lui est intolérable. Et comme Isabelle est en lutte - comme toutes les femmes ambitieuses le sont - contre cette vision avilie qu'elles ont d'elles-mêmes, elle veut se venger de ces femmes de manière sanglante. Pour que personne ne la perçoive de cette manière. Pour faire taire à jamais ces regards d'amour qu'on lui adresse. Parce que cette condition de bête apprivoisée où se vivent tant de gens, et surtout les femmes, lorsqu'ils sont l'objet d'une passion amoureuse, risque de les diminuer dans leur vie professionnelle et personnelle.

Ce film nous permet d'imaginer que, même si Isabelle aimait celles qui l'aiment, elle serait tout autant souillée, offensée. Parce que la réciprocité ne la sauverait nullement du terrible avilissement qu'elle ressent. Pour se sauver, la malheureuse Isabelle se sent non seulement obligée de recourir à la vengeance contre celles qui l'aiment, mais elle est condamnée à aimer ceux qui ne l'aiment guère. Isabelle est ainsi une figure paradigmatique du malheur amoureux de notre temps, dont la violence et la sauvagerie devraient être remplacées par un régime des passions qui s'accorde d'avantage à l'idée que nous voulons de notre autonomie, de notre singularité et de notre liberté.

Mais entre-temps, ces prétendus pauvres gens qui n'aiment ni ne sont aimés par personne, ces cœurs solitaires qui ne cessent de se plaindre de leur sort sont en fin de compte les plus chanceux, même s'ils n'osent pas toujours se l'avouer. Dans cette ère de cannibalisme amoureux, ils devraient être considérés comme des rescapés, ceux qui - en attendant des temps meilleurs - ont la chance de pouvoir s'échapper de ces terres infernales que nous appelons le bonheur.

Oui, oui, oui, et oui / 26 février 2013 à 19:06 / Par **PHILIPPE LANÇON** Journaliste à Libération

Je ne parle jamais des livres que je n'ai pas lus, et ceux que j'ai lus, je n'en discute pas avec des gens qui ne les ont pas lus. On doit le silence aux fureurs mal informées, à cette funeste passion de juger aveuglément qu'Internet rend criarde comme jamais, comme si le cri moral pouvait remplacer l'information. Il faut pourtant répondre à la tribune publiée dans *le Monde* de samedi-dimanche par Christine Angot, puisqu'elle met en cause, en le déformant, l'événement que *Libération* a consacré vendredi dernier au livre de Marcela Iacub, *Belle et Bête* (Stock).

Le fait que Marcela Iacub publie chaque samedi une chronique dans notre journal nous rendait familiers son style et ses idées. Qu'elle soit collaboratrice nous conduisait, par principe, à ne pas faire cet événement. Nous avons fait, par enthousiasme, et à vrai dire par plaisir, une exception. Trois d'entre nous avaient lu ce livre : Sylvain Bourmeau, Gérard Lefort et moi-même. Les trois qui ont écrit à son propos. Trois hommes, en effet, puisqu'il semblerait que, pour Christine Angot, il s'agisse là d'une catégorie critique (à tous les sens du terme), une catégorie qui détermine le sens de la lecture, sinon du combat. Trois journalistes en tout cas, et d'abord trois lecteurs, qui, chacun avec sa personnalité et son goût, souvent différent de celui des deux autres, ont trouvé qu'ils avaient lu un excellent livre, violent, vivant, écrit sur le fil du paradoxe, féroce et comique, puissant jusque dans ses imperfections. Ce livre s'empare d'un personnage devenu infâme dont le nom n'est jamais cité mais qui est identifiable, DSK, pour en faire un cochon, et même un cannibale. C'est un livre joyeusement et éperdument politique, dont la forme inédite donne sens et force au propos qu'il porte. D'où notre événement.

Le propos de *Belle et Bête* n'est pas de raconter, comme on le lit partout, et comme incite à le croire l'auteur lui-même dans son entretien au

Nouvel Observateur, «ma vie avec DSK». Il est de faire vivre ce personnage, devenu collectif, qu'il le veuille ou non, dans un monde qu'il a politiquement représenté, puis particulièrement envahi : le fantasme. Il explore donc avec une brutalité ludique les rapports entre sexualité et fantasme. Et il pose une question politique : pourquoi t'indignes-tu, lecteur, de ce que cet homme vil que tu as tant aimé soit également cochon, alors que nous vivons dans un monde dirigé par des cochons, des hommes qui s'empiffrent chaque jour davantage et dont le système capitaliste justifie l'avidité la plus obscène ? *Belle et Bête* renvoie non seulement au mythe de Circé, la femme qui change les marins d'Ulysse en cochons, mais aussi, par exemple, à un vieux livre de Gilles Châtelet, *Vivre et Manger comme des porcs*, dont l'exergue lui conviendrait tout à fait : «*La vérité - et la justice - exige le calme, et pourtant n'appartient qu'aux violents.*» Il ne fait aucun doute que Marcela Iacub est violente, radicale et impure. Si elle aime le cochon, c'est parce qu'il va jusqu'au bout. Contrairement à l'homme, il persévère dans son être. Le concert baroque d'abbés défroqués, de duègnes éditoriales et de beaufs de droite que provoquent les pages consacrées à ce livre par *le Nouvel Observateur* et *Libération* semble indiquer qu'il transgresse quelque chose. Je dis «semble», car le mot transgression est trop épuisé, pompeux, pour signifier a priori quoi que ce soit. Que peut bien transgresser Marcela Iacub ? Ce n'est pas l'atteinte à la vie privée ni à la «dignité». Il y a belle lurette que les écrivains, à commencer par Christine Angot, ont fait un sort à ce «respect»-là. Quand Beauvoir conte ses amours avec Nelson Algren dans *les Mandarins*, il rompt avec elle en disant : «*Je préfère une pute. Au moins, elle ferme la porte.*» Marcela Iacub paraît racoler activement son client. Première transgression. Elle laisse la porte ouverte, mais pas sur la «réalité» de ce qui fut vécu (ou non) : sur le fantasme que cette réalité provoque et qui, en retour, la nourrit. Deuxième transgression. Tout cela ne provoquerait pas tant d'indignation si la performance ne s'appliquait pas à l'homme le plus horriblement célèbre qui soit. Troisième transgression. Et si celle qui effectuait cette opération «sale» n'était pas une intellectuelle au style raffiné, une «agrégée» comme dit la démagogue Angot. Quatrième transgression.

Christine Angot ne supporte pas d'être comparée à Marcela Iacub (dans notre événement, et surtout dans mon article) : «Non, non, non, et non» s'écrie-t-elle dans sa tribune. C'est sa réaction d'auteur, elle est sans importance : sur son œuvre une fois publiée, l'écrivain n'a ni le premier ni le dernier mot. Mais, dans cette compréhensible et excusable crise d'identité, elle utilise des procédés d'une démagogie assez vulgaire. C'est ainsi, j'y reviens, que ceux qui défendent le livre de Marcela Iacub le feraient parce qu'ils sont «des hommes». Ce procédé permet à Christine Angot de se poser en héroïne incomprise de la vérité, en Antigone, si l'on veut, du «réel» et de la littérature, face à un groupe de petits malins dégoûtants, inconscients et machistes (tradition bien connue à *Libération*).

Son cri semble fondé sur les extraits du livre publiés dans *le Nouvel Observateur* et sur l'entretien que Marcela Iacub a donné à l'hebdomadaire. C'est une sorte de leçon égocentrique de tauromachie littéraire qui, une fois démêlé le fouillis de contradictions et de vanité qu'il exprime, se résume à ceci : «La corne du taureau, c'est moi et pas Marcela ! La littérature et le réel, c'est moi et pas Marcela !». Et elle brandit l'inceste dont elle fut victime comme preuve de littérature. Il y a, hélas, beaucoup de victimes d'incestes : cela n'en fait pas des écrivains. Mais Christine Angot pratique une écriture d'intimidation. Il ne lui suffit pourtant pas de crier «j'ai souffert et je suis écrivain !» pour qu'on la croie.

Je lui rappellerai simplement une phrase de Céline qu'elle connaît peut-être : «*L'expérience est une lanterne sourde qui n'éclaire que celui qui la porte.*» Dans son cas comme dans celui de Marcela Iacub, ce n'est pas l'expérience qui importe en soi : celle-ci ne concerne que les personnes qu'elle a touchées. Ce qui importe, c'est la place et le sens qu'un livre donne, par sa forme, son récit, son langage, à cette expérience. Christine Angot le reconnaît quand il s'agit d'elle, mais le refuse s'il s'agit d'une autre.

Je ne me permettrais pas comme elle, qui doit avoir des lumières, de juger l'expérience *réellement* vécue par Marcela Iacub avec DSK (ou sans lui), car je n'en sais rien. Ce que je connais, c'est ce que j'ai lu : son livre. C'est par lui que cette expérience me parvient et me fait réfléchir : à ce que représente ce personnage, DSK, dans notre monde (et pas juste en France) ; à notre rapport à la saleté, à la célébrité, à l'infamie, mais aussi, parallèlement, à la bonne conscience ; à notre esprit de soumission volontaire ; et à ce désespoir si particulier que provoque l'état amoureux, lorsqu'il nous avilit et nous menace. Ces réflexions se font souvent en riant, car le texte de Marcela Iacub, je le répète, est drôle. C'est important, le rire, Christine Angot. Ça libère de bien des choses, et d'abord de l'importance exagérée qu'on accorde à sa propre souffrance.

Dernier point. Christine Angot considère que passer par le fantastique plutôt que de décrire les scènes sexuelles que Marcela Iacub aurait vécues avec DSK, l'homme-cochon, n'est pas d'un écrivain. Elle feint (ou a la naïveté) de croire que ce «réel» ne peut s'exprimer que directement, frontalement. Je lui rappellerai cette fois une phrase d'un modeste auteur, Jorge Luis Borges : «*Toute littérature est essentiellement fantastique, l'idée de littérature réaliste est fausse étant donné que le lecteur sait que ce qu'on lui raconte est une fiction.*» Le fantastique peut déterminer ce qu'on vit, mais aussi la manière dont on le vit. Il l'a beaucoup fait en Amérique latine. Et il se trouve que le pays de Borges, l'Argentine, est aussi celui de Marcela Iacub. C'est un pays où l'on a assez souffert des curés et des militaires pour emmerder par le rire les douaniers, les églises et les fabricants de vertu.

Non, non, non, et non / LE MONDE | 23.02.2013 à 12h31 / Par Christine Angot, romancière et dramaturge

Non, non, non, et non. Non, ce que fait Marcela Iacob et que Philippe Lançon appelle "une littérature expérimentale, violente comme ce qu'elle traverse, inspirée par un esprit de risque et de performance, qui cherche à approcher au plus près la corne du taureau", n'est pas la même chose que ce que je fais.

Non. Non, je ne fais pas une littérature expérimentale, et non, l'expérience n'a rien à voir avec la littérature. La vie, oui ! L'expérience, non. La vie vécue, la vie pensée, la vie subie, la vie non pas "traversée" mais vécue sans avoir été "calculée", la corne du taureau qui vient vers vous et pas le contraire.

Là oui, si la corne vient vers vous et que vous parvenez quand même à voir le réel et à le faire surgir il pourra y avoir de la littérature, oui, mais se précipiter vers une soi-disant corne de taureau, avec une idée en tête, mentalité de reporter, ou de bonne soeur c'est pareil, non.

Merci à Jean-Michel Apathie d'avoir dit au "Grand Journal" à Eric Aeschmann qui se permettait de comparer mes livres à celui de Marcela Iacob, merci d'avoir répondu "mais Christine Angot ça n'a rien à voir, Christine Angot elle raconte comment son père l'a violée".

LA LITTÉRATURE MONTRE COMMENT LE RÉEL TIENT

Merci pour le "comment son père l'a violée". Quand vous êtes dans la vie, non dans "l'expérience", vous n'écrivez pas "pourquoi" quelqu'un viole, assassine, extermine, vit, est ce qu'il est et fait ce qu'il fait, mais "comment", vous ne vous placez ni au-dessus ni en dessous, ni par-delà le bien et le mal ni en deçà, mais dans l'univers du "comment" et c'est ça qui vous demande tous vos efforts, car existe-t-il des mots pour dire comment se passe ce qui se passe, et suis-je capable de les remplir de sens et de vie autant que le réel en est rempli ? La littérature montre comment le réel tient.

Or, sur le comment, Iacob, à part une histoire de mascara léché par un homme sur des cils, image publicitaire pour L'Oréal, avoue que les scènes de sexe de son livre sont de l'ordre du fantastique, et que c'était pour échapper au sordide.

Ah oui ? Vraiment, ce n'était pas par incapacité d'écrire ce qui est du vide ? Quitte à avoir une histoire avec DSK il ne fallait pas se réfugier dans le fantastique au moment crucial, sous prétexte que ç'aurait été sordide, "je préfère ne pas", pour mieux théoriser sur la part du cochon dans l'humain, ça c'est à la portée de la première agrégée venue.

Mais c'est tellement plus pratique. Et plus facile. La littérature ce n'est pas ça. C'est donner une forme même à ce qui est vide dans la tête, sans rien substituer à ce vide, en recréant l'état de vacance totale de l'esprit pendant que le corps est touché par un autre.

Le fantastique, il n'y a qu'à prendre les images qui vous viennent. L'expérience, elle ne donne naissance qu'à des raisonnements, à des théorèmes. Chercher les mots qui correspondent au réel et se débrouiller pour que ces mots soient visibles c'est une autre affaire.

L'HOMME ET L'ANIMAL SONT DES ÊTRES ÉGAUX

Est-ce que le mot mascara est visible dans son texte ? Est-ce que le mot lécher l'est, au moins ? Ou est-ce qu'on a à faire au discours d'un auteur qui de livre en chronique cherche à nous prouver que l'homme et l'animal sont des êtres égaux unis par le ronronnement, et le plaisir des caresses, qui serait objectif.

Oui, je suis choquée quand je lis, sous la plume de Jérôme Garcin reprenant la vision de Iacob, DSK "grand consommateur de laiderons". De qui parle-t-on ? De Nafissatou Diallo ? Dont tout le monde a dit partout qu'elle était moche sans ressentir la moindre gêne en faisant passer dans sa bouche une telle idée.

Moche pourquoi ? Parce qu'elle ne met pas de mascara L'Oréal ? Moche comme une femme normale ? Moche comme une femme non mannequin ? Moche comme moi. Moche comme la plupart des femmes que je connais et avec qui je suis amie. Moche comme la femme de ces journalistes, qui estiment qu'un homme riche a les moyens de se payer un objet plus beau que ça.

Comment ça "grand consommateur de laiderons" ? Nous sommes toutes des laiderons. Je ne supporte plus qu'on ne parle pas des laiderons eux-mêmes, mais qu'on se passionne pour ceux qui les "consomment".

Relisons Jacques Brel : "Les bourgeois c'est comme les cochons/Plus ça devient vieux plus ça devient bête/Les bourgeois c'est comme les cochons/Plus ça devient vieux plus ça devient..." Ça c'est le refrain, dans le couplet il explique qu'il est avec l'ami Jojo et l'ami Pierre, "Jojo se prenait pour Voltaire et Pierre pour Casanova".

Marcela Iacub dit qu'elle se voit comme Voltaire éclairant, de ses lumières, la société. Il ne faut pas se voir du tout quand on écrit. Ni en Voltaire ni en Casanova ni même en soi.

UN PORC NE FAIT PAS ÇA

Il faut travailler à se rendre voyant, mais pas voyant de soi. Il faut voir les mots, elle ne voit que les formules que son expérience lui a livrées. Explique qu'elle se voit en nonne qui sauve un homme, que la partie cochon est la meilleure de l'homme, la plus libre et universelle.

Non non et non. La partouze est un univers codifié, les vieux les moches les pauvres y ont leur place sur un temps et dans un espace définis, limités, ce qu'on demande aux participants n'est pas de s'exprimer librement mais de s'exprimer sexuellement.

La partition à jouer n'est pas celle de la liberté, elle est tout aussi précise que celle de la régulation des mouvements monétaires internationaux. Avant d'arriver chez elle, DSK annonce ses intentions par texto, un porc ne fait pas ça.

Ce n'est certainement pas quelqu'un qui s'oublie, perd patience, perd la raison, comme elle le dit au Nouvel Obs. Journal dont je salue au passage la défense d'un livre par amour soudain de la littérature et au mépris tout aussi soudain de l'atteinte à la vie privée, je les ai connus moins engagés au côté des écrivains.

Je note que tous ces papiers ont été écrits par des hommes, Aeschmann, Bourmeau, Garcin, Lefort, Lançon. Pourquoi ça leur plaît ? C'est simple.

Marcela Iacub défend l'idée qu'un cochon sublime ça existe, et que ça plaît aux femmes. Dans Une semaine de vacances on voit le contraire. Ça ne plaît pas à la jeune fille.

Par extension on peut douter que ça plaise aux femmes. En tout cas il y en a à qui ça ne plaît pas, ça c'est sûr, il faut vous faire une raison, Messieurs, il y en a qui se forcent, qui s'ennuient, qui attendent patiemment que ça finisse, que vous en finissiez et qu'on en finisse, tant pis pour vos fantasmes.

OUI, JE SUIS MORALISTE, OUI, JE FAIS UNE PSYCHANALYSE

Je prends la peine d'écrire aujourd'hui pour dire : on peut aimer la saleté, bien sûr, ça a pu m'arriver aussi, mais l'aimer ne la rend pas sublime. Oui, je suis moraliste, oui, je fais une psychanalyse.

Gérard Lefort dans Libération dit que Marcela Iacub a écrit son livre "loin des cabinets psy, fosses d'aisances où faut en chier". Je ne peux plus supporter cette vision de la psychanalyse. Alors que ça sauve des gens. Oui, ça sauve des gens.

Marcela Iacub jusqu'à présent n'a sauvé personne, malgré ses intentions de départ. Arrêtons de nous prendre pour des nonnes sauvant des hommes perdus, malheureux, faibles comme des petits garçons, arrêtons de nous prendre pour des mamans corrompues, c'est juste

dégueulasse, ce n'est pas héroïque, ce n'est pas christique.

Oui, la littérature pense. Oui, la littérature pense quelque chose. La mienne, contrairement à ce que dit la presse, ne cherche pas à approcher au plus près la corne du taureau, c'est la corne du taureau qui cherche à la détruire, justement parce qu'elle ne cherche pas à l'approcher et qu'elle n'est pas fascinée par son tranchant, comme vous l'êtes tous, et toutes, tranchant de l'argent, tranchant du pouvoir, tranchant du savoir, tranchant de la domination, et donc, pour vous justifier à vos propres yeux, vous dites qu'une part de ça est sublime, mais non. Non non et non.

Ce que j'aime chez DSK, c'est justement ce qui dans son comportement a déçu Marcela Iacob. Le fait qu'il ne confonde pas les animaux et les femmes.

Quand elle lui parle de Lola, sa chienne, il ne sait pas qui c'est, alors qu'il la côtoie chez elle depuis des mois. "Lola ? Qui est-ce Lola ?", lui répond-il quand elle veut le quitter pour s'occuper de Lola.

PASSION ÉGALITAIRE

Elle le quitte pour s'occuper de sa chienne, un chien vaut autant qu'un humain, c'est un égal, pas plus qu'un humain il ne doit être mangé, CQFD. Elle en déduit qu'il n'est pas sensible aux autres, qu'il est bête et que sa bêtise l'a tué.

Non, non, non, et non. Son intelligence est probablement en train de le sauver, cette intelligence que la juriste prend pour de la bêtise, et qui fait qu'il arrive à voir la différence entre une femme et une chienne, différence que elle refuse de voir par passion égalitaire.

C'est aussi par passion égalitaire qu'elle est effrayée quand elle dit qu'Anne Sinclair considère qu'ils "appartiennent à la caste des maîtres du monde" elle et son mari, ça la choque, ça l'effraie. Pourquoi ?

Est-ce qu'elle pensait que c'était elle et Lola les maîtres du monde ? Non. Les maîtres du monde sont les gens riches et haut placés, c'est comme ça, il faut s'y faire. Il ne faut en concevoir ni jalousie ni fascination.

C'est elle qui considère que ses codes sont le code, que sa culture est la culture, que sa sensibilité est la sensibilité, que sa distinction est la distinction, et que sa supériorité est la supériorité.

Elle écrit "j'étais folle de toi" alors que "tu étais insensible" et que "tu n'avais aucune culture". De quelle culture parle-t-elle ? Pense-t-elle vraiment que DSK n'a aucune culture ? Pense-t-elle vraiment que ceux qui n'ont aucune culture sont insensibles et brutaux ? Pense-t-elle vraiment que Libération et Le Nouvel Obs c'est la seule culture ?

Et vous Gérard Lefort, pensez-vous vraiment que les "cabinets psy sont des fosses d'aisances où faut en chier" ? Vous me dégoûtez, et pourtant vous n'êtes pas vieux, vous n'êtes pas moches, vous n'êtes pas machistes, vous n'êtes pas vulgaires, vous n'êtes pas insensibles, vous n'êtes pas mesquins, vous n'êtes pas égoïstes, vous n'êtes pas brutaux et vous avez de la culture.

Marcela Iacob, intellectuelle en minette – hélas / 20 mars 2013 à 14:05

À propos de «Belle et Bête», la sociologue Véronique Le Goaziou s'interroge : comment son auteure intellectuelle brillante et analyste rigoureuse, a-t-elle pu endosser ce rôle de victime qu'elle a tant pourfendu ?

Par **VÉRONIQUE LE GOAZIOU** Sociologue chercheuse associée au CNRS

La morale est affaire de goût, plus précisément de dégoût, lorsque le bon et le mauvais s'éprouvent par de la gêne, des marmottements, un râle. «Non !» ai-je marmotté lorsque j'ai appris la parution imminente du dernier livre de Marcela Iacub relatant sa liaison avec Dominique Strauss-Kahn ; j'ai râlé : «Pas elle », «Pas ça !».

Deux questions m'ont alors taraudées, ne m'ont pas quittées tandis que je lisais son livre, et sont encore miennes maintenant que je l'ai refermé. Peu m'importe leur histoire d'amour et ce qu'ils y ont trouvé ; ça les regarde et je m'en fous. Mais il m'importe davantage de savoir pourquoi Marcela Iacub a éprouvé le besoin de le faire savoir, d'une part et ce qu'elle désirait que nous en sachions, d'autre part.

Pour moi elle était – est encore – une intellectuelle, analyste rigoureuse de la délinquance sexuelle, du désir et du consentement dès lors que fait défaut tout ordre sexuel et que les normes amoureuses sont indéterminées. C'était là – c'est là – son incontestable plus-value, bien plus fine que le rôle de pourfendeuse de toute morale qu'on a trop voulu lui faire jouer. De la morale, donc de la gêne, de la honte et du râle, son dernier livre en est truffé ; tant mieux, l'on cessera ainsi de croire qu'elle en est dépourvue. L'unique attrait de cet opuscule dans lequel elle n'est ni rigoureuse ni drôle est qu'on la perçoit un peu plus humaine. Personnellement je m'en serais bien passé.

Au fond, ce qui me gêne est que sa démarche est obscène, au sens propre du terme, déplacée. Rendre publique son histoire d'amour avec Dominique Strauss-Kahn, c'était se mettre à une autre place, sur une autre scène. C'était donner à voir son intimité – la sienne bien plus que celle de son partenaire – et tous ses effarements possibles : dans son livre, le cochon n'est pas celui qu'on croit... et elle le sait. Le déplacement est aussi temporel car cette liaison de quelques mois, dit-elle, est venue se loger entre deux livres.

Son avant-dernier, Une société de violeurs (1), dans lequel elle ne prenait pas la défense de DSK, contrairement à ce que l'on a écrit, mais où elle interrogeait la propension générale à le condamner.

Puis, très vite, en quelques semaines dit-elle encore, passer de cette froide et brillante analyse à l'amour, un amour qui l'aurait emportée, abusée, maltraitée et pour lequel elle éprouverait maintenant un profond dégoût. Un amour qu'elle a commencé à se raconter et à écrire pour elle-même au fur et à mesure qu'elle le vivait (et le perdait), mais un amour qu'elle s'est crue obligée de publier.

A vrai dire, je n'ai pas compris grand-chose à cette histoire et ne suis pas critique littéraire. Mais ces pages m'ont lentement fait passer de la colère à la tristesse car j'avais quitté Marcela Iacub intellectuelle et je la retrouve victime et midinette. Victime car cet amour ou l'homme l'aurait humiliée, et elle ne cesse de se plaindre dans cette centaine de pages de ce qu'il lui a fait, mal fait, pas ou trop fait ; et elle souffre, pleure et attend des fleurs... Midinette car le méchant dans l'histoire n'est pas Dominique Strauss-Kahn – personnage secondaire s'il en est – mais sa femme, Cruella Anne Sinclair, qui aurait fait de son mari un caniche, un homme soumis et passif, un prostitué. Et les propos de Marcela Iacub sur Anne Sinclair sont à peu près de même teneur et de même goût que ceux de Valérie Trierweiler sur Ségolène Royal. C'est tout simplement une inepte histoire de jalousie sentimentale. Et cela, de sa part, est déplacé.

Qu'avez-vous fait de la libération sexuelle ? demandait Marcela Iacub dans un livre il y a une dizaine d'années, et elle avait raison de nous le demander. Et elle pourfendait le costume de victime que trop de femmes – peut-être même trop de féministes – ont tendance à endosser en place de la liberté. Ce costume qui réduit les femmes à la souffrance et peut encourager à une très douteuse police des pratiques et des

mœurs amoureuses et sexuelles.

Mais que fait-elle d'autre dans son dernier livre, sinon mettre en scène une femme (elle, à l'en croire) qui aurait souffert de n'avoir pas été aimée, ou mal ou pas assez, et ce même pas à cause d'un homme ou de ce qu'il est, mais à cause de ce qu'une autre femme en aurait fait ? L'on peut difficilement faire plus pathétique. «Il n'y a rien de plus triste que la fin d'un amour», écrit Marcela Iacub dans les toutes dernières pages de son livre. Sans nul doute. Nous l'avons tous éprouvé, même elle. Mais les femmes – les féministes en particulier car elle l'est –, tout comme les hommes du reste, ont sans doute d'autres armes que d'étaler leurs larmes. L'on a le droit de se morfondre et de pleurer, même elle. Mais il est préférable de le faire en silence pour laisser l'émotion s'écouler. C'est à cela que sert l'intimité.

Une folle envie de jouir / 22 février 2013 à 20:06 / Par MARCELA IACUB

L'un des moyens privilégiés pour détruire son prochain est de chercher à le protéger contre lui-même. Cette forme de violence est particulièrement sournoise parce que vos bienfaiteurs, tout en étant malveillants, prennent les allures de la responsabilité, voire de la sainteté. Alors qu'ils cherchent à vous briser, ils font mine de se comporter avec vous comme le faisaient vos parents quand vous étiez petit en vous interdisant de mettre les doigts dans une prise électrique. Et plus l'on est socialement dominé, comme c'est le cas des femmes, des mineurs, des malades mentaux, des infirmes, des animaux domestiques, plus la puissance et la malveillance des pasteurs augmentent.

La sexualité est un domaine particulièrement privilégié de cette forme de violence sociale. Et ce non seulement parce qu'on peut priver de sexe les êtres humains et les animaux sans qu'ils meurent physiquement. L'inutilité vitale de cette activité, ajoutée aux sensations océaniques qu'elle procure, constitue la manière la plus forte pour les dominés d'éprouver le sentiment d'être les sujets de leur propre existence. Que leur vie, si misérable soit-elle, est à eux et rien qu'à eux.

Ce rapport entre la puissance sociale et la jouissance sexuelle est bien perçu par les pasteurs et surtout par les pasteures. Ces «bienfaiteurs» disent que les dominants jouissent du sexe, alors que les dominés subissent la jouissance des premiers. Or, si étrange que cela puisse paraître, ces «protecteurs» n'estiment pas scandaleux que la jouissance ne soit «que» le privilège des dominants. Ils estiment que les dominés devraient eux aussi en profiter. Comme si leur projet politique était de faire des puissants des sujets également sexuellement dominés pour mieux ruiner chez tout un chacun cette voie royale d'affirmation de son individualité et de sa majesté de sujet.

On commence par les femmes, les mineurs, les fous, les infirmes, les animaux domestiques pour poursuivre cette croisade chez les citoyens censés être maîtres d'eux-mêmes. Ainsi, l'égalité de chaque individualité n'est-elle pas opérée et éprouvée dans la jouissance mais dans la continence. Ainsi, nous devenons des peuples composés par des citoyens colonisés. Mais ce processus aux allures inéluctables décrit comme relevant de la civilisation pourra-t-il connaître un retournement ? Devons-nous nous résigner à voir notre individualité réduite à celle des chats et des chiens castrés ?

Une décision de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 6 novembre nous laisse penser qu'un tel avenir est loin d'être fatal. Sous prétexte de protéger la santé et de respecter la dignité des pensionnaires de l'hôpital psychiatrique de Cadillac (Gironde), la direction de cet établissement avait interdit dans les chambres tout rapport sexuel. Or l'un des pensionnaires, M.B., n'a pas pensé que cette mesure l'aidait en quoi que ce soit. Pour lui, a-t-il expliqué, entretenir des relations sexuelles est un droit fondamental protégé par la convention européenne des

droits de l'homme. Le fait de les interdire dans certains contextes, a-t-il ajouté, doit être justifié par des raisons précises.

Aux yeux des magistrats, contrairement à ce que prétendait l'hôpital, le respect de la dignité des personnes nécessite que l'on préserve le droit des individus, même considérés comme des fous, d'entretenir des relations sexuelles. Ne pas pouvoir réaliser des actes juridiques sans l'assistance d'un curateur, dit encore la décision de justice, ne signifie pas que l'on ne puisse pas consentir valablement à entretenir des relations sexuelles. C'est ainsi que le tribunal a révélé le caractère violent et vexatoire d'une mesure qui semblait douce et bienveillante. Il a montré que cette interdiction avait pour but de briser l'individualité des pensionnaires, de les mettre à leur place d'incapables, d'inférieurs, de colonisés qu'il fallait protéger contre le moindre danger.

Mais le plus beau est que le tribunal a donné raison à la folie contre l'institution qui l'enferme. La justice a donc admis qu'un fou, ou quelqu'un tenu pour tel, dénonce indirectement le projet de nos sociétés démocratiques au regard de la sexualité de tous les citoyens. Car, si l'on examine un grand nombre d'interdits sexuels qui s'abattent sur nous, on peut arriver aux mêmes conclusions que le tribunal de Bordeaux : ils ne sont pas faits pour nous protéger mais pour nous briser comme sujets. Il se peut qu'au lieu d'espérer quoi que ce soit des Parlements, des partis politiques, des associations, on doive écouter avec attention ce qui se chuchote dans les couloirs des hôpitaux psychiatriques. C'est peut-être dans ces lieux, où la raison est présumée absente, que les citoyens démocratiques tissent d'autres avenir que ceux des pasteurs.

Comme si, grâce à l'intelligence des fous, nos démocraties allaient élaborer une théorie de l'égalité et de la citoyenneté fondée sur le pouvoir de chaque être susceptible d'éprouver des jouissances sexuelles. Qu'au nom du slogan «je jouis, donc je suis», on parvienne à combattre ceux qui cherchent à nous soumettre pour notre bien.

«**Belle et Bête**», les arts de la fable / 21 février 2013 à 21:56

Marcela Iacub publie mercredi un livre sur sa relation dévorante avec un homme célèbre qu'elle surnomme le «cochon».

Par **GÉRARD LEFORT**

Ça y est ? C'est fini ? La pluie des ressentiments a cessé ? La tornade des ragots s'est calmée ? Le Net a enfin fermé sa gueule ? Oui ? Non ? On s'en moque. On peut enfin sortir de l'ermitage mental où l'on s'était retiré pour lire et désormais parler du plus important qui justifie que nous en fassions tout un événement : un livre, *Belle et Bête*, le nouvel ouvrage de Marcela Iacub. C'est une cochonnerie. Une belle cochonnerie. Car tout est bon dans le cochon, de la tête à la queue. Ceux qui parlent de *Belle et Bête* sans l'avoir lu diront, en sautant à la hussarde la métaphore charcutière, que de la salaison au salace, Marcela Iacub a sauté le pas. Justement non. C'est plutôt le pas qu'elle fait sauter avec allégresse, l'idée même de seuil (des convenances, de la bonne éducation, des idées raisonnables) qu'il ne faudrait pas franchir. Pour la première fois dans un de ses écrits, elle lâche le droit et se donne tous les droits.

Autrefois, en devanture de la maison Noblet, une fameuse charcuterie du XIV^e arrondissement de Paris, une toile peinte représentait un très gros cochon rose tenu en laisse par une ravissante petite fille. Le cochon était en larmes, mais la petite fille le consolait : «*Pleure pas, grosse bête, tu vas chez Noblet.*» On pourrait dire en guise de traitement propédeutique à la lecture : «Pleure pas, gros cochon qui est le personnage de ce roman pur porc, c'est la petite Marcela qui va te dévorer.»

«**Et elle alors ?**» Déjà le titre qui, écrit Iacub au chapitre 5, lui été inspiré par un ami, l'ami K. «*Outré*» par la confiance de la relation de la

narratrice avec un cochon humain riche et célèbre, il lui dit : «*On dirait la Belle et la Bête.*» Cocteau, donc. Qui, un soir de liesse à table, entend prononcer l'inévitable phrase de circonstance au moment où la conversation fléchit : «*Un ange passe...*» Ce à quoi il répondit : «*Qu'on l'attrape et qu'on l'encule.*» Or, c'est assez connu, qui fait l'ange fait la bête. De même pour Marcela Iacub qui fait d'un homme un porc. A la façon d'une ritournelle, *la Rirette, la rirette*, ou d'une fable fraîche à lire à jeun, si on admet que la réalité est une illusion qui vient du manque (de drogue ? d'alcool ? de sexe ?). Dans cette parabole de basse-cour où sourd le fumet politique de *la Ferme des animaux*, le héros est «*Il*» et «*Tu*». Premières phrases : «*Tu étais vieux, tu étais gros, tu étais petit et tu étais moche. Tu étais machiste, tu étais vulgaire, tu étais insensible et tu étais mesquin. Tu étais égoïste, tu étais brutal et tu n'avais aucune culture. Et j'étais folle de toi.*» On dirait les paroles d'une super chanson d'amour. S'en suit une centaine de pages, tantôt ténor, tantôt soprano, qui caracolent, pirouettent et cacahouètent, font hurler de peur et de rire, n'oublie jamais de réfléchir. La folle du logis dans ce roman, c'est autant la pensée que l'imagination. Une pensée merveilleuse qui nous exhausse au lieu de nous réduire.

«*Mais c'est qui, "il" ?*» aboient, toutes dents dehors, les petits bourgeois de la pensée, qui dans ce livre ne sont pas à la noce ? «*Tu*», c'est lui, mais lui est toujours un autre. Tu, c'est comme on dit «*tu parles*». «*Il*», c'est comme il neige, pleut, fait grand soleil. «*Et elle, alors ?*» enragent les chiens de garde, «*elle qui a le culot de se dire "je" ?*» Qui ça, elle ? Celle-là ou celle-ci ? Quand on commence à demander à un écrivain ses papiers et, en cas de néonazisme, sa race, c'est généralement pour le contrôler, le soumettre au triste sort d'une seule identité. Lire ce livre dit «*à clés*» sous la logique du passe-partout, voire du cambrioleur, c'est découvrir que les serrures sont rouillées et n'ouvrent la porte, pour peu qu'on ait envie de la pousser, que sur des «*révélation*» déprimées et rabat-joie. Mine de faux sage : «*Ah, c'était donc ça, c'était donc lui.*» Le vieux salaud, la jeune salope. Misère du petit secret arraché avec la délicatesse d'un dentiste d'avant l'invention des anesthésiants.

Amour de la perte. Vous en aviez rêvé ? Marcela Iacub l'a fait. Loin des cabinets psy, fosses d'aisance où faut en chier, baguenauder dans *Belle et Bête* est une activité de plein-air hautement encourageante. C'est se perdre en ville comme le conseillait Walter Benjamin, avec effroi et délice, guidé par le bruit des pas de la narratrice, le son excitant et inquiétant de ses talons aiguilles sur le macadam.

Et les plans d'orientation qui jalonnent le récit augmentent l'amour de la perte : vous êtes ici, dit le plan, oui, mais moi, je suis là. Ici ou là, ça n'est pas tout à fait pareil. Marcela Iacub est ici et là. Mais tout de même : arroseuse arrosée ? Dans ce livre gorgé de diverses sensualités et de passions singulières, le sexe explicite n'a rien à dire, nous épargnant le ridicule d'être obligé de lire «*pénis*» pour «*bite*», ou puritanisme à l'envers, de hurler à la chatte pour ne pas dialoguer avec le vagin. La *love affair* à ne pas dévoiler ici est une affaire de paupières et d'oreilles, de mascara et de coup de langue. Mais oui, de langue. Celle de Marcela Iacub est plus que bien pendue. De ce livre restera ce qui le traverse : un vent de belle folie, hilarant et furieux.

La vérité si elle ment / 21 février 2013 à 21:56

Iacub s'immerge dans une littérature où une réalité côtoie la fiction, où une femme tutoie l'infâme.

Par **PHILIPPE LANÇON**

La vérité, c'est quoi ? La vérité de ce qu'on vit dans la société où l'on vit ? Pour se donner une chance de le savoir, il faut descendre dans le puits - naturellement sans fond. Si l'on s'y mouille et s'y salit, si l'on est toujours sûr de recevoir sur la tête les cadavres et charognes jetés par les autres, au clair de lune ou des projecteurs, on n'est jamais certain de l'y trouver, elle : la vérité n'est pas bonne fille, même toute mouillée elle est fille de l'air. Bien avant Freud, Sade l'a dit lorsqu'il écrit à sa femme depuis sa cellule : «*Vous m'avez fait former des fantômes qu'il faudra que je réalise.*» La phrase a inspiré le titre d'un livre de Hervé Guibert. Elle pourrait figurer en exergue d'une bonne partie de la littérature française contemporaine.

Inutile de marchander. D'autant que le puits, ces dernières décennies, a des parois de plus en plus mobiles et poreuses. La réalité et les fantasmes, le public et le privé, la fiction et la non-fiction, toutes ces belles catégories jouent à *Garou-Garou, le passe-muraille*, de Marcel Aymé. On naît, on vit et on meurt impur, contaminé par le spectacle lumineux et ténébreux de soi-même et des autres. De Michel Houellebecq à Catherine Millet, de Christine Angot à Régis Jauffret, d'Emmanuel Carrère à Virginie Despentes, pour ne citer que les plus puissants, de nombreux écrivains s'efforcent non seulement de suivre les passe-muraille et de les attraper, mais aussi de mettre en scène, en lumière, au filtre de leurs propres vies, ce passage et ce mouvement.

Ce n'est confortable pour personne, et d'abord pas pour eux : cette littérature n'a de sens, et de force, que dans la mesure où l'auteur s'y engage ouvertement et totalement ; et où il décrit et met en scène, d'une manière ou d'une autre, les formes prises par cet engagement. Tout en ne faisant pas le malin, un numéro héroïque de chien de cirque ou sur talons aiguilles. Otez la perruque, disait Chesterton. Il faut l'ôter pour entrer dans le puits. L'auteur n'est jamais épargné par la vérité qu'il recherche.

Il s'agit donc d'une littérature expérimentale, violente comme ce qu'elle traverse, inspirée par un esprit de risque et de performance. Elle cherche, écrivait Michel Leiris, à approcher au plus près de la corne du taureau : *De la littérature considérée comme une tauromachie*. Elle ne le fait pas d'abord pour des raisons spectaculaires, même si le spectacle, lui aussi, est désormais au fond du puits. Elle le fait parce que la vérité a un prix, assez cher, qu'il est inutile de marchander. La vérité, c'est quoi ? C'est l'expérience physique et politique, l'un ne va pas sans l'autre, d'une femme, d'un homme, écrite de telle façon qu'elle tend son miroir - l'eau du puits - à chacun et à tous ceux qui la lisent. La mère de Jules Renard se jette dans un puits. Son fils écrit son *Journal* dans la contemplation précise des remous et des lueurs.

C'est ainsi que le texte envoie le personnage Houellebecq dans les bordels thaïlandais ou vers sa propre mort, le personnage Angot au cœur de l'inceste ou vers ses amours, le personnage Jauffret dans la cave de l'ogre autrichien Fritzl ou dans la chambre du banquier sadomasochiste Edouard Stern, le personnage Millet dans les partouzes. Il envoie aujourd'hui le personnage Marcela Iacub dans la vie d'un grand homme infâme - l'homme dont l'infamie semble parfois justifier la société qui, avant de le dénoncer, a tout de même contribué à le produire.

Action writing. En 1977, réunissant de courts récits judiciaires de parias et criminels de toutes sortes, Michel Foucault écrit dans *la Vie des hommes infâmes* : «*J'ai voulu qu'il s'agisse toujours d'existences réelles ; qu'on puisse leur donner un lieu et une date ; que derrière ces noms qui ne disent plus rien, derrière ces mots rapides et qui peuvent bien la plupart du temps avoir été faux, mensongers, injustes, outranciers, il*

y ait eu des hommes qui ont vécu et qui sont morts, des souffrances, des méchancetés, des jalousies, des vociférations. J'ai donc banni tout ce qui pouvait être imagination et littérature : aucun des héros noirs que celles-ci ont pu inventer ne m'a paru aussi intense que ces savetiers, ces soldats déserteurs, ces marchandes à la toilette, ces tabellions, ces moines vagabonds, tous enragés, scandaleux ou pitoyables.»

Cet action writing n'est ni un mouvement ni une école : chaque écrivain crée les propres formes et procédures de sa descente, il est probable que beaucoup d'entre eux ne se supportent pas. Mais, qu'ils le sachent ou non, quelque chose les unit au texte de Foucault : la volonté de ne pas faire de littérature, si celle-ci doit conduire à atténuer les effets de leur recherche, à négocier au nom du talent, de l'imagination ou de la décence. De ces récits, de ces romans, naît toujours un personnage, l'auteur lui-même, dont on suit la descente au fond du puits. Voilà peut-être le point qui unit techniquement cette littérature : pas de vérité possible sans présence du corps et du personnage de l'auteur. C'est, au fond, une question de liberté.

L'humanité sans pré carré / 15 février 2013 à 19:06 / Par MARCELA IACUB

Il n'est pas rare que les beaux cadeaux nous offensent. Comme si s'enrichir angoissait tout autant que s'appauvrir en obligeant à renoncer à certaines choses auxquelles on tient - si laides, si fausses, si misérables soient-elles. Ceci explique que la liberté d'expression soit si mal vue en Europe. Que nous préférions faire taire les formes d'expression minoritaires que les laisser nous surprendre, nous étonner, nous mettre en colère, nous donner à réfléchir. Et la Cour européenne des droits de l'homme, au lieu de veiller au développement de cette richesse, ne cesse de renforcer ce goût pour la misère, pour la survie des dogmes et des préjugés.

Ainsi, le 8 novembre, elle a validé la condamnation par la justice allemande d'une association de défense des animaux - Peta - pour avoir comparé dans une campagne d'affichage le sort des poulets, des porcs et des vaches à celui des Juifs pendant la Shoah. Même si les premiers à avoir mis en avant cette comparaison de la mort industrielle des animaux et de la Shoah ont été des intellectuels américains juifs victimes de la barbarie des nazis.

Les affiches disaient : *«L'Holocauste dans votre assiette.»* Les associations juives allemandes ont porté plainte car, à leurs yeux, cette campagne banalisait la Shoah et bafouait la sensibilité des victimes. Pourtant, si le génocide organisé par les nazis avait été minimisé dans ces affiches, ces dernières n'auraient eu aucun sens. C'est parce que l'Holocauste y est considéré comme un événement d'une horreur extraordinaire que Peta s'en est servi pour éveiller la conscience des citoyens à propos du sort des bêtes.

En fait, cette campagne ne banalise la Shoah que chez ceux qui considèrent comme banale la mise à mort des animaux à des fins alimentaires - idée largement partagée et fort coûteuse aux porcs, poulets et vaches qui aimeraient profiter de la vie comme quiconque. Pour expliquer le malaise des associations allemandes, on pourrait avancer une autre hypothèse. Elles ont pensé que Peta comparait poulets, porcs et vaches aux juifs. Elles savaient pourtant très bien que le but de ces affiches était d'évaluer le sort des animaux à l'aune de celui que l'on a fait subir à des humains. Car les crimes nazis ont été horribles non pas parce que leurs victimes étaient juives, mais parce qu'elles étaient des êtres humains exterminés sous prétexte qu'ils étaient juifs. C'est cette logique criminelle qui anime les génocides : considérer que l'humanité d'un individu est moins importante que son appartenance à un groupe ethnique, religieux, culturel.

On sait que les associations qui défendent les minorités victimes de crimes passés ont tendance à être fascinées par ce raisonnement assassin,

au lieu de l'ignorer. Elles voient l'humanité divisée en groupes : ceux des Juifs, des Noirs, des musulmans, des Arméniens, représentés par des associations. Et elles se disputent pour faire valoir qu'elles sont celles qui incarnent le mieux toute l'humanité. C'est pourquoi les affiches de Peta auraient dû réjouir les associations juives allemandes. Car, afin de dénoncer les meurtres brutaux, industriels et inutiles dont les animaux domestiques sont l'objet, les Juifs y apparaissent comme les représentants de l'humanité tout entière.

Le plus vraisemblable est que la souffrance morale éprouvée par les associations venait du fait qu'elles se sont senties menacées par l'avenir radieux que Peta promet aux porcs, aux poules et aux vaches. Car le propos de la campagne est que le concept d'humanité sur lequel s'appuient ces associations est trop étroit. Il écarte les animaux domestiques qui, pourtant, nous ressemblent terriblement. Ou, plus précisément, sous prétexte qu'il s'agit d'un porc, d'une poule, d'une vache, on oublie que ces créatures sont des êtres sensibles, des sujets de leur vie comme nous les humains. Elle leur dit : «Vous, associations de victimes, qui croyez avoir atteint le stade le plus parfait de l'antiracisme, vous excluez une catégorie d'êtres vivants de votre appréhension de l'humanité. Ce qui explique que cela ne vous choque pas qu'on les mette à mort pour les manger. Vous partagez les conceptions des bourreaux de ceux que vous représentez.»

En somme, si les associations juives ont porté plainte, c'est parce qu'elles craignent que l'intégration des animaux domestiques à l'humanité les contraigne à disparaître. Car, comme tous les mouvements qui représentent les victimes de crimes passés, elles doivent leur existence à une conception cloisonnée. Comme si le fait de porter la mémoire des victimes des anciennes frontières de l'humanité les transformait en gardiennes les plus zélées de celles-ci, au détriment de nouvelles délimitations.

Espérons qu'une fois intégrés à la communauté humaine, les poules, les porcs et les vaches auront la délicatesse de ne pas créer d'associations se disputant pour savoir lesquelles de ces bêtes ont souffert le plus. Et surtout qu'elles ne porteront pas plainte lorsque les tigres, les girafes et les autres animaux non domestiques revendiqueront aussi le droit d'appartenir à l'humanité.

Films d'horreur / 8 février 2013 à 22:37 Par MARCELA IACUB

Outre nous amuser, nous distraire et nous donner du plaisir, le cinéma peut aussi nous instruire. Non seulement parce qu'il nous permet de prendre connaissance des faits que nous ignorions ou d'accéder à des idées que nous n'aurions pas eues autrement. Mais aussi parce qu'il nous permet de mesurer le climat politique dans lequel nous vivons. Les récits cinématographiques s'appuient très souvent sur des idées et des valeurs que le réalisateur partage avec le public. Des idées et des valeurs devenues dominantes au point que nous devons faire un effort pour comprendre qu'elles sont stupides, antidémocratiques, voire indécentes.

C'est au prix d'un tel effort que l'on peut aller voir deux terribles navets - *Lincoln*, de Steven Spielberg et *Hitchcock*, de Sacha Gervasi - et un plus acceptable, *Zero Dark Thirty*, de Kathryn Bigelow. Ces trois films exploitent une idée qui semble devenue évidente depuis les attentats du 11 Septembre : celle selon laquelle des vérités politiques seraient supérieures aux procédures démocratiques. Des vérités connues d'avance et exclues de la discussion publique au nom desquelles toutes les torsions aux règles et aux principes de l'Etat de droit sont admissibles.

Dans le film de Steven Spielberg, on découvre un Lincoln qui, pour obtenir le vote du 13^e amendement abolissant l'esclavage, fait appel à la corruption des députés démocrates avant de recourir au mensonge sur l'état des négociations de paix alors que la guerre de Sécession est sur le point de se terminer. Ce faisant, Spielberg ne trahit pas la vérité historique ni ne prétend que l'esclavage est une question politique banale.

Le problème tient à la manière choisie pour parler de l'abolition de l'esclavage ou du président Lincoln, censé représenter l'intégrité de l'Amérique. Celui-ci est un héros, non seulement parce qu'il a aboli l'esclavage mais aussi parce qu'il l'a fait en transgressant les procédures démocratiques.

Dans *Zero Dark Thirty*, la même hypothèse est à l'œuvre pour animer la lutte contre le terrorisme. Le fait de torturer des gens pour leur soutirer des informations semble valable aux yeux de Maya, la belle héroïne qui incarne l'Amérique et finira par avoir la tête de Ben Laden. Car selon Kathryn Bigelow, si le terroriste a été localisé, c'est grâce aux informations soutirées à des détenus suppliciés avant que la nouvelle administration américaine n'interdise ce type de procédés. Le fait que les informations obtenues par la torture ne soient pas fiables - comme le dit l'un des personnages parlant au nom du nouveau gouvernement - est ici infirmé. Maya réussit sa mission grâce à la torture car c'est la piste obtenue par ce moyen qui finit par se révéler la bonne. La preuve est là, lorsqu'elle ouvre le sac mortuaire qui contient le cadavre de Ben Laden. Comme si, dans la lutte contre le terrorisme, seuls les moyens les plus vils étaient efficaces. Comme si l'on n'avait d'autre alternative que d'employer les mêmes moyens que nos ennemis pour les neutraliser et venger ainsi la patrie ensanglantée.

Procède-t-on de la même manière pour lutter contre d'autres fléaux, jugés tout aussi condamnables par les majorités aujourd'hui au pouvoir ? Pourquoi ne pas tricher avec les lois ou les amendements constitutionnels portant sur les pouvoirs du président ou sur la criminalité ordinaire ? Pourquoi ne pas torturer les pédophiles ou les trafiquants de drogue au lieu de leur permettre de se servir des stratagèmes de la justice ?

Mais c'est dans *Hitchcock* que cette idéologie post-11 Septembre donne ses résultats les plus cruels. Le vrai Alfred Hitchcock a consacré la plupart de ses films à montrer les dangers non pas des délinquants ou des terroristes, mais du système judiciaire. Il n'a eu de cesse de représenter la façon dont l'appareil juridique s'abat inlassablement sur des innocents. Et ce, non pas parce que les policiers ou les juges sont méchants, mais parce que les signes que nous produisons et qui servent d'indices ou de preuves à la justice sont ambigus et peu fiables.

Si nous vivons dans l'insécurité, ce n'est pas à cause des criminels mais de l'appareil judiciaire qui doit interpréter des signes capricieux. Or, dans le film de Gervasi, le maître du suspense est un obèse taraudé par ses fantasmes d'homicides. Il ressemble au meurtrier de *Psychose* mais sublimerait, lui, ses pulsions en réalisant des films à succès. Gervasi fait dire à son héros que si nous aimons tant ses films, c'est parce que nous sommes tous un peu des criminels qui maîtrisons, comme lui, nos pulsions. Ainsi, loin de voir en Hitchcock un penseur raffiné et critique de l'Etat de droit, il faudrait le concevoir comme un malade qui nous enseigne que nous devons faire très attention au criminel se cachant en nous.

Si le film de Kathryn Bigelow ne dit pas explicitement qu'un terroriste peut loger en chacun d'entre nous, en réalité, il le suppose. Car une société persuadée qu'il puisse exister des vérités politiques supérieures aux procédures démocratiques peut-elle souhaiter autre chose que la Terreur ?

L'obéissance si vile / 1 février 2013 à 19:07 / Par **MARCELA IACUB**

Nous avons, êtres humains, une telle passion pour l'obéissance que, comparés à nous, les caniches peuvent faire figure de rebelles. Si en temps de guerre ou de crise politique majeure, nous sommes capables de devenir les plus horribles des assassins et des tortionnaires, ce n'est

pas parce que nous sommes «mauvais», comme certains esprits calcifiés par le moralisme le prétendent, mais parce que nous sommes obéissants. Nous obéissons même aux bourreaux qui vont nous assassiner, nous et nos enfants, sans protester. Notre aptitude à obéir dépasse de loin le souci que nous prêtons à nos intérêts vitaux les plus élémentaires.

Oui, la passion d'obéir est chez l'espèce humaine beaucoup plus forte que son égoïsme. L'humanité devrait être définie par sa capacité inouïe à l'obéissance plus que par son pouvoir de raisonner. Ou, plutôt, par un terrible instinct qui la pousse à mettre son pouvoir de raisonner au service de l'obéissance, ce qui explique que le génie est rare. Enchaînée au cadre étroit des normes auxquelles nous obéissons, la pensée ne peut être que chétive, grise et uniforme. La perception que nous avons de nous-mêmes et du monde est davantage déterminée par la forme de nos cages que par la puissance de notre raison souveraine. C'est pourquoi le pouvoir de résister peut être considéré comme un miracle et comme un mystère.

C'est pour l'analyser que Pierre Bayard lui a consacré son bouleversant essai *Aurais-je été résistant ou bourreau ?* publié aux Editions de Minuit (*Libération* du 17 janvier). En s'appuyant sur un voyage fictif dans une autre vie que la sienne pendant l'occupation allemande, Pierre Bayard analyse la «*bifurcation*» qui s'opère dans certaines vies faisant que, soudain, un être humain, au lieu d'obéir aux normes construites par d'autres, devient inventeur, créateur, bâtisseur de règles auxquelles il va s'assujettir. Il sort alors de son «cadre» vital et devient un autre. Comme si cette faculté si rare et si précieuse permettait aux humains non seulement de résister, d'inventer de nouveaux problèmes, d'avoir du courage, mais aussi, dans le même temps, d'accoucher d'eux-mêmes. Et ce, non pas pour avoir des récompenses économiques ou de la reconnaissance sociale, mais pour éprouver le vertige métaphysique d'être un homme et non pas un caniche intelligent.

De tous les exemples que Pierre Bayard étudie, celui d'Aristides de Sousa Mendes, consul à Bordeaux en 1940, est le plus éloquent. Après avoir compris, grâce aux avertissements d'un rabbin qui était son ami, que les Juifs couraient le risque d'être exterminés, il signa des milliers de visas pour les sauver en désobéissant aux ordres écrits de Salazar. Et même après que ce dernier l'eut révoqué de ses fonctions, Sousa Mendes continua de signer des visas comme un automate obéissant aux ordres qu'il s'était lui-même donnés. Mais avant de prendre cette décision de désobéir, Sousa Mendes se sentit très fatigué et alla se coucher. Il dormit pendant trois jours et trois nuits, et c'est à son réveil qu'il était devenu un autre. Non plus le modeste Sousa Mendes que sa mère avait mis au monde, mais celui qui allait sauver de la mort 30 000 personnes alors que le destin funeste des Juifs n'était pas encore connu. Il a vu ce que les autres ne pouvaient voir, aveuglés qu'ils étaient par la peur et la paresse, ces deux filles hideuses de l'obéissance. Grâce à sa «*bifurcation*», Sousa Mendes était en mesure de comprendre la portée du plan des bourreaux.

Si ce livre est si puissant, c'est parce qu'il nous permet non pas de nous aveugler par les actions héroïques de certaines personnes, mais plutôt d'examiner d'un point de vue presque formel la nature de leur geste. Que signifie résister, désobéir, alors qu'aucune autorité, qu'aucun groupe ne nous sert de référence ? Et ces questions valent pour les cas extrêmes comme celui de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi pour les sociétés pacifiques comme la nôtre. Des sociétés où les injustices et les souffrances sont moins graves, mais où elles existent tout autant à cause de notre passion pour l'obéissance. Des sociétés qui, paradoxalement, se sont donné comme régime politique la démocratie, régime où le peuple et donc chacun d'entre nous est censé inventer les normes auxquelles il obéit.

Mais ce peuple ne sait même pas que ces normes - de celles qui distribuent des richesses à celles qui organisent les familles - ne sont pas nécessaires. Ce peuple ignore que la presque totalité des normes, aussi bien juridiques que sociales, sont modifiables. Plus encore. A force d'obéir, ce peuple ne sait même plus ce qui le fait vraiment souffrir.

Une société qui prendrait la démocratie au sérieux devrait faire en sorte que prolifèrent des individus comme Sousa Mendes. Ce serait une société terriblement difficile à gouverner, et par moments fort désagréable à vivre. Mais il s'agirait d'une telle révolution, aussi bien politique que métaphysique, dans l'histoire humaine que même les chiens se mettraient à parler. L'on découvrira ce jour-là que s'ils se sont tus jusqu'alors, c'est pour mieux obéir à leurs maîtres.

So Sade / 25 janvier 2013 à 19:06 / Par MARCELA IACUB

Les personnes qui jouissent d'une certaine célébrité intellectuelle grâce au manque de culture, d'esprit critique ou de bon goût de leurs contemporains sont parfois très malheureuses. Au lieu de se contenter des bénéfices que leur rapportent leurs droits d'auteur et de vivre dans des belles maisons, faire des voyages somptueux, s'acheter des costumes ou de superbes maîtresses, elles souffrent amèrement du manque de reconnaissance de l'intelligentsia de leur temps.

Elles se disent qu'«à cause de ces snobs, ces méchants, ces aveugles, mon œuvre ne restera pas dans l'histoire. Par la faute de ces horribles salauds, je ne serai qu'un auteur de pacotille qui n'aura jamais son nom dans les dorures de la Pléiade». Or, au lieu d'endurer cette frustration en silence, elles prennent la population en otage et cherchent à la transformer en arbitre du sentiment d'injustice qu'elles éprouvent.

Ces personnes implorent le malheureux public : «Dites à cette intelligentsia pourrie que je suis le plus grand génie de l'histoire, dites-le lui !» Comme si ce n'était pas plus simple d'aller voir un bon psychanalyste ou, mieux encore, d'avalier des antidépresseurs nouvelle génération pour comprendre qu'une vie heureuse dépend moins de conditions objectives, en l'occurrence de la reconnaissance des élites qui comptent, que de la manière dont on la perçoit. Avoir ce bon sens consisterait à s'accommoder de son destin. La sagesse de se dire : «Quelle chance j'ai ! Même quand je fais des choses de piètre qualité, les masses ne le remarquent point. Elles me prennent pour un grand philosophe : c'est un miracle, profitons-en !»

Voici la tragédie du malheureux Michel Onfray qui, faute de cette sagesse rédemptrice, souffre comme le pire des damnés dans l'enfer qu'il a lui-même créé. C'est pourquoi, année après année, il s'en prend à de grandes figures adorées de l'intelligentsia, auxquelles il assène des coups dont seuls les ignorants peuvent être frappés. Il en fut ainsi de Freud, de Sartre. Et dans son dernier livre, *le Canari du nazi. Essais sur la monstruosité*, publié aux éditions Autrement et dont le magazine *Marianne* (du 12 janvier) nous gratifie de quelques extraits exclusifs, Michel Onfray plante son épée vengeresse dans la gloire «inconcevable» du marquis de Sade.

«*Je voudrais, écrit-il, proposer quelques hypothèses pour envisager la résolution de cette étrange énigme qui veut que Sade, un monstre dans les faits et dans le papier, ait pu être présenté par une partie de l'intelligentsia du XX^e siècle comme un agneau, un bouc émissaire, une pauvre victime. [...] Depuis un siècle, en effet, Sade fonctionne comme le cri de ralliement d'une certaine intelligentsia parisienne qui fait de la littérature une religion et sacrifie au culte du marquis. [...] Le jeu de gloses renseigne sur la paresse intellectuelle de [cette] intelligentsia qui pratique l'adoubement mutuel et la reconnaissance réciproque plus qu'une lecture digne de ce nom...*»

Oui, mon pauvre Michel, parce que si cette élite savait lire au lieu de se singer, de s'égarer, d'être sourde à la vérité, elle vous aurait choisi vous comme idole, et non pas ce délinquant sexuel, ce sodomite, cet opportuniste, ce taulard. Vous, mon cher, qui n'avez violé personne, vous qui avez toujours respecté le consentement des autres et que, pourtant, l'intelligentsia traite comme un moins que rien. Vous qui êtes

honnête.

L'explication de l'amour que les élites intellectuelles voueraient à Sade sert à comprendre pourquoi elles vous éconduisent, vous, Onfray : elles sont aussi pourries que celles de l'argent et du pouvoir. Elles sont surtout solidaires entre elles. C'est pourquoi elles vous ignorent, vous philosophe populaire, vous courageux, vous qui ne participez pas à leurs conciliabules indécents. Non parce que vous manquez de génie, de talent, voire de modestie. C'est une conspiration, mon vieux, contre vous.

Mais à force de s'en prendre à leur tour aux élites intellectuelles qui n'aiment point Onfray, les lecteurs de ses productions incessantes risquent fort de finir par se lasser de leur idole. Ce faisant, non seulement il ne jouira jamais de la reconnaissance de l'intelligentsia, mais il perdra aussi son propre public. Ce dernier aimait que Michel Onfray lui dise qu'il est bien de manger et de baiser, et que Dieu ne punira ni notre gourmandise ni nos orgasmes solaires, car Dieu n'existe pas. Avec ces évidences, caresser ses lecteurs dans le sens du poil ne peut pas durer indéfiniment.

Alors, notre héros s'arrêtera-t-il de frustrer son public ? Rien n'est moins sûr. Car les êtres humains sont parfois capables de s'autodétruire pour exprimer leur haine. Parce que celle-ci est plus forte que le sens qu'ils peuvent avoir de leurs propres intérêts. Sade l'avait écrit d'une manière délicieuse dans un célèbre passage des *Cent Vingt Journées de Sodome* : «*Oh ! Quelle énigme que l'homme ! dit le duc. - Oui, mon ami, dit Curval. Et voilà ce qui a fait dire à un homme de beaucoup d'esprit qu'il valait mieux le foutre que de le comprendre.*»

L'amour, ce fils de dupe / 18 janvier 2013 à 19:07 / Par **MARCELA IACUB**

C'est horriblement difficile quand on est obèse, laide, vulgaire, vieille, petite-bourgeoise et de surcroît autrichienne de trouver l'amour de sa vie. Voilà pourquoi la misérable Teresa s'est rendue au Kenya. Dans cet autre monde, certains de ses défauts allaient passer inaperçus, et d'autres pourraient devenir de merveilleux atouts, s'est-elle dit secrètement pendant qu'elle faisait ses valises. Au milieu de la misère africaine, elle allait paraître riche et nullement vulgaire. Sa laideur, son obésité, son âge pouvaient être éclipsés par son exotisme d'Européenne, par sa blondeur éclatante et par sa propreté germanique. Comme si elle avait pensé : «*Ce n'est pas que je sois non aimable, c'est que mes atouts ne sont pas les bons dans le monde dans lequel je vis. Si je change d'univers, si je fais un voyage sur une autre planète, les belles créatures que je vais y trouver aimeront ce que je suis. J'en suis sûre.*»

C'est ainsi que commence le film *Paradis : amour* du réalisateur autrichien Ulrich Seidl. Et l'affreuse Teresa trouve au Kenya des jeunes hommes d'une beauté désarmante, prêts à la combler de leur corps mirifique en échange de quelques billets de banque. Sauf que notre héroïne n'est pas satisfaite d'un tel marché. Elle veut qu'on l'aime pour elle-même. Elle est allée chercher l'amour au Kenya, pas un vulgaire échange prostitutionnel.

C'est agaçant de voir que cela ne lui suffit pas de profiter de ces corps divins au seul motif qu'elle vient d'un pays riche. Le fait qu'elle veuille de surcroît se sentir vraiment aimée semble, dans ce contexte, un véritable sacrilège. C'est pourquoi ses aventures ratent à chaque fois. Teresa cherche la faille chez ses proies, celle qui prouvera que ces éphèbes sont uniquement intéressés par le contenu de son portefeuille, et non par elle. Et puisqu'il y a tant de jeunes hommes sur les plages, elle n'a qu'à recommencer, qu'à se convaincre à la suite de chacune de ses expériences qu'on ne l'aime, voire qu'on ne la désire pas comme elle voudrait l'être.

C'est dans ce cadre extrême et cruel que Seidl nous présente son premier volet de l'idée qu'il se fait du paradis. Et ce qu'il nous dit d'une manière horriblement subtile est que l'amour ne saurait être un éden que pour les dupes. Plus encore : Seidl rend un véritable hommage au leurre, lui consacrant cet hymne cinématographique.

Pour nous mettre en selle dès la première scène du film, nous voyons des débilés mentaux dans une sorte de parc d'attractions, au volant de fausses voitures dangereuses, qui jouissent du plaisir que leur procurent ces risques fictifs.

Ah ! Si la pauvre Teresa avait fait comme ces créatures sans cervelle, combien elle aurait profité de son séjour au Kenya ! Quels beaux souvenirs elle aurait traînés jusqu'à son triste domicile autrichien ! Il semble que ceux qui cherchent dans les gestes d'amour qu'on leur adresse la vérité des sentiments qui les animent soient condamnés à tomber dans le même enfer que la pauvre Teresa. Ceux qui ne se contentent pas des apparences de l'amour et qui cherchent à en sonder les profondeurs n'ont qu'à errer et pleurer sur les plages désertes de la vie. Parce que la vérité de l'amour des autres est aussi abyssale que le bien et le mal. Elle n'a pas de fin ni de fond dès qu'on se met à l'observer sérieusement.

Au regard d'une telle vérité, les sentiments d'autrui sont toujours faux et intéressés. Les recherches effectuées par les éthologistes les plus sérieux confirment que même les chiens, censés être les créatures les plus fidèles, les plus sincères en amour, ne portent pas à leur maître un attachement désintéressé. Quand celui-ci meurt, leur seul souci est d'en trouver un nouveau qui s'occupera d'eux. Aucune tristesse ne les traverse, ils ne pensent qu'à leur survie, à leur avenir.

Et, si Teresa avait été belle comme une déesse, elle aurait dit que ses soupirants font semblant de l'aimer et ne s'intéressent en réalité qu'à sa beauté. Ce ne serait jamais d'elle dont on serait épris, mais d'autre chose : son physique, son intelligence, voire sa bêtise, sa jeunesse, son argent... Autant de qualités qui ne pourraient faire naître que des sentiments intéressés.

C'est pour nous rappeler cette vérité fondamentale que Seidl a mis en scène cette forme si particulière de la prostitution qu'est le tourisme sexuel. Comme si, loin de dénoncer cette activité réputée être une sorte d'exploitation dégradante des jeunes du tiers-monde, il lui aurait conféré une fonction éthique, voire analytique majeure. Ces agissements ne sont réjouissants que pour les dupes. Autrement, ils sont dégradants. Non pas pour la personne qui se prostitue, mais pour le client ou la cliente. Ceux et celles capables d'être des dupes dans un tel échange prostitutionnel auront par la suite le cœur prêt pour entretenir des relations non commerciales plaisantes et réussies.

En bref, selon Seidl, lorsqu'une pute parvient à vous faire croire qu'elle n'en est pas une, qu'elle jouit, qu'elle vous aime, c'est que vous êtes prêt pour entrer au paradis, pour devenir le héros ou l'héroïne de la plus grande histoire d'amour de votre vie.

La reconnaissance des ventres / 11 janvier 2013 à 19:56 / Par MARCELA IACUB

S'il est une crainte autour de la gestation pour autrui, crainte inexprimable tant elle semble terrifiante, c'est que cette technique devienne un moyen normal de faire des enfants. Qu'au lieu d'être un procédé pour pallier certaines formes de stérilité féminine ou pour donner une progéniture à des couples d'hommes, la gestation pour autrui se généralise selon la logique de la délégation de tâches domestiques, pénibles ou de confort. En bref, que tout comme on appelle un plombier lorsque le chauffe-eau tombe en panne ou que l'on fait appel à une nounou pour se rendre à une soirée, les femmes des souches les plus favorisées décident, par commodité, manque de temps, paresse, mode ou pour

ne pas s'enlaidir, d'embaucher d'autres femmes pour qu'elles portent leurs embryons à leur place et accouchent de ces créatures une fois faites. En substance, que les femmes les plus pauvres, tout comme elles font le ménage des plus riches, les coiffent, leur font des massages ou gardent leurs enfants, soient mises en plus à contribution pour porter lesdits enfants.

Ceci explique sans doute pourquoi les partisans de la gestation pour autrui en France tiennent tant à la gratuité de cette technique, alors qu'ils sont favorables à ce qu'on paye convenablement les femmes de ménage, les nounous, les coiffeuses et les masseuses. Comme si le capitalisme et sa cohorte d'inégalités se heurtaient ici à une norme familiale à ne pas dépasser au risque de voir succomber notre société. En l'occurrence, la norme en vigueur consiste à donner le droit de jouir du titre de mères aux femmes qui ont accouché de l'enfant, leur fils ou leur fille. Cette limitation de la relation marchande produit la place de la mère moderne dans notre société. Les femmes qui ont pu avorter ou abandonner sous X leur enfant donnent la mesure du pouvoir accordé aux autres, celles qui mettent au monde leurs nouveau-nés. Comme si les femmes avaient besoin de ce pouvoir sur l'enfant et, en s'attachant à lui, redonnaient au monde actuel ce repère «structurant» qu'est le mariage bourgeois. Les parents adoptifs dont les mères n'ont pas éprouvé ce pouvoir sont accablées de suspicions insensées.

On sait bien pourtant combien cette idée est ridicule : la manière dont une femme prendra soin de son enfant ne dépend aucunement du fait qu'elle ait été enceinte et qu'elle ait pu soit avorter soit l'abandonner à sa naissance. On ignore, en revanche, les bénéfices à tirer en confiant toutes les grossesses à des femmes spécialement formées, heureuses d'être enceintes et particulièrement bien payées pour le faire.

En clair, on ne mesure pas le bonheur sociétal que pourrait engendrer ce que l'on craint le plus : la coupure généralisée entre la maternité et la grossesse. D'abord, certaines femmes aiment être enceintes et non pas être mères, alors que d'autres voudraient être mères sans connaître l'état de la maternité. Les premières pourraient gagner leur vie en enfantant, ce qui faciliterait la vie aux secondes. Cela créerait une égalité plus parfaite dans la parentalité entre les femmes et les hommes, les mères ayant alors le même rapport à l'enfant que les pères. Sans compter qu'il n'y aurait plus de discrimination entre les femmes stériles et fertiles, toutes pouvant devenir des mères de la même manière. Plus de ségrégation, donc, entre les parents adoptifs et biologiques, ni entre les couples de lesbiennes et de gays. Enfin, cette technique permettrait aux femmes qui exercent d'autres métiers que celui de mère porteuse d'avoir moins de soucis professionnels du fait de leurs grossesses.

Certes, les femmes «classiques» pourraient continuer de donner libre cours à leur désir d'enfanter, mais faire appel à une mère porteuse serait un choix aussi respectable que de ne pas allaiter ou de confier son enfant à une nounou. Les mères porteuses professionnelles seraient très bien payées pour les risques qu'elles courent et les dérangements de tout type que provoque une grossesse. On fixerait un nombre maximal d'enfants que ces femmes pourraient porter au cours de leurs carrières et ce métier serait interdit à celles qui courent des risques de santé particuliers. On créerait ainsi un nombre considérable d'emplois féminins et ce serait une occasion formidable de redistribution de l'argent entre les riches et les pauvres. Au-dessous d'un certain revenu, la collectivité financerait des mères porteuses pour que les pauvres puissent aussi déléguer leurs grossesses, comme il y a des crèches publiques et des nounous privées.

On pourrait profiter du mouvement du mariage pour tous pour monter d'un cran et demander la «gestation pour autrui pour tous». De cette manière ceux qui se considèrent du côté de l'égalité et du «progrès» se sentiront moins ringards le jour où un maire fêtera le premier mariage homosexuel.

Deux par Dieu / 11 janvier 2013 à 20:56 / PAR GÉRARD LEFORT

Comme Marcela Iacub l'écrivit le week-end dernier dans *le Mag* de *Libération*, à quoi ça sert d'être immensément riche si cette immensité ne permet pas de se payer le don d'ubiquité et de résoudre ainsi l'équation casse-tête qui permettrait de dormir dans cinq lits à la fois, déplacer sa personne en huit jets privés, manger dans douze restaurants en même temps et, à la même heure, de serrer la main de tous les dictateurs ?

Ce portrait doublement encadré de Gérard Depardieu est une belle illustration de ce dilemme. Il a été pris en septembre 2012 à Paris, dans l'hôtel particulier du 95 de la rue du Cherche-Midi que l'acteur vient de mettre en vente pour 50 millions d'euros. Que fait Gérard Depardieu dans son hôtel particulier de mille milliards de mètres carrés ? On l'imagine assez bien s'y promenant la nuit, de salon en salon, de couloir en couloir, mélancolique et insomniaque, ivre autant de tristesse que de vin, seul.

Et parfois comme ici, se croiser dans un miroir d'une rare surcharge qu'on verrait aussi bien dans l'alcôve d'un claque de luxe que dans les salons d'une comtesse vénitienne. On ne voit que ça : l'éclat, l'outrance, le rococo où s'incruste un drôle de coco. De travers, de biais, en diagonal. Gérard Depardieu ne se regarde pas.

Par crainte de quoi ? De ne pas reconnaître cette silhouette de père Ubu, de sursauter à cette vision gargantuesque ? Façon Dorian Gray, pourquoi s'imposerait-il l'épreuve de se souvenir qu'il fut un des plus beaux gars du monde avec son sex-appeal de prolo, ne serait-ce que dans le *1900* de Bertolucci ? Et puis on ne va tout de même pas lui reprocher de boire, de vieillir, d'être plus gros que grand alors que ce que l'on craint pour lui et pour nous à le voir si abîmé, si aggravé, c'est que d'un seul coup il meurt de trop de désamour, de trop de haine de soi. Depardieu se croise dans un miroir et ne reconnaît pas Gérard, le beau Gégé de nos amours, qui, quoiqu'on en vomisse aujourd'hui, fut un Loulou d'enfer pour Pialat, un routier sympa pour Duras, un «cobaye» pour Resnais, un amant d'à côté pour Truffaut, un bello *Barroco* pour Téchiné, un mammoth de poids pour Delépine et Kervern... Le reste ? Franchement, on s'en fout. Quant au patriotisme fiscal dont il manquerait, on ferait bien d'interroger aussi les milliards transnationaux qui transitent de banque à banque, se moquent des frontières et ricanent aux rododromes politiques.

Mais voilà que de nouveau, ce reflet attire : on se demande ce que fait par terre ce «beau» miroir qui dit à Depardieu qu'il n'est plus la plus belle pour aller filmer. On voit en effet que ce rêve de fol antiquaire est encore dans la protection d'emballages, qu'il côtoie on ne sait quoi de bric, de broc et de brocantes : un panneau de bois, l'amorce de quelques tableaux sur des chevalets rustiques, un sac en papier plein de sacs en papier.

On dirait quoi ? Un foutoir de luxe, Xanadu bien sûr, ce château de cinéma où le Citizen Kane de Welles, lui aussi arrondi par les ans du pouvoir et de l'argent, entasse ses tonnes d'œuvres d'art. Sûr que si Depardieu le pouvait, il achèterait le Vatican pour le faire reconstruire au fond du jardin et prendre son bain moussant (rose, la mousse) sous les plafonds de la Sixtine. Sûr aussi qu'au soir de sa vie, qu'on lui souhaite le plus lointain possible, à l'heure de son dernier souffle, il laissera tomber de sa main son Rosebud à lui, son bien le plus précieux, son trésor le plus secret, son humanité. Qui échappera à tout inventaire.

C'est pas Depardieu possible ! / 4 janvier 2013 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

La polémique à propos de l'exil fiscal de Gérard Depardieu est bien plus profonde qu'elle n'en a l'air. Elle porte aussi bien sur la signification que sur l'utilité de l'argent dans la vie des individus.

Beaucoup de gens pensent que les grandes fortunes sont le corollaire de quelque chose de rare, d'aussi rare que le nombre d'ultrariches que l'on trouve dans notre société. Comme si le patrimoine net de chacun était le résultat infaillible de la comptabilité de Dieu. L'impôt viendrait perturber cet ordre naturel en obligeant ces individus exemplaires à verser à la collectivité une partie trop importante de leurs gains. Ce faisant, on découragerait les «génies», les inventeurs, les créateurs, l'argent étant censé être la plus haute des récompenses dans la vie d'un homme.

Or, la plupart des grands artistes, des inventeurs, des philosophes qui ont changé le cours de l'histoire ont vécu dans une aisance toute relative, voire dans la misère. S'ils avaient considéré l'argent comme la principale récompense de leurs efforts et de leurs talents, ils auraient été terriblement découragés. Offensés même que leur don à l'humanité se traduise mécaniquement par cet équivalent universel qu'est l'argent. On pourrait aussi bien penser qu'il est injuste que les génies artistiques, scientifiques, philosophiques deviennent des ultrariches comme Depardieu. Ils ont déjà le privilège de leur prestige, de la reconnaissance que leur vouent leurs contemporains. Sans compter ce bonheur sans limite, ce vertige - dont seuls très peu peuvent jouir - de créer, innover, révolutionner les idées, les pratiques, ou les perceptions communes.

En réalité, de toutes ces joies, la plupart des ultrariches en sont dépourvus. Parce que cette minorité doit généralement son immense fortune au hasard (l'héritage) ou à un talent spécifique intraduisible : celui de savoir cumuler de l'argent. Mais le plus triste de cette polémique est le rapport qu'elle suppose entre l'argent et le bonheur. Comme si Depardieu avait choisi son domicile fiscal en Belgique pour être plus heureux grâce aux quelques millions supplémentaires qu'il pourra garder pour lui au lieu de les donner à la France, cette puissance ennemie des talents comme le sien. Or, si l'on considère son âge, 64 ans, son état physique, et le peu d'attention qu'il porte à sa santé, reste-t-il à Depardieu suffisamment de temps pour puiser dans ces quelques millions économisés ?

Car l'argent est utile pour la vie de celui qui le possède jusqu'à un certain seuil. Au-delà, il ne sert à rien et devient aussi absurde que d'offrir plusieurs millions d'euros à une personne qui n'a plus que quelques heures à vivre. Le cumul de l'argent dans ces conditions est une sorte de folie, et une manière d'injustice pour ceux qui n'ont pas assez de fortune pour pallier les besoins les plus basiques de l'existence. Et ceux qui invoquent le fait de laisser leur patrimoine à leurs enfants n'ont qu'à le partager de leur vivant, au lieu de chercher par l'intermédiaire des héritages à dominer la vie des générations à venir. Sinon, ce sont les morts qui décident du sort des vivants, comme le disait si intelligemment Thomas Jefferson que l'on ne peut pas taxer de communiste avant l'heure.

Une société rationnelle et juste devrait empêcher le cumul de capital par les individus au-delà d'une certaine limite. Car l'argent, comme tout ce que les humains ont construit, devrait servir à l'amélioration de la vie et non pas à satisfaire des fantasmes de puissance post-mortem, des avarices. Autrement, il devient l'habit acceptable d'une névrose comme celle du pauvre Depardieu, convaincu qu'il va adoucir son malheur en cumulant un argent dont il ne pourra jamais profiter. En pensant se défendre d'un pays qui lui veut du mal alors que son pire ennemi n'est autre que lui-même.

En revanche, ses déclarations tonitruantes contre la redistribution de l'argent des ultra-riches dans une société en pleine crise peuvent lui nuire. Il risque de perdre des choses qui n'ont pas de prix comme l'amour, l'estime ou l'admiration de ses compatriotes. C'est pourquoi Ayrault n'aurait pas dû opposer l'égoïsme de Depardieu au patriotisme fiscal. En posant le problème de cette manière, il entretient la théorie folle de

l'acteur, hélas très partagée, sur la signification et l'utilité de l'argent. Comme si ce délire était rationnel mais qu'il faudrait se maîtriser, se contrôler pour servir aussi son pays au lieu de ne penser qu'à soi-même. Il aurait dû dire à Depardieu : vous êtes bête, vous êtes fou, vous êtes suicidaire. Ou bien, en manifestant une certaine finesse psychologique : vous êtes un porc mais on vous aime.

Body-building / 21 décembre 2012 à 20:31 / Par MARCELA IACUB

Le gouvernement a un grain contre le sexisme. Un vrai grain. En dépit de sa lâcheté extrémiste, de son modérantisme intégriste, de son conservatisme sans entrave, Jean-Marc Ayrault a signé une circulaire, le 23 août, où il demandait à son gouvernement de faire le meilleur accueil à des stages de «*sensibilisation*» aux «*stéréotypes*» machos.

Depuis, Caroline de Haas, cofondatrice du mouvement Osez le féminisme, qui chuchote ses précieux conseils dans les oreilles alertes de Najat Vallaud-Belkacem, ne cesse de faire la tournée des ministères. Elle projette à ces élèves récalcitrants des imprimés de bodys pour bébés où le garçon est malin et déterminé et la fille jolie ou, pire encore, «*gourmande*». Les ministres écoutent, prennent des notes, réfléchissent, méditent, comprennent. Et il semblerait que, peu à peu, ils guérissent de leurs tics et de leurs trucs mi-conscients mi-inconscients qui labourent leur cerveau, cette terrible maladie politique responsable de la tragédie dans laquelle nous vivons.

Nous, les femmes, bien entendu. Car eux, les hommes, savourent cette maladie même s'ils savent que ce n'est pas bien de l'aimer. Que c'est à proprement parler dégueulasse de prendre pour argent comptant les imprimés de ces bodys et bien d'autres choses.

Ce qui me préoccupe et me semble un scandale, c'est que ces stages sont réservés aux membres du gouvernement. J'aimerais, moi aussi, en bénéficier. Je souhaiterais que Caroline de Haas m'explique comment je dois lutter contre le sexisme, contre le mien, contre ces choses atroces que j'ai dans la tête qui me poussent à avoir des opinions erronées sur les rapports entre les hommes et les femmes. Car mon misérable cerveau est colonisé et personne ne s'occupe de me guérir. Ainsi, je doute de l'existence du sexisme ou, plus précisément, du poids qu'il aurait sur la condition des femmes.

Je ne cesse de penser, sans doute à tort je l'avoue, que les imprimés des bodys ne sont nullement responsables des inégalités sociales, économiques, politiques qui existent encore entre les hommes et les femmes. Je crois que ces inégalités relèvent d'un phénomène beaucoup plus grave, que les forces politiques actuelles n'aimeraient pas changer, qui est la place des femmes dans la famille, dans la reproduction. Que notre tragédie, nos inhibitions, notre manque de confiance en nous-mêmes, nos positions inférieures sont dues à ce que nous sommes élevées dans cette idée que nous serons des mères un jour. En bref, que ce n'est pas le problème des imprimés des bodys, mais le fait que nous ayons à les remplir avec les enfants que nous mettons au monde.

Que le reste, le texte de ces imprimés et bien d'autres choses qui déplaisent tant à Caroline de Haas, sont seulement une conséquence de cette position que la société nous réserve. S'en prendre aux imprimés des bodys est comme s'horrorifier du fait que quelqu'un qui n'a pas de quoi se loger et se retrouve dans la rue soit sale.

C'est pourquoi je crois qu'il faudrait changer les normes familiales pour libérer les femmes de cette terrible charge qui les accable. Mais sans doute cette opinion est-elle erronée, et c'est pourquoi je demande que M^{lle} de Haas m'apprenne ce qu'il doit en être. Car il semble qu'aux yeux de ce gouvernement, ce qui est le mieux pour les femmes n'est pas sujet à discussion, que ce débat est clos.

La seule chose qui reste à faire, maintenant, est changer les mentalités pour qu'elles ressemblent à ces vérités politiques indiscutables. Quelle chance ! Dans d'autres pays, les courants du féminisme débattent bruyamment pour savoir ce qui est le mieux pour les femmes sur des questions aussi fondamentales que la sexualité, la maternité, la famille, ainsi que des causes des inégalités entre les genres. Ils ne sont pas d'accord, ils se disputent, alors qu'ici, dans cette douce France, on a trouvé la solution et il ne reste qu'à en faire de la «*pédagogie*», comme le dit la charmante Caroline.

C'est vrai qu'on en a assez des politiques du gouvernement précédent qui avaient hissé les Français les uns contre les autres. Aujourd'hui, on aime que la paix règne, qu'on ne cherche plus midi à quatorze heures. Au ministère du Droit des femmes, fini le venin du pluralisme. Point de conseillères qui ont des avis différents, de chipies mal intentionnées, de sophistes dont le seul but est de retarder l'arrivée inéluctable de l'Avenir. Un courant du féminisme est représenté, comme dans ces pays qui ont l'aubaine inouïe d'avoir un seul parti, une seule religion, un seul journal pour que les citoyens soient libérés de la lassante et dangereuse guerre des idées.

Espérons que dans ses stages, outre le scandale des bodys, M^{lle} de Haas peut faire comprendre à ses élèves qu'aux yeux du gouvernement auquel ils participent, l'ennemi le plus redoutable de la cause des femmes n'est pas le sexisme, mais la démocratie.

Prostitutionnellement / 14 décembre 2012 à 23:36 / Par **MARCELA IACUB**

Celles qui dénoncent la prostitution devraient se demander si elles ne seraient pas prêtes à laisser leurs principes de côté si on les payait, comme à la spectaculaire Nafissatou Diallo, 6 millions de dollars pour une pipe. On peut imaginer que certaines des militantes les plus acharnées seraient prêtes à se trahir pour une telle somme - fût-ce pour financer les associations qui luttent contre la prostitution. Et si à cette prestation à 6 millions leur en était proposées d'autres au même tarif, ces militantes regarderaient la suggestion comme un miracle comparable au fait de gagner au loto. Il est fort probable que, même pour un million, elles seraient aussi contentes. C'est pourquoi - même si beaucoup d'entre elles l'ignorent - ce qui les dérange dans la prostitution n'est pas que ce soit du sexe monnayé, mais qu'il soit trop bon marché. Si, au lieu de prôner l'abolition de la prostitution, elles étaient capables d'assumer cette terrible vérité, elles feraient en sorte d'en augmenter les tarifs. Elles détermineraient le prix minimal à partir duquel ce métier, loin d'être un esclavage, deviendrait un privilège enviable afin de punir ceux qui vendent ou ceux qui achètent des services sexuels moins chers. La première tâche des associations antiprostitution serait de montrer à celles qui bradent leurs services au marché noir qu'elles se nuisent à elles-mêmes. Et ce, non pas parce qu'elles se prostituent mais parce qu'elles pourraient toucher des sommes considérables si elles entraient dans la loi. Ce changement dans les politiques de la prostitution pourrait être le début d'une nouvelle ère dans les rapports entre les genres. Une ère où la domination masculine paraîtrait à la conscience collective comme une injustice aussi désuète que l'esclavage ou les supplices publics.

Imaginons que le minimum que l'on puisse toucher pour un service sexuel de dix ou quinze minutes soit 5 000 ou 10 000 euros. Il est vraisemblable que la population féminine quitterait en masse ses métiers pour se livrer à ces exercices. Que les femmes, au lieu de suivre des carrières normales et honnêtes, se livreraient toutes à la prostitution et qu'elles tiendraient les hommes dans une sorte d'esclavage aberrant. Elles comprendraient qu'au lieu de chercher à épouser un plouc qui gagne trois sous et de se remplir de bébés qui crient et d'adolescents qui se droguent, il serait beaucoup plus rationnel de se préparer dès son plus jeune âge à s'enrichir grâce aux arts sexuels.

Peu à peu, les femmes se mettraient à considérer l'amour, le mariage ou la famille comme un mensonge du temps où elles étaient esclaves des hommes. Elles constitueraient ainsi la couche la plus privilégiée de la population. Toutes pourraient se débrouiller, même les plus vieilles et les plus moches compte tenu de la pénurie sexuelle qu'elles créeraient dans la population masculine. Le tourisme sexuel serait interdit parce qu'il ferait baisser les prix nationaux. Il en serait de même de la pornographie car, par ce biais, certains malins chercheraient à assouvir leurs fantasmes pour pas cher au lieu d'avoir à épargner, voire à emprunter de l'argent comme DSK pour payer le prix des faveurs des femmes.

La moindre violence sexuelle que les hommes exerceraient sur une femme pour ne pas avoir à payer les tarifs officiels serait punie de la prison à vie. Les femmes pourraient faire des enfants pour elles, sans avoir à demander aux hommes des pensions alimentaires, parce que grâce à leur travail, elles seraient beaucoup plus riches qu'eux. Et ce seraient eux qui travailleraient comme nounous, car ce métier si mal payé ne serait plus exercé par aucune femme. Les hommes pauvres deviendraient homosexuels, comme dans les prisons, et les autres essaieraient sans doute de maîtriser au maximum leurs désirs sexuels pour ne pas être complètement ruinés. Alors que les femmes ne cesseraient de les aguicher, les exciter pour qu'ils cèdent, empruntent, fassent des bêtises. En bref, tout acte sexuel serait sciemment prostitutionnel et c'est grâce à ce commerce généralisé, dont le prix serait fixé et contrôlé par l'Etat, que les femmes assureraient leur hégémonie absolue sur les hommes.

Si les militantes féministes qui sont au gouvernement prenaient le temps d'examiner cette idée, elles seraient ravies, autant que si on leur proposait 6 millions de dollars pour une pipe. Parce que leur problème n'est pas que la position sociale des femmes résulte de manière directe ou indirecte des services sexuels qu'elles rendent aux hommes (mariages, maternités, violences domestiques ou sexuelles vraies ou supposées, parité) mais du prix de ces échanges. Certes, assumer ses désirs politiques exige autant de courage qu'assumer ses désirs personnels. Surtout lorsqu'ils sont aussi audacieux, aussi révolutionnaires. Mais on sait qu'il n'y a que le courage qui rapporte les fruits les plus savoureux. Celui, sublime, dont a fait preuve Nafissatou Diallo pourrait servir d'exemple à tous les prophètes de la peur.

La délation ou les civilités / 7 décembre 2012 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

C'est très moche de frapper sa femme ou son ex-femme. Ceux qui le font n'ont pas de quoi en être fiers. Même si parfois les victimes sont fascinées par ce qui leur arrive et restent auprès de l'homme qui les bat comme si elles demandaient davantage de coups. La violence physique en mode de communication dans les relations privées - et ceci dépasse celle que les hommes exercent sur les femmes - peut avoir des effets trop graves et irrévocables pour qu'une société «civilisée» n'essaie pas de l'endiguer. Or, toute la question est de savoir comment s'y prendre. Les politiques actuelles nous indiquent une seule solution : les délations généralisées, les tribunaux, les prisons.

Cette idée nous est si familière, si évidente qu'on ne la questionne même plus. Nous savons pourtant combien elle est inefficace, inique et génératrice de nouvelles formes de violence. D'abord parce que les sanctions sont si dures et les procédures si froides qu'elles intimident beaucoup de victimes. Elles n'osent pas porter plainte ce qui peut accroître les situations de violence. A l'inverse, une place très importante peut être donnée à la parole de la victime dans un domaine privé et domestique où les preuves sont parfois faibles : les fausses dénonciations servent alors à régler des comptes personnels, l'Etat devenant l'arme de l'arbitraire des particuliers. Persuadés qu'il n'y a pas d'autres solutions,

nous sommes prêts à supporter aussi bien l'inefficacité que l'iniquité de ces politiques. L'important consiste à avoir la conscience tranquille. C'est pourquoi *Thérèse Desqueyroux*, le dernier film de Claude Miller, inspiré du célèbre roman de François Mauriac, est si fascinant. Il nous montre la bourgeoise de province, à la fin des années 1920, et ses méthodes bien à elle pour régler les violences familiales.

La charmante Thérèse cherche à empoisonner son époux qui l'emprisonne dans le cachot étouffant d'un mariage malheureux. Le pauvre homme est sur le point de mourir lorsqu'on finit par découvrir le geste criminel. Or, au lieu de la dénoncer à la police pour qu'elle soit guillotinée ou emprisonnée à vie, la famille de son mari décide de la punir par ses propres moyens. Elle est placée quelque temps dans une maison retirée du monde sans que personne ne sache ce qui s'est passé. L'important est de sauver les apparences.

On accepte ensuite que Thérèse quitte la famille. Elle s'installe à Paris où son mari lui enverra de l'argent pour qu'elle y vive sans soucis. Ainsi, loin de lui avoir coûté la tête, son crime lui a permis de retrouver, un peu laborieusement certes, une espèce de liberté qu'elle n'aurait jamais eue autrement. On dira que tout ceci est scandaleux et que nous avons une chance inouïe de voir disparues cette loi du silence des familles bourgeoises, cette hypocrisie, cette opacité. Sauf que ce film ne montre pas le silence ni le refoulement d'un crime, mais une discussion, un jugement et une sanction appliquée par la famille elle-même. Et ça a l'air de marcher. Le mari de Thérèse est en vie et l'on se demande bien en quoi il aurait eu intérêt à ce que sa femme soit en prison ou qu'elle ait la tête tranchée.

Certes, ce cas particulier a eu une fin heureuse mais on n'ose imaginer les horreurs qu'un tel système peut abriter. N'est-ce pas, entre autres, pour cette raison qu'on a voulu détruire la famille bourgeoise et provoquer la révolution des mœurs avec l'argument apparemment imparable que «le privé est politique» ? Et si ces générations révoltées avaient au contraire commis une erreur de jugement regrettable. Non pas en réhabilitant la famille bourgeoise comme instance intermédiaire entre les individus et l'Etat : elle était en effet injuste, machiste, autoritaire. Mais peut-être aurait-on pu lui substituer un groupement démocratique qui se serait chargé des mêmes fonctions. Les violences domestiques et privées auraient pu être analysées, discutées, jugées par ces nouvelles instances intermédiaires de la société civile, au lieu d'être soumises par un système de délations généralisées au glaive de l'Etat, à sa police, à ses juges et à ses tristes prisons. Parce que «politique» ne signifie pas forcément «étatique».

Or, cette étatisation des conflits privés est devenue un dogme aussi immuable qu'elle se confond avec l'idée même de progrès. Au point que l'on se demande si ce que l'on cherche par un tel procédé est à en finir avec la violence ou à donner à l'Etat les moyens de pénétrer de plus en plus nos rapports privés. Comme si la fin de la violence n'était qu'un prétexte pour opérer un tel tournant.

Ceux qui militent pour les délations généralisées devraient aller voir *Thérèse Desqueyroux*. Ils pourraient comprendre que le progrès en matière de mœurs n'est pas un lieu que l'on distingue sur une carte et vers lequel on devrait se diriger les yeux fermés mais une œuvre collective aussi inattendue et aussi originale qu'un beau film.

Une agence pour le droit de vivre / 30 novembre 2012 à 19:26 / Par MARCELA IACUB

En France, les suicides sont la cause de trois fois plus de décès que les accidents de la route. On en compte entre 11 000 et 12 000 par an. Mais les budgets consacrés à leur prévention sont presque quatre fois moins élevés que ceux de la sécurité routière. On dit que ceci est normal parce que les suicidés cherchent à mourir, à la différence des victimes d'accidents de la route. Pourtant, on considère que ceux qui se

donnent la mort ne sont pas en pleine possession de leurs moyens. On pense qu'ils sont atteints de troubles psychiques, sauf quand ils sont accablés par une maladie grave et incurable et qu'ils cherchent à mourir dans la dignité. Dès lors, on ne peut pas affirmer qu'ils cherchaient consciemment et volontairement à mourir. En vérité, il n'y aurait pas tant de différence que cela entre les morts par suicide et ceux qui périssent dans un accident de voiture.

On prétend que prévenir les accidents de la route est beaucoup plus simple que les suicides, et ceci expliquerait la différence de budgets que l'on consacre aux uns et aux autres. Il faudrait venir voir chaque personne chez elle pour détecter des signes annonciateurs d'un comportement suicidaire. Et si l'on se mettait à signaler les personnes de notre entourage qui nous semblent susceptibles de se suicider, nous nous sentirions surveillés et protégés comme des petits enfants. La seule solution envisageable, même si elle paraît paradoxale, serait de donner à l'Etat la charge d'aider les personnes à mourir, au lieu de laisser les conducteurs de métro ou de TGV devenir à leur insu les instruments de ces tristes morts. Si l'on mettait en place des agences publiques du suicide (APS), on serait certain que beaucoup de ceux qui s'y rendraient ne se tueraient pas, ce qui réduirait considérablement la quantité de morts de ce type. Et puisqu'elles seraient efficaces, ces APS diminueraient aussi le nombre de tentatives, faites souvent à seule fin d'attirer l'attention de proches, au risque de se solder par des maladies graves ou des morts véritables.

Grâce à ces agences, ceux qui tenteraient de se suicider chez eux ne seraient pas pris au sérieux. Les fonctions des APS seraient d'aider les candidats au suicide à comprendre la nature et la portée de leur désir, de s'assurer qu'ils ne sont pas victimes d'un trouble passager, de leur donner des médicaments pour l'âme, de faire un peu de psychothérapie. Elles pourraient aussi avoir pour mission de redonner le goût de la vie, en mettant en place des techniques pour aider à apprécier les délices de l'existence. Tout le monde pourrait apporter des idées. Mais la décision finale reviendrait au sujet. Et ceux qui décideraient de mourir en dépit de tous ces efforts seraient considérés comme ayant pris une décision rationnelle. Car certains malheurs ou maux psychiques peuvent être aussi invalidants et constituer une source de souffrance comparable aux maladies physiques inguérissables.

On dira que ces agences risqueraient d'être envahies, que beaucoup de gens viendraient sous prétexte de vouloir se suicider pour qu'on s'occupe un peu d'eux. Mais, au fond, ce sont les mêmes risques que ceux que l'on court aux urgences des hôpitaux ou dans les cabinets médicaux avec de faux malades. Ces risques-là méritent d'être pris, compte tenu du nombre de personnes qui se suicident dans la solitude, sans avoir pu parler à quiconque, sans comprendre les raisons de leur acte.

Pour que ces agences voient le jour, il faudrait considérer que notre vie nous appartient. C'est pourquoi nous aurions le droit (opposable à l'Etat) de nous l'enlever et non seulement la liberté de le faire, comme c'est le cas aujourd'hui, sans être punis ni aidés. Outre leur fonction pratique, les APS auraient une portée politique et symbolique de premier ordre. Elles fermeraient un cycle ouvert avec l'interdiction du suicide dès la naissance de l'Etat moderne.

De la fin du Moyen Age jusqu'à la Révolution, la mort volontaire a été très lourdement punie car la vie de chaque sujet était censée appartenir au prince. On n'avait pas un droit, mais un devoir de vivre pour satisfaire les besoins de l'Etat. Cette logique politique explique qu'on ait envoyé tant de gens mourir dans les guerres. Alors que grâce à ces agences du suicide, pour la première fois depuis tant de siècles, nous aurions enfin un droit de vivre.

Il est fort probable que cette révolution entraîne d'autres. Car ce n'est pas la même chose de gouverner des individus conscients d'être maîtres de leur vie comparés à ceux qui n'ont qu'un devoir de vivre. Les premiers exigeront de la vie beaucoup plus que les seconds. Ils se

révolteront, ils désobéiront, ils se diront que, puisque leur vie leur appartient, on ne peut pas les déposséder de ce qu'ils trouvent fondamental. Que la politique est leur affaire parce qu'elle engage leurs vies à eux, une vie dont les gouvernants ne pourraient pas disposer comme si c'était la leur.

L'inégalité, une histoire de famille / 23 novembre 2012 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

Pour certains, l'homoparentalité est une folie ; pour les autres, c'est la moindre des choses. Les premiers mettent l'accent sur les troubles des enfants élevés dans un tel cadre à cause de leur inégalité avec ceux qui ont le sublime privilège d'avoir une mère et un père. A leurs yeux, on sacrifie l'égalité des enfants sur l'autel de celle des couples. Pour les seconds, l'égalité des couples semble primordiale, alors qu'à leurs yeux rien ne prouve que les enfants élevés par deux hommes ou par deux femmes auraient des troubles particuliers.

Domage que cette polémique à propos de l'égalité des enfants ne soit pas prise au sérieux. C'est triste, et quelque peu mesquin aussi, qu'on la rabaisse à un détail si peu important au fond : celui d'avoir un père et une mère ou des parents du même sexe. En effet, s'il y a quelque chose qui va à l'encontre de l'égalité des enfants, et donc des citoyens, c'est la structure de nos familles actuelles. A cause de la famille dans laquelle on est né et élevé, certains sont riches, d'autres pauvres. Certains sont cultivés, d'autres illettrés. Certains ont la chance d'être aimés, d'autres la malchance d'être maltraités. Certains ont confiance en eux, d'autres sont complexés. Certains sont élevés dans la liberté, d'autres dans l'esclavage de l'autorité, de la religion ou d'une idéologie criminelle. L'institution familiale d'aujourd'hui transforme les enfants en des sortes d'appendices de leurs parents ; elle ne les prend pas comme des individus à part entière.

Certes, l'on contrôle certaines bavures, certains excès. On ne peut pas battre à mort un enfant, on ne peut pas le violer, on ne peut pas le laisser sans nourriture ni toit. On ne peut pas ne pas le scolariser. Mais, hormis ces exceptions minimales, l'on confie les yeux fermés les enfants à leurs parents avec la cohorte des inégalités flagrantes que cela implique. Comme si la rationalité qui anime les politiques familiales actuelles était plus la reproduction des parents que la production des citoyens libres et égaux. On dit que la fonction de l'école est d'apporter des correctifs à ces inégalités d'origine. Pourtant, les statistiques révèlent le poids de la famille dans le destin de chacun en termes de richesse, d'emploi, de diplômes, de culture. Les statistiques ne montrent pas, hélas, d'autres lourdeurs de la famille, comme les carences émotionnelles, les névroses, la folie des enfants.

Pour rendre ces injustices naturelles, apolitiques, toutes les personnes sont traitées comme si elles avaient été élevées par la même famille. L'on dit que nous avons des mérites que la société récompense ou que nous sommes fautifs et que la société nous punit.

Pourtant, il ne serait pas nécessaire d'accomplir une révolution politique d'une grande ampleur pour changer cet état de choses, pour faire en sorte que le poids des familles soit moins lourd pour chaque individu. Il conviendrait, d'une certaine manière, de prendre les prémices du capitalisme plus au sérieux qu'on ne les prend aujourd'hui. Non pas que ce moyen nous rende égaux, bien au contraire. Mais tout au moins, nos inégalités pourraient être davantage attribuées à nous-mêmes qu'à notre milieu familial.

Pour ce faire, il faudrait désenclaver les familles. Donner à chaque enfant non pas deux, mais une douzaine de parents : deux d'origine et les autres tirés au sort dans des couches différentes de la société. Que tous ces adultes puissent veiller sur lui et lui fournir des repères. A l'enfant, ensuite et s'il le souhaite, de choisir avec lequel d'entre eux il veut entretenir des relations privilégiées. Cela soulagerait non seulement les

enfants mais aussi les parents d'origine qui n'aiment pas certains de leurs enfants ou qui se sentent trop coupables de ne pas être à la hauteur de leur rôle. Mais ceci permettrait aussi à des adultes en mal d'enfant ou qui ne s'entendent pas bien avec les leurs d'en avoir d'autres et de faire des expériences parentales plus réussies.

Il faudrait aussi déverrouiller l'habitat de sorte que les familles ne soumettent pas l'enfant à cet enfermement, à ce secret dont nombre d'entre eux pâtissent aujourd'hui. L'héritage devrait être soumis à de nouvelles règles. Etablir, par exemple, qu'au-delà d'un certain patrimoine, on ne pourrait transmettre qu'un pourcentage minimal à ses propres enfants. Ceci serait moins choquant qu'il ne peut le paraître aujourd'hui, car les riches le seront plus pour leur mérite personnel que par l'héritage qu'ils auraient reçu.

Ceux qui sont pour ou contre l'homoparentalité trouveraient une telle réforme si affreuse qu'ils seraient prêts à renoncer à leurs revendications respectives pour qu'elle n'advienne pas. Car, malheureusement, aucun d'entre eux ne prend au sérieux le droit des enfants à être élevés dans la justice et dans la fête toujours révolutionnaire de l'égalité.

L'amour n'est pas une affaire d'Etat / 16 novembre 2012 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

De nos jours, tout le monde veut être reconnu par l'Etat. Les homosexuels, les transsexuels, les handicapés, les juifs, les Noirs, les Arabes, les obèses, les vieux, les jeunes, les femmes et la liste pourrait se poursuivre à l'infini. Etre reconnu signifie quelque chose d'autre que les moyens juridiques adéquats pour que chacun puisse mener sa vie comme il l'entend. Vouloir être reconnu est un sentiment lié à l'amour.

On demande à l'Etat, qui n'a pourtant ni cœur, ni sang, ni sperme, qu'il considère chacun de ces groupes comme ses enfants et que, ce faisant, il avoue les fautes qu'il a commises à leur endroit. Le mot «reconnaître» évoque ces deux phénomènes : la filiation et la faute. La faute passée est liée au désamour d'un parent qui n'a pas voulu assumer un de ses enfants. Alors qu'assumer cette parenté implique que l'amour arrive automatiquement avec, ou «presque».

L'amour que cherche à recevoir l'enfant mal assumé, du fait qu'il est venu après ceux que l'Etat a toujours considérés comme «ses enfants légitimes», n'est jamais assez profond, assez sincère, assez pur pour lui. C'est pourquoi derrière un grand nombre de revendications d'égalité des droits, c'est d'une égalité d'amour étatique qu'il est question. On sait que l'amour est un attachement qui a lieu entre des êtres sensibles, humains ou animaux, et non pas avec des entités inexistantes comme l'Etat. On oublie que ce dernier est la personnification d'un ensemble de normes juridiques, que nous, citoyens démocratiques, construisons. L'Etat est le corollaire de notre liberté, non pas une entité charnelle ou spirituelle.

Si cette revendication d'amour étatique était une folie isolée, une sorte de mode passagère, une passion sans lendemain, on ne devrait pas trop s'en préoccuper. Après tout, les êtres humains peuvent s'enticher de tant de choses, parfois les plus étranges, pour ensuite les oublier. Hélas, les revendications des minorités mettent en scène un conflit qui ne cesse de traverser les sociétés démocratiques : celui qui oppose la liberté au bonheur sans liberté.

En effet, si l'on demande à l'Etat de nous aimer, on lui demandera d'autres choses qui accompagnent cet amour, comme surveiller nos consciences, pardonner nos fautes, nous apprendre le bien et le mal, s'intéresser de plus en plus près à nos vies. On voudra qu'il nous donne des motifs de vivre, qu'il nous ôte des épaules ce terrible fardeau qu'est la liberté démocratique. Et l'Etat prendra des fonctions d'Eglise envers ses citoyens, la laïcité n'étant qu'un moyen pour y parvenir. La démocratie deviendrait une sorte de despotisme pastoral.

C'est pourquoi le conflit qui oppose les homosexuels à la hiérarchie catholique autour du mariage est si intéressant. Tout se passe en effet comme si l'Eglise avait compris ce qu'impliquaient ces revendications, comme si cette minorité, ainsi que toutes les autres, cherchait à transformer l'Etat en Eglise : un dernier coup de couteau porté aux religions déjà exsangues sans prêtres ni fidèles.

Skyfall, le dernier James Bond de Sam Mendes, pose justement cette question de la passion pour l'Etat, de la quête désespérée de son amour. Le traître est l'espion qui considère la chef des services secrets britanniques qui l'a sacrifié comme une mère qui ne l'a pas aimé. C'est pourquoi il cherche à l'assassiner. Alors que James Bond, sacrifié de la même manière par cette horrible mégère, ne lui en veut pas du tout.

Il sait que cette femme n'a fait qu'exercer une fonction et que ses sentiments n'ont en aucune manière guidé sa décision. Bond admet qu'aux yeux de l'Etat, qui n'a pas d'yeux, il est un individu quelconque. Que le rapport qu'il entretient avec cette femme n'a rien à voir avec les sentiments. Que le traître en mal de cet amour et épris de vengeance, veut détruire, en vérité, moins la patrie incarnée par une vieille marâtre, la patrie de nos ancêtres, que les libertés démocratiques.

James Bond, lui, sait qu'il faut chercher l'amour ailleurs. Que c'est une affaire de la société civile et non pas de l'Etat. Il sait que si l'Etat avait pour fonction de nous aimer, l'amour lui-même serait en danger. Parce que l'amour, ce terrible esclavage, ne pourrait naître ni se développer - c'est en ceci qu'il ressemble à la démocratie - s'il n'avait comme fondement ce privilège affreux, ignoble, inhumain qu'est la liberté.

Libertines chéries / 9 novembre 2012 à 19:06 / Par **MARCELA IACUB** philosophe libertaire

Ceux qui pensent que la prostitution devrait être considérée comme une profession aussi légitime que les autres sont incapables de donner des réponses convaincantes à l'une des questions posées par leurs adversaires politiques. Pourquoi la plupart des prostituées sont-elles des femmes ? Pourquoi la presque totalité des clients sont-ils des hommes ? On répond que les femmes peuvent trouver plus facilement des amours d'un soir, ou bien qu'elles n'ont pas de désirs aussi pressants que les hommes. En bref, elles s'accommodent mieux qu'eux de leur misère érotique, ce qui revient plus ou moins au même.

Or, au lieu de considérer cette réponse comme un problème politique, on s'en sert pour appuyer la légalisation de la prostitution. En effet, il y a lieu de se demander pourquoi les femmes sont si fatalistes avec leurs désirs, pourquoi elles se résignent si tristement à leur sort, alors que nous vivons dans des sociétés qui n'exigent d'elles ni la virginité avant le mariage, ni la fidélité conjugale, ni l'obligation de vivre en couple pour entretenir des rapports sexuels.

Si l'on exclut les réponses d'ordre physique à propos des désirs masculins et féminins, on doit en donner d'autres de nature sociale. Pour les femmes des sociétés démocratiques contemporaines, le sexe continue à être quelque chose qu'elles échangent contre des positions sociales, contre des biens matériels et symboliques. Les femmes continuent à se mettre en couple avec des hommes plus riches et plus âgés qu'elles grâce auxquels elles ont accès à une position sociale supérieure. Elles obtiennent d'eux, parfois contre leur gré, des avantages pour avoir mis au monde un enfant, elles reçoivent des dédommagements quand elles ont été l'objet des violences sexuelles... Ainsi, le sexe est la monnaie des femmes et c'est la raison pour laquelle elles sont plus habituées que les hommes à se maîtriser, à se contrôler, à ne pas se laisser aller à leurs pulsions comme eux.

Ce rapport instrumental à leurs désirs est le signe d'une société dans laquelle les femmes restent «dominées» par les hommes. Une société dans laquelle c'est moins par leurs compétences et leurs talents qu'elles vont obtenir le statut social qu'elles souhaitent que par le pouvoir sexuel qu'elles pourront exercer sur les hommes. C'est pourquoi la prostitution actuelle est la fille du sexisme, d'une société qui méprise les désirs des femmes et qui les domine précisément par un tel mépris.

Les amis de la légalisation de la prostitution ne devraient pas rejeter ces objections d'un revers de main. Ils devraient admettre que la prostitution actuelle, où seuls les hommes sont clients et pas les femmes, est le symptôme d'une société sexiste. Si les prostituées gagnent beaucoup mieux leur vie en pratiquant ce métier plutôt qu'un autre, c'est par l'écart qu'une telle société fait naître entre l'offre et la demande sexuelles des hommes et des femmes. La volonté d'abolir la prostitution vise à ce que les femmes qui pratiquent ce métier soient persécutées pour qu'elles tirent moins de profits de la vertu des autres femmes, ces dernières augmentant leur pouvoir sexuel sur les hommes puisqu'ils ne pourront plus faire appel si facilement à la prostitution.

Mais, ceux qui cherchent à la légaliser sans se poser de questions sur la domination masculine qu'elle implique sont aussi sexistes que leurs ennemis abolitionnistes. Ils seraient même, en grande partie, défavorables à une révolution sexuelle et sociale qui changerait le destin des femmes dans notre société car elle rendrait caduque la prostitution actuelle. Une révolution dans laquelle le libertinage retirerait à la sexualité des femmes sa valeur de monnaie d'échange. Pourtant, c'est par ce seul moyen que la prostitution deviendrait une activité non sexiste. Elle permettrait même d'en finir avec la misère sexuelle de tous les insatisfaits, hommes ou femmes, de ceux qui, en dépit du libertinage, ne trouveraient pas leur compte. La prostitution ne servirait pas seulement aux démunis mais aussi aux nantis, hommes et femmes confondus.

Dans une telle société et avec cette activité revue et corrigée, tous pourraient profiter des luxes et des plaisirs prodigués par des professionnels du désir, par de grands artistes - comme le pensait, il y a un siècle déjà, le sociologue Gabriel Tarde.

Peut-être notre société finira-t-elle par admettre que, dans le domaine des mœurs, ce ne sont ni la parité ni la pénalisation de plus en plus sévère des violences conjugales ou sexuelles qui rendront réelle l'égalité entre les sexes, mais le libertinage. Que, loin d'être un vice de cochons que l'on tolère, le libertinage devrait être envisagé comme l'avenir de nos pratiques sexuelles.

Réinventer l'amour / 2 novembre 2012 à 19:06 / Par **MARCELA IACUB**

On dit qu'il faut mourir dans la dignité. Qu'il faut mettre fin à la vie des mourants, des êtres dégradés par la maladie ou l'extrême vieillesse qui ne peuvent plus disposer de leur existence parce que leur esprit est parti, parce que ce qui demeure d'eux ne sont que leurs restes. On pense que ces créatures ont perdu toute humanité, qu'elles ne sont plus celles qui ont pensé, rêvé, aimé, que leur entourage a connues. Que ces personnes sont *déjà* mortes : les supprimer n'est que faire correspondre la réalité physique à la réalité biographique.

On se pose rarement la question de savoir si l'amour que l'on ressent pour ces personnes est compatible avec le fait de les laisser mourir dans la dignité. Si l'amour d'une manière plus générale implique nécessairement un tel respect de l'autre ou si au contraire on ne saurait qu'aimer dans l'indignité.

Voilà la question cruciale que pose *Amour*, le film de Michael Haneke. Une vieille dame fait une attaque qui la laisse hémiparétique et elle fait comprendre à son mari qu'elle voudrait mourir. Elle ne cesse de lui montrer à quel point il est indigne pour elle de se trouver dans cet état de dépendance et d'impuissance. Alors que sa santé qui se dégrade la transforme peu à peu en un enfant, un nourrisson, un horrible animal aux formes humaines qui crie son désespoir, son mari s'acharne à la garder en vie. Le pauvre homme l'aime comme un fou et l'on imagine que sa vie à lui n'aurait à ses yeux aucun sens sans sa femme.

Soudain, l'image que cette chose agonisante lui renvoie ne correspond plus à l'idée qu'il se fait de l'objet de son amour. C'est seulement alors qu'il la tue comme si elle était un poulet ou une grosse araignée. Il enferme la chose morte dans une chambre pour continuer à s'adresser à elle, comme si elle était une amante lointaine et silencieuse et il lui écrit.

Ainsi, le meurtre de cette épouse n'a rien à voir avec l'euthanasie. C'est par respect non de la mourante mais de l'image idéalisée qu'il se faisait d'elle qu'il la tue. C'est un meurtre passionnel. On supprime l'autre qui nous trahit, nous quitte, nous trompe, nous abandonne. Comme si l'être concret que nous aimons n'était que le support d'un autre être qui vit en nous et qui est le véritable objet de notre amour.

C'est cette disjonction fondamentale que ce film nous montre avec finesse et grande clarté. Comme si plus nous aimions quelqu'un, moins nous serions prêts à le respecter dans ses désirs et dans sa volonté. Nous ne lui permettons pas de ne plus nous aimer ni de nous quitter, ni de vieillir, ni de mourir. Il n'y a que nous pour pouvoir disposer à notre guise du destin de l'autre, comme si nos rapports à cette personne étaient purement et simplement hallucinatoires.

Parce qu'il tue sa femme, tous les traitements aux allures douces et attentionnées qu'il lui avait infligés jusqu'alors apparaissent non pas comme de l'amour mais plutôt comme de la méchanceté. Puisque nous nous souvenons que cette femme, avant de perdre son esprit, avait voulu mettre un terme rapide à ses jours, toute la dégradation à laquelle nous assistons est comme un long et horrible mauvais traitement de

la part de son mari.

Elle ne voulait pas qu'on la voie sur une chaise roulante. Elle, belle vieille dame digne et coquette, est traitée par les infirmières comme un monstre aux formes humaines, auquel il faut donner des douches, dont il faut changer les couches, qu'il faut peigner, faire manger. Dans son enfermement d'invalidé, elle proteste, crache l'eau et la nourriture que lui donne son mari comme si elle disait : «Je veux mourir, arrête de me torturer, de me faire souffrir.» Elle crie «*mal*» tout le temps comme si son mari était devenu son pire tortionnaire. Plus terrible encore : après l'avoir tuée, il la laisse pourrir dans sa chambre. Et l'odeur est si révoltante que les pompiers ne peuvent pas respirer quand enfin ils viennent récupérer le cadavre martyrisé.

L'on se demande alors si l'on peut aimer d'une autre manière que ce mari passionné. Si l'on peut aimer non pas le sujet idéalisé mais l'être concret en chair et en os qui lui sert de support. Si l'amour peut être autre chose que cette horrible cruauté, que cette horrible puanteur.

Ce film ne nous permet pas d'y répondre. En revanche, il fait naître en nous un doute angoissant. Peut-être la tragédie de notre existence, de notre naissance (car nos parents se comportent souvent comme ce mari attentionné) jusqu'à notre mort, n'est-elle pas de n'avoir pas été aimé, comme nous le soupçonnons souvent, mais au contraire de l'avoir été ? Qu'il faudrait, pour nous lier en couple et en famille, inventer autre chose que ce que l'on appelle l'amour, cette appropriation irrespectueuse que nous faisons des autres et que les autres font de nous. Qu'il faudrait ne pas aimer et ne pas être aimé pour nous considérer les uns et les autres dans notre irréductible et affreuse altérité.

Compte courant du sperme / 26 octobre 2012 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

Il y a un pouvoir encore plus fort que celui que confère l'argent, la politique ou la célébrité. Une puissance face à laquelle on ne peut que plier, s'agenouiller, se tenir pour vaincu d'avance. Ce privilège est celui que les femmes ont acquis depuis quelques décennies sur la sexualité masculine. Et je ne fais pas allusion aux actes indécents, voire brutaux, commis contre elles par des hommes et qui impliquent une responsabilité juridique, corollaire d'une faute de leur part. Je veux parler des situations dans lesquelles, même si un homme n'a pas commis la moindre faute, même s'il s'est montré doux, attentionné et s'est mis entièrement au service du plaisir d'une femme, celle-ci peut le contraindre par la voie judiciaire à devenir père de l'enfant qu'il a engendré.

Récemment, les médias ont dévoilé deux affaires qui nous ont rappelé l'ampleur de ce pouvoir : Rachida Dati, qui assigne le milliardaire Dominique Desseigne en reconnaissance de paternité, et une ancienne conquête de Jean-Luc Delarue, dont l'enfant âgé de 12 ans pourrait obtenir un tiers de sa succulente succession. On dira qu'il est dégueulasse qu'une société qui a donné aux femmes le pouvoir de décider librement de la maternité (contraceptifs, avortement, accouchement sous X) oblige les hommes à devenir pères des enfants qu'ils ont conçus parfois par une imprudence ou un simple accident.

Même si une femme s'empare du sperme d'un homme à l'insu de celui-ci ou contre son gré, la paternité sera malgré tout attribué à l'homme. Aux Etats-Unis, au début des années 90, deux affaires ont montré que ces situations sont loin de relever d'une imagination débridée. Dans la première, une nounou, qui avait violé un mineur, fut condamnée à une peine de prison mais réussit à obtenir de la justice qu'elle déclare le jeune violé père de l'enfant conçu dans le crime. Dans l'autre affaire, une femme avait volé le préservatif que l'homme à qui elle avait fait une fellation avait jeté à la poubelle. Après une insémination manuelle, elle se retrouva enceinte et le propriétaire du préservatif fut juridiquement

déclaré père de l'enfant. Si de semblables cas se présentaient devant la justice française, il est vraisemblable qu'elle les résoudrait de la même manière.

Si les paternités forcées nous semblent si injustes, ce n'est pas seulement pour les effets économiques qu'elles entraînent, mais aussi pour les conséquences psychiques et sociales. Etre père est une responsabilité très lourde et aussi bien votre entourage que le public vous considérera comme un salaud si jamais vous refusez de l'assumer. Pourtant, examiner les choses sous cet angle sans tenir compte des possibilités que nos sociétés fournissent aux hommes pour ne pas être confrontés à de telles situations serait une contre-vérité politique majeure. Depuis une dizaine d'années en France, le droit autorise les hommes à se faire stériliser. Ils déposent auparavant leur semence dans une banque de sperme, afin de devenir père quand ils le souhaitent.

Grâce à ce procédé largement utilisé depuis des décennies dans d'autres pays comme l'Allemagne et les Etats-Unis, la paternité devient non seulement un choix mais aussi un acte réfléchi et rationnel. Comme si le fait d'être acculés par un droit qui tient à quelques gouttes de sperme pouvait obliger les hommes à prendre leur destin en main d'une manière plus ferme que jamais. Comme si la paternité était quelque chose de si important qu'elle ne peut pas relever uniquement du choix des femmes.

Certains diront que c'est horrible et inquiétant. Que si jamais ces banques de sperme font faillite et perdent votre semence, vous ne pourrez pas ou plus devenir père biologique d'un enfant. Mais les banques sont plutôt sûres. Des accidents de ce type sont rarissimes. Et les dangers que les hommes encourent de cette manière équilibrent ceux des femmes qui avortent. Elles aussi font face au risque d'une stérilité à la suite d'une intervention chirurgicale malheureuse.

Certes, on ne fait pas campagne auprès des hommes pour qu'ils déposent leur sperme dans une banque comme on le fait auprès des filles pour qu'elles deviennent maîtresses de leur maternité. On préfère que les hommes soient coincés par les choix des femmes. Après tout, la société civile n'a qu'à s'organiser pour informer les garçons, les jeunes et les vieux, afin de promouvoir la libre paternité. Pour que chacun ait son sperme dans une banque, comme chacun a son compte à la Société générale, au Crédit agricole ou au Crédit Lyonnais. Pour que chaque mois, ils reçoivent les relevés de leur puissance procréative, de leurs actions, de leurs donations et de leurs intérêts.

C'est pourquoi ces femmes vénales qui assignent en justice leurs amants les plus fortunés, loin de causer des torts à la société, nous poussent à prendre conscience du fait qu'en France les lois permettent «déjà» aux hommes d'être pères s'ils le veulent et quand ils le veulent. Un rappel qui coûte cher aux milliardaires imprudents. Toutefois, qu'ils se consolent : loin d'être un argent mal dépensé, c'est de l'argent à penser.

Vie politique, vie publique / 19 octobre 2012 à 22:07 / Par MARCELA IACUB

Ceux qui exercent le pouvoir politique ou qui aspirent à le faire ne cessent de se plaindre des atteintes constantes de la presse contre le secret de leur vie privée. A l'instar de la folklorique et omniprésente Valérie T., ils n'hésitent pas à porter plainte pour mettre fin à de tels outrages. Ils réclament avec une indignation grandissante qu'on les laisse en paix. N'ont-ils pas déjà des charges énormes, des dossiers à gérer, des décisions à prendre, des protocoles à suivre ? Faut-il encore les martyriser avec ces poursuites impitoyables, cette volonté de tout savoir, cet acharnement à percer le dernier de leurs secrets ? On regrette le temps où la presse se tenait à carreau et ne cherchait pas à escalader le mur qui séparait la vie publique de la vie privée. Mais pourquoi la classe politique est-elle si fâchée, si indignée, si outrée ?

Il semble clair qu'elle n'aime pas qu'on la contrôle, qu'on la suive, qu'on veuille en savoir plus qu'elle n'est prête à en dévoiler à propos d'elle-même. En bref, elle cherche à faire en sorte que le journalisme ne remplisse pas l'une de ses principales fonctions dans un régime démocratique, celle de contrôler ceux qui exercent le pouvoir. Car ces derniers sont les serviteurs du peuple et non pas leurs maîtres et le peuple a le droit de connaître qui va prendre des décisions en son nom, à sa place. C'est pourquoi ces atteintes répétées à la vie privée sont des signes, non pas d'une quelconque décadence, mais plutôt du renforcement du processus démocratique. C'est cette nouvelle donne que la classe politique conteste et beaucoup de journalistes, au lieu de mesurer ce que signifient ces dénonciations incessantes, adhèrent à cette réaction. On dira qu'on se fiche de ces histoires sexuelles, des seins nus des princesses, des kilos en trop des premières dames, des amitiés ou des liaisons secrètes.

Pourtant, ces révélations dont on n'a *rien à faire* peuvent donner lieu à des découvertes cruciales. Imaginons : si la presse avait été plus attentive à la vie privée de François Mitterrand, on aurait pu savoir très tôt qu'il était ami intime de René Bousquet et l'histoire de la France et de la gauche en auraient été changées.

Même la vie sexuelle des politiques peut avoir un impact important. Parfois, cela peut servir pour qualifier quelqu'un d'hypocrite lorsqu'il tient des discours moralisateurs, alors qu'il se comporte tout autrement dans sa vie privée. Dans tel autre cas, cela peut être le signe d'une ouverture d'esprit et expliquer ou permettre d'espérer qu'un individu prenne certaines décisions politiques. Connaître les liaisons amoureuses présentes ou passées peut être utile pour comprendre certaines prises de position ou le fait que l'on confie un poste à une personne plutôt qu'à une autre.

Mais plus généralement, on ne peut jamais savoir ce que les citoyens trouveront important pour juger les personnes qui les gouvernent ou qui aspirent à le faire, même lorsqu'il s'agit des choses d'une apparente banalité. C'est au public de décider ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Stipuler a priori que certains domaines ne doivent pas être investis ou dévoilés par la presse, c'est laisser à la classe politique le soin de décider à la place du peuple ce qui doit être matière à débat démocratique.

Certes, il peut y avoir des dérapages, des choses inutiles, des outrances, des informations de mauvais goût. Mais l'on sait que ceci est le prix à payer pour avoir une presse libre. Dans une démocratie, rien n'est plus inquiétant qu'une presse polie, douce, respectueuse, voire trop sérieuse.

Ces belles vertus, revêtues par la presse, deviennent des signes de servilité, de pusillanimité, de fragilité démocratique. Si les politiques ne veulent pas qu'on dévoile leur vie privée, ils n'ont qu'à se cacher, ne pas s'exposer en maillot de bain dans un lieu public ou embrasser leurs conquêtes dans la rue. Et si l'on ne souhaite pas que des tiers révèlent des liaisons passées, les personnes concernées n'ont qu'à les dévoiler elles-mêmes. Personne n'a contraint ces pauvres victimes des paparazzi et autres fouineurs à appartenir à la classe politique. Elles doivent s'attendre donc à être sous le feu des projecteurs.

Ce qui est par contre antidémocratique, voire obscène, c'est la surveillance de la vie privée des citoyens par le gouvernement. Car là, c'est le peuple qui perd, se rend esclave, se fragilise. Cette surveillance a une signification absolument contraire à celle qu'exercent les journalistes sur la classe politique, alors que le contrôle médiatique par cette dernière se rapproche du totalitarisme.

Big Brother n'était pas un paparazzi mais une instance qui cherchait à tout savoir, à tout contrôler à propos des gouvernés, même leurs pensées, pour qu'ils ne lui résistent guère. Alors que même les potins les plus absurdes sur la classe politique sont un défi, un acte de

résistance, un coup porté à cette caste trop accoutumée à oublier que, dans une démocratie, on ne peut gouverner ou aspirer à le faire que dans la plus grande des inquiétudes.

Famille nucléaire en fusion / 12 octobre 2012 à 19:03 / Par MARCELA IACUB

Le projet du gouvernement de réforme de la famille, qui sera présenté en Conseil des ministres le 31 octobre, est si triste qu'on a envie de pleurer de désespoir. Non pas parce qu'il proposerait des choses injustes, inhumaines et cruelles, comme stériliser les personnes moches, pauvres, ou paresseuses. Ce qui chagrine, c'est sa petitesse, sa mesquinerie, son absence totale d'imagination politique pour donner à la population les moyens de bâtir des vies plus ouvertes, plus généreuses, plus riches, plus réussies.

On dira que ce projet est à la hauteur des espérances de la population elle-même, ce qui est incontestable. C'est la société civile qui peine à produire des idées et des projets plus novateurs. Ce n'est peut-être pas la tâche d'un gouvernement de se substituer à elle. L'utopie progressiste actuelle est, en substance, l'égalité de tous les couples à voir leur union institutionnalisée, ainsi que l'accès à l'enfant, le trophée des marginaux de jadis. Tout un chacun doit avoir le droit d'obtenir des papiers qui reconnaissent qu'il est bien le mari, l'épouse de quelqu'un, et d'autres qui prouvent qu'il est bien le parent d'un enfant. Comme si le mot d'ordre était que tout un chacun ait les moyens de vivre dans les carcans de la famille nucléaire et d'être malheureux comme tout le monde.

Or, dans le domaine familial, le mot égalité ne devrait pas être confondu avec l'uniformité des styles de vie. Au contraire. Son sens devrait être celui de donner aux individus les mêmes droits de s'associer à d'autres pour bâtir des groupes singuliers. De pouvoir choisir librement un partenaire ou plusieurs, d'avoir ou pas des enfants, mais aussi le type de structure, d'organisation juridique et sociale dans laquelle on souhaite vivre.

Cette question engage les choix sexuels, procréatifs mais aussi le type d'habitat, les formes de garde des enfants et d'éducation, ainsi que les accords de solidarité juridique et économique entre les adultes et les enfants. Ainsi, pourrait-on permettre aux individus de s'associer à plusieurs, par exemple, cinq, dix ou quinze familles nucléaires, de choisir un lieu de vie commun, d'en partager les coûts, d'élever ensemble des enfants.

Ces accords pourraient avoir des incidences considérables sur les politiques de l'habitat et de la ville. Les coûts de la vie et les dépenses énergétiques en seraient diminués. Mais surtout, les femmes gagneraient une liberté considérable au regard des enfants et des tâches ménagères. Ce serait une issue bien plus intéressante et prometteuse que l'acharnement que montrent certaines «féministes» à faire partager le poids destinal de la reproduction par leurs compagnons.

Les contrats de solidarité privés (CSP) pourraient libérer de l'esclavage de ces tâches en les professionnalisant. Chacune des unités produites par les CSP pourraient - car elles en auraient les moyens - embaucher des employés, donnant aux personnes plus démunies les mêmes chances qu'aux plus aisées qui peuvent, elles, les déléguer. Et ce serait également une grande chance pour les enfants qui se trouvent souvent prisonniers dans leurs familles, sans autres repères que leurs seuls terribles parents. Les enfants y seraient non pas les enfants de tous, mais tous les adultes pourraient entrer en contact avec eux et surveiller la manière dont ils sont éduqués. Ces unités pourraient associer des personnes seules et créer des espaces de sociabilité susceptibles de pallier les terribles dégâts que produit la solitude, surtout pour les

gens les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de sortir et d'avoir des amis.

Ces réformes si rationnelles ne sont même pas envisagées à cause du conservatisme qui anime les politiques familiales. On préfère être plus pauvres, plus esclaves, plus malheureux, plus seuls, plutôt que de toucher aux normes familiales. Les revendications des homosexuels semblent, dans ce contexte, aller dans ce sens : que les familles ne changent guère, qu'elles ne s'ouvrent pas au contrat et à la solidarité. Leurs requêtes présentent la famille non pas comme un grave problème, comme un obstacle à l'amélioration de la vie, mais comme un idéal dont tous devraient profiter.

Et comme il s'agit de contenter des anormaux de jadis, ces revendications, aussi justifiées que mesquines, donnent un gage de «progressisme». Ceux qui devraient tenter de révolutionner les familles ne sont pas les homosexuels mais les chômeurs, les femmes pauvres, les enfants, les désespérés. Ces majorités silencieuses qui savent que, loin d'être un idéal, les normes qui régissent les familles actuelles sont terriblement chères, esclavagistes, productrices de traumatismes psychiques et de douloureuses solitudes.

Mais peut-être faudrait-il que les homosexuels se lassent de leurs enfants, de leurs couches et de tous leurs papiers officiels attestant qu'ils sont comme les autres, pour qu'on comprenne qu'il ne suffit pas d'être minoritaire pour savoir quel est chemin le plus court vers le bonheur ?

Abattu par les rabatteurs / 5 octobre 2012 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

L'affaire du Carlton de Lille ressemble à maints égards au procès de Meursault, le héros de *l'Étranger* d'Albert Camus. Ce célèbre personnage avait été condamné à la guillotine parce qu'il n'avait pas pleuré lors de l'enterrement de sa mère. Comme si la fonction de la justice pénale était non pas de punir les comportements illégaux, mais d'autres offenses qui n'ont aucune traduction juridique.

Dominique Strauss-Kahn aura plus de chance que le pauvre Meursault, car les juges de Lille ont fini par admettre que les accusations dont il était l'objet manquaient de bases légales. Mais les faits sur lesquels s'appuie ce procès auront eu le pouvoir de transformer cet homme en véritable paria du monde politique français. Il pourra certes se servir de ses talents incontestables d'économiste, les faire fructifier sur la scène internationale et dans le secteur privé.

DSK aura aussi la possibilité de devenir un auteur célèbre, ou même recevoir le prix Nobel d'économie. Mais en France, il ne pourra jamais revenir à la vie politique, comme s'il était définitivement mort à cette vie-là, même s'il est biologiquement vivant et qu'il respire. Et toutes les personnalités politiques qui l'approcheront seront maudites comme lui. C'est pourquoi la fin des poursuites contre l'ancien président du Fonds monétaire international ne devrait en rien changer son statut d'exclu.

Ce ne sont pas les accusations des femmes à l'encontre de ses comportements impolis, voire cavaliers, qui expliquent cet état de fait. Si cet individu est devenu un paria, c'est parce qu'il a outragé la fonction présidentielle. Il est hors monde pour avoir offensé moins des femmes que la République. L'affaire du Carlton, où il n'y a aucune personne forcée, harcelée ou violée, nous a permis de connaître cet outrage.

Les récits des partouzes avec des putes, des entrepreneurs et des commissaires de police ont donné l'occasion à la société française de fantasmer ce qu'aurait pu devenir l'Élysée si DSK avait été élu président : une somptueuse boîte échangiste consacrée à l'assouvissement de ses désirs inépuisables. Ses assistants, courtisans, tels de serviles rabatteurs, auraient cherché à lui organiser des fêtes et à lui trouver de nouvelles maîtresses. Tout cela dans la plus grande impunité que lui auraient accordée ses fonctions présidentielles.

En somme, au lieu de servir le pays - ou plutôt, en plus de le servir -, il aurait instrumentalisé le pouvoir suprême pour satisfaire ses pulsions et ses plaisirs. C'est cette insulte à la fonction présidentielle que les juges de Lille ont perçue. Les magistrats ont entrevu que les partouzes avaient comme épicerie le plaisir personnel de celui que l'on présentait comme futur président français. De celui qui, pour ce seul fait, était en train d'outrager la République. Mais, si cette offense est si difficile à nommer, si elle n'a pas une quelconque traduction juridique, c'est parce que l'abus du pouvoir sexuel ne se conçoit aujourd'hui que comme une violence ou une atteinte que l'on porte à une personne subordonnée et non consentante. Il suffit qu'elle approuve librement pour qu'il n'y ait aucun abus, aucune infraction, aucune plainte.

On ne s'imagine pas qu'un acte sexuel consenti avec celui qui exerce le pouvoir politique puisse être une atteinte à l'exercice démocratique, et donc au peuple qu'il est censé servir. On a du mal à comparer un acte sexuel consenti à des cadeaux, à s'imaginer qu'il soit lié à des facilités et des prébendes, parce que le sexe a un statut à part. Il n'est pas perçu comme les autres biens et services qui circulent sur le marché. On a du mal à concevoir que, dans ces conditions, un acte sexuel soit un acte de corruption qui devrait être sanctionné pour le tort qu'il porte à l'exercice du pouvoir démocratique.

C'est pourquoi un président de la République lubrique trouverait les partenaires qu'il souhaite, dans les conditions qu'il souhaite, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à la prostitution comme c'était le cas à Lille - ce que DSK dit avoir ignoré - alors qu'il n'était qu'un futur, un éventuel président. Pour un chef d'Etat en exercice, il y aurait une foule de maîtresses et de rabatteurs prêts à le satisfaire en attendant que leurs faveurs soient un jour récompensées.

C'est cette atteinte innommable à la fonction présidentielle - que l'on ne peut pas sanctionner juridiquement à cause du puritanisme victimaire de notre législation sexuelle - qui a mis DSK dans cette position de paria, mais sans que l'on puisse l'obliger à devenir pensionnaire de la prison de la Santé. C'est parce qu'il n'aurait trouvé que des partenaires consentantes, et non pas parce qu'il aurait forcé des femmes en profitant de son pouvoir, que Dominique Strauss-Kahn n'est plus qu'un spectre dans le paysage politique français.

Mais, heureusement pour lui, la vie politique n'est pas toute la vie. Souhaitons à cet homme que, dans la nouvelle étape qu'il vient d'entamer, le fait de ne plus avoir un quelconque pouvoir politique ne l'empêche pas de continuer de s'amuser. A ses propres frais.

Pour un service public du sexe / 28 septembre 2012 à 21:36 / Par MARCELA IACUB

La proposition de pénaliser les clients des prostituées laisse en suspens une question capitale que l'on peine à évoquer. Que faire de la demande de sexe véral, que faire des désirs insatisfaits ? En bref, la société ne doit-elle pas à ses membres non seulement une vie digne, un emploi, une santé, la possibilité d'exprimer leurs idées et de profiter des biens culturels mais aussi de satisfaire leurs désirs sexuels ? Pourquoi, en substance, les misères économique, politique et culturelle sont-elles tenues comme des maux appelant d'une manière légitime à y trouver des remèdes mais pas la misère sexuelle ?

On dira que cette question a été l'objet de longues et fructueuses méditations pendant les années 60 et 70. Que c'est sous leur bannière que les réformes capitales en matière de mœurs ont été réalisées. Qu'en définitive, la misère sexuelle issue du mariage bourgeois du XIX^e siècle est bel et bien terminée. C'est pourquoi celle qui apparaît depuis et qui s'exprime entre autre par la demande prostitutionnelle ne saurait être l'objet d'aucune considération. Plus encore. Elle doit être bannie au même titre que d'autres comportements violents en matière sexuelle. En

bref, il n'y a rien que l'on puisse qualifier de misère sexuelle, mais des désirs déviants et pervers, des idéologies humiliantes pour les femmes qu'il faut redresser.

Cette idée est très proche des discours ultralibéraux qui considèrent qu'il n'y a pas une injustice que l'on puisse qualifier de misère économique, mais plutôt des gens paresseux et sans aucune initiative qui attendent de vivre aux crochets de ceux qui travaillent, suent, et gagnent honnêtement leur pain. Si l'on donne à ces gens l'aide et l'assistance, on en fera de piètres exemples. Au lieu de se réveiller tôt, de travailler plus et mieux, les pauvres attendront que la collectivité pallie leurs besoins. Et quel travail les hommes doivent-ils faire au lieu d'acheter du sexe ? Il faut qu'ils trouvent des partenaires qui s'adonnent avec eux à de tels plaisirs pour satisfaire des désirs réciproques avec tous les risques que cela comporte, dont le premier est celui de ne trouver aucun candidat. Et si jamais on surmonte ce premier obstacle, on doit être prêt à faire face à des plaintes pénales pour violences sexuelles, à des paternités forcées ou à des créations de familles - sans compter les horribles dangers des passions amoureuses. Comme si le sexe était un appât pour faire entrer les hommes dans un ordre familial où les femmes ont le contrôle principal. Comme si l'interdiction de l'achat des services sexuels était un coup de force des femmes contre les hommes considérés les uns et les autres non pas comme un ensemble d'individus, mais en tant que genre.

C'est pourquoi celles qui se prostituent doivent payer les frais de ces rapports de pouvoir que l'on cherche à imposer au bénéfice de toutes les femmes. Or, les chemins de la félicité ne seront jamais atteints de cette manière rude et injuste. L'amour, la paternité, les familles ne devraient pas être le résultat des besoins sexuels insatisfaits car, ce faisant, on les transforme en une monnaie d'échange, en une vile monnaie comme disait Charles Fourier. C'est pourquoi cet auteur avait proposé quasiment d'inverser cet ordre des choses, et de faire en sorte que dans une société qui prend l'amour vraiment au sérieux aucun désir sexuel ne reste insatisfait. Certes, ce n'est pas via la prostitution qu'il croyait qu'un tel état de choses devait être atteint mais gratuitement, grâce à une solidarité sexuelle socialement organisée.

Sans avoir à copier à la lettre les recettes de Fourier, l'actuel gouvernement pourrait néanmoins s'inspirer de ces idées si socialistes, si généreuses. Il pourrait interdire la prostitution, mais pallier la demande à laquelle elle répond par la création d'un service sexuel gratuit et public comme le don du sang et du sperme. Tout un chacun devrait pouvoir offrir ses services de temps en temps tout en sachant qu'un jour chacun pourrait aussi y faire appel. Et l'on ne dirait pas que ces donateurs se vendent, qu'ils échangent leurs faveurs contre de l'argent ou qu'ils ne consentent pas à de tels rapports. Au contraire, cette sexualité serait mue par la bonté et la générosité, motivations encore plus dignes que la réciprocité du désir lui-même. Les candidats et candidates à un tel don de soi ne manqueraient guère, même s'ils ne ressemblaient pas du tout aux personnes qui se prostituent aujourd'hui.

Si l'actuel gouvernement accusé de tiédeur et de lenteur avait le courage de prendre une telle décision politique, il pourrait donner un exemple au monde et se faire enfin aimer par ses électeurs. Car cette réforme pourrait être un outil précieux pour renouer le lien social dans un pays de plus en plus individualiste où chacun pense que le salut ne dépend que de soi-même. Dans ces temps sombres de crise économique, la mise en place de ce service public sexuel (SPS) pourrait, tel un antidépresseur, aider la société française à trouver de nouvelles solutions aussi originales que celle-ci pour faire face à toutes les autres formes de la misère.

Par-delà le bien et le mal / 21 septembre 2012 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

On a beaucoup critiqué le «*merveilleux*» projet de Vincent Peillon d'enseigner à l'école le bien et le mal au même titre que l'anatomie ou la géométrie. On a accusé le ministre de l'Education de chercher à donner des cours non pas de morale mais de moralisme et d'intoxiquer les mineurs d'idées fausses, voire malveillantes. Or, pour protéger les enfants, il y a d'autres moyens plus efficaces que de s'opposer au projet Peillon. Les élites de ce pays pourraient ainsi renoncer au moralisme qu'elles ont embrassé depuis trois décennies et qu'elles pratiquent de manière toujours plus intense et grandiloquente.

Le moralisme est omniprésent dans les médias, les livres, les discours politiques, les tribunaux. Il est l'objet d'une sorte d'éducation permanente que les élites donnent aux masses afin de les guérir de leur relativisme et de leur manque de repères. Des masses dont on doit extirper les idées destructrices et empoisonnées que Mai 68 a injectées dans la conscience. Pourtant, à la différence de celui que Peillon voudrait enseigner à l'école, ce moralisme n'est jamais qualifié comme tel tant il semble aller de soi.

Ainsi, pense-t-on que les délinquants et les criminels sont mauvais, que les minorités culturelles ont des pratiques religieuses ou des croyances mauvaises, que ceux qui fument sont mauvais pour leur entourage et la Sécurité sociale, que les clients des prostituées sont mauvais avec les femmes, et la liste hélas pourrait s'allonger. Il en va de même avec le bien. Le moralisme ambiant a fait naître des sortes de championnats de charité, de sensibilité et d'indignation pour les causes les plus consensuelles. Il a surtout fait augmenter la taille des cœurs. Journalistes, artistes, intellectuels et politiques se précipitent pour exhiber le leur en public, comme des voitures ou des montres de luxe. Adhérer publiquement au bien ne semble jamais redondant ni superfétatoire mais nécessaire pour que celui qui s'exprime ne soit pas soupçonné d'être mauvais.

Ce moralisme ambiant explique l'intolérance grandissante de notre société envers les comportements hors norme et la violence institutionnelle qui l'accompagne. Il justifie les réactions violentes et non pragmatiques de la part de l'Etat envers ceux qui transgressent les normes sociales. Car le mal, il faut le réprimer, moins pour atteindre certains résultats qui seraient bénéfiques pour la société d'un point de vue pratique - qu'il y ait moins de crimes - qu'en guise de purification, d'expiation, d'exemple. Ensuite, il produit le sentiment que ceux qui ne commettent pas des actes désignés comme mauvais sont bons, qu'ils sont du côté du bien. Cette idée provoque une grande satisfaction chez ces derniers, car ils se sentent libres de toute faute, en apaisant ainsi leur sentiment de culpabilité et d'angoisse, né de leurs désirs ou de leurs comportements qui s'éloignent de l'idée qu'ils se font du bien. C'est pourquoi ceux qui sont désignés comme mauvais portent les fautes de tous et payent trop cher leurs écarts à la morale dominante.

En bref, le problème du moralisme est de prétendre qu'il n'y a surtout aucune confusion entre le bien et le mal, que l'on peut distinguer d'une manière claire et parfaite ceux qui méritent de jouir du paradis ou de pâtir en enfer. Or, si l'on employait d'autres critères plus neutres que celui du bien et du mal pour qualifier ceux qui transgressent les conventions sociales, nous serions non seulement moins sévères envers eux, mais nous aurions des règles plus utiles, moins nombreuses, qui nous accablent moins. Car les bons, pour continuer à se sentir ainsi, doivent désigner plus de méchants pour s'apaiser et donc ériger plus de comportements hors norme ou hors la loi.

Le bien issu du moralisme fait naître un processus de surenchère, comme le mal qu'il est censé combattre. Si nous en finissions avec le moralisme, nous nous sentirions inquiets et non pas satisfaits dans les rapports que nous entretenons avec le bien et le mal. Cela nous permettrait de comprendre que nous sommes tous des salauds simplement à des degrés divers et de manières différentes. Que nos idéaux moraux ne peuvent être qu'inatteignables, qu'ils nous confrontent à un abîme, que quoi que nous fassions, nous ne serons jamais à leur hauteur, que nous serons toujours en faute, toujours moins beaux qu'eux. Que nous sommes tous salis par le mal, ou en tout état de cause,

toujours en contradiction avec l'idée que nous nous faisons du bien.

Peut-être, au lieu de s'opposer au projet de Peillon, faudrait-il créer une association politique des personnes qui se revendiquent méchantes, mesquines, insensibles aux autres, pleines de mauvaises intentions. Le jour où cette association des méchants gagnera l'esprit des élites et des masses, notre société pourra enfin abandonner la vulgarité sanguinaire du moralisme pour se confronter à la beauté douloureuse et pacifique de la morale.

Etre une mère libérée / 14 septembre 2012 à 19:07 / Par MARCELA IACUB

Les sociétés sont obsédées par l'uniformisation des normes familiales. Nous pensons que si une famille ne vit pas comme les autres, les enfants risquent de périr dans les pires souffrances psychiques. On ne cesse de répéter qu'un enfant nécessite ceci et cela, qu'une mère et un père doivent se comporter de façon à produire convenablement des nouveaux citoyens. Mais comme l'uniformité parfaite est impossible, car il y a toujours une fêlure, un petit quelque chose de rugueux, de différent, on s'en sert pour expliquer pourquoi un des membres de la famille va mal, débranche ou commet des crimes : le mari était trop attaché à sa mère, l'épouse préférait le chien à l'enfant, le père n'arrivait pas à incarner la loi, l'enfant avait vu un film pornographique qui l'avait sidéré...

Il est plus rare que l'on attribue les malheurs que peut subir une famille au fait qu'elle ressemble trop à toutes les autres. Au motif que ses membres croient aux normes d'une manière si absolue qu'ils sont incapables de s'en détacher afin d'échapper à la terrible prison que peut être leur «bonheur». C'est cette question de la dangerosité des systèmes normatifs trop rigides que le film *A perdre la raison* de Joachim Lafosse, tiré d'un épouvantable fait divers, montre de façon magistrale.

Voici qu'une mère charmante, douce, aimante et ultrasensible, incarnée par l'extraordinaire Emilie Dequenne, assassine un à un ses quatre enfants en bas âge comme s'ils étaient des poulets. Et loin d'être une folle, une inadaptée, une violente, un être sans cœur, la jeune femme commet l'impensable parce qu'elle n'arrive pas à être la bonne mère qu'elle se sent obligée d'être. Certes, avant d'avoir des enfants, elle ne pouvait pas savoir comment elle vivrait ce rôle. Mais avant même qu'elle ait pu s'apercevoir que cela ne lui convenait guère, ses grossesses se poursuivaient, comme si elle avait pensé que le bonheur lui arriverait en devenant mère du prochain enfant.

Lorsqu'elle a fini par comprendre que, par ce procédé, elle multipliait son malheur, elle n'a pas abandonné ses enfants pour reprendre sa vie en main, mais elle n'a pas pu empêcher son esprit de décrocher. Or, lorsque la réalité la faisait revenir et voir qu'elle était si loin, qu'elle était une mère épouvantable parce qu'elle n'aimait pas ses enfants, elle était accablée par la culpabilité. C'est lors d'un de ces moments qu'elle décide de les tuer, puis de se suicider. Cependant, après les avoir égorgés, elle n'a pas pu se donner la mort. Au fond, elle ne voulait pas mourir mais cesser enfin d'être mère. Car tant que ces pauvres créatures étaient en vie, le devoir de les aimer continuait de la persécuter, de l'accabler, de l'empêcher de respirer.

Ceux qui ont fait la critique de ce film sont à tel point convaincus qu'il est affreux et impensable qu'une mère n'aime pas ses enfants qu'ils ont attribué la folie de cette femme au fait que son mari avait un parrain trop présent. Selon eux, ce vieux pervers empêchait cette mère de prendre sa place car sa présence dans la famille rendait les choses anormales. Or, ce pauvre individu n'était au fond pas plus pesant qu'une belle-mère trop présente comme il y en a tant. Comme si le but de ces commentaires était non seulement d'enlever à ce film toute sa

dimension critique mais aussi de le transformer en un vulgaire instrument de propagande d'un système normatif qui accable les femmes lorsqu'elles acquièrent le statut de mère. Comme si ces journalistes avaient cherché à faire en sorte que ce film ne serve à rien ou juste à renforcer l'idéologie familiale qui rend possible que des crimes de cette nature et les souffrances qui les précèdent aient lieu.

Cette idéologie omniprésente et oppressante suppose que le fait d'avoir eu le choix d'avorter est l'épreuve qui garantit par la suite l'amour maternel. Que seuls des problèmes transitoires, comme le manque d'argent, peuvent expliquer qu'une femme veuille abandonner un enfant qu'elle a mis au monde. Comme si notre système familial ne pouvait pas fonctionner en se contentant que la mère, sa pierre angulaire, sa toute-puissante esclave, prenne soin de ses enfants. Il faut en plus, il faut surtout qu'elle les aime d'une manière évidente et inconditionnelle. Comme si les femmes avaient échangé leurs droits à la contraception et à l'avortement contre une contrainte non pas juridique mais sociale plus scélérate, plus cruelle, plus affolante que les interdits de jadis, parce qu'elle ne dépend pas de leur volonté : celle d'aimer leurs enfants. Et si certaines n'y arrivent pas du tout comme dans ce film, d'autres souffrent et font souffrir parce qu'il est impossible d'être à la hauteur d'un amour présumé infini et incommensurable.

La véritable émancipation des femmes arrivera le jour où elles comprendront qu'elles ont autant de droits sur leur cœur que sur leur corps. C'est seulement alors que le féminisme cessera d'être une idéologie de ministères et de gardiens de l'ordre pour plonger dans les délices de l'insurrection.
